



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(8 mai 1970 – 8 mai 1971)

VOLUME II

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4 A

NATIONS UNIES



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(8 mai 1970 – 8 mai 1971)

VOLUME II

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4 A

NATIONS UNIES

New York, 1971

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/5027/Add.1 E/CN.12/875/Rev.2

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE
TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
SIGLES	v
INTRODUCTION	1
EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL	4
NOTE EXPLICATIVE	5
Division de la recherche et du développement économique	6
Bureau des Antilles	14
Bureau de Rio de Janeiro	27
Division des affaires sociales	30
Division de la politique commerciale	39
Bureau de Montevideo	48
Bureau de Bogota	52
Bureau de Mexico	54
Division du développement industriel	83
Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture	94
Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie	101
Programme relatif aux transports	110
Division de statistique	121
Centre latino-américain de projections économiques	130
Administration publique	136
Programmes de gestion, d'administration et d'appui	141
Autres projets	149
APPENDICES	
CEPAL, Tableau des effectifs pour 1971	155
CEPAL, Répartition des dépenses de 1970 par catégorie d'activité.	156
CEPAL, 1971. Contribution de chaque service aux activités du secrétariat	157

SIGLES

ALAF	Association latino-américaine des chemins de fer
ALALE	Association latino-américaine de libre-échange
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BCT	Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies
BID	Banque interaméricaine de développement
CARIFTA	Association de libre-échange des Antilles
CCE	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale
CEC	Conseil économique centraméricain
CECLA	Commission spéciale de coordination latino-américaine
CELADE	Centre latino-américain de démographie
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CESI	Conseil économique et social interaméricain
CIAP	Commission interaméricaine de l'Alliance pour le progrès
CIDA	Comité interaméricain de développement agricole
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
ICAP	Institut centraméricain d'administration publique
ICARTI	Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle
IISA	Institut interaméricain des sciences agricoles
ILPES	Institut latino-américain de planification économique et sociale
NDB	Nomenclature douanière de Bruxelles
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIECA	Secrétariat permanent du Traité général d'intégration de l'Amérique centrale
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE

Mai 1971 - avril 1973

INTRODUCTION

Durant la première Décennie des Nations Unies pour le développement, le secrétariat a exécuté un vaste programme de recherche sur les problèmes économiques et sociaux importants qui intéressent la région et cherché à résoudre ces problèmes en collaboration avec les gouvernements intéressés. A la suite de ces travaux, le secrétariat se trouve actuellement mieux à même d'entreprendre un programme d'action en vue d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

L'expérience de la première Décennie du développement montre que, loin de diminuer, l'écart qui au cours des années 50 séparait les pays développés des pays en voie de développement a encore grandi. Nombre de problèmes qui freinaient alors le développement économique et social subsistent toujours et il s'y est ajouté d'autres obstacles et distorsions qui compliquent encore la tâche lorsque l'on s'efforce d'améliorer les conditions de vie, de réduire les tensions sociales qui en sont la conséquence et de parvenir à une croissance dynamique et autonome.

Il y a toutefois des raisons d'espérer, étant donné que de toute évidence il est possible de surmonter les limitations constatées et que d'autre part on a réalisé des progrès dans la définition des problèmes et dans la mise en place du mécanisme institutionnel destiné à y faire face.

Le secrétariat de la CEPAL est appelé à participer aux travaux de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement dans quatre grands domaines d'activité. Son rôle consistera à : a) effectuer les recherches économiques et sociales nécessaires pour fournir aux gouvernements les renseignements de base qui leur permettront de mobiliser leurs ressources intérieures et les aideront à formuler une politique économique et sociale orientée vers cet objectif; b) étudier les problèmes du commerce et du financement extérieur, ainsi que ceux de la coopération scientifique et technique internationale; c) fournir aux gouvernements ou aux groupes de gouvernements qui en font la demande l'assistance technique dont le secrétariat dispose pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie et d) favoriser la formation de fonctionnaires nationaux dans les domaines qui présentent un intérêt essentiel pour les pays du continent.

Dans l'exécution de ces tâches, le secrétariat se propose de maintenir et de renforcer sa coopération avec les organismes internationaux, en particulier les organismes des Nations Unies.

En révisant le programme de travail, on a tenu dûment compte des résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées au cours des sessions qui ont suivi l'établissement du programme de travail précédent. On a notamment tenu compte de la résolution 2561 (XXIV) de l'Assemblée générale sur l'administration publique et le développement, de la résolution 2564 (XXIV)

relative aux mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, de la résolution 2563 (XXIV) relative au rôle des commissions économiques régionales dans le domaine de la planification du développement durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, de la résolution 2571 (XXIV) relative à la Stratégie internationale du développement, de la résolution 2626 (XXV) relative à la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, de la résolution 2641 (XXV) relative à l'examen et à l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement, de la résolution 2658 (XXV) relative au rôle de la science et de la technologie modernes dans le développement des nations et à la nécessité de renforcer la coopération économique et technico-scientifique entre les Etats, de la résolution 2683 (XXV) relative à l'Année mondiale de la population et de la résolution 2687 (XXV) sur le rôle des commissions économiques régionales dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. On a également tenu compte de la résolution 1409 (XLVI) du Conseil économique et social relative à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en particulier en ce qui concerne les aspects sociaux, de la résolution 1426 (XLVI) relative à l'utilisation des ressources naturelles, de la résolution 1427 (XLVI) sur les ressources naturelles, de la résolution 1483 (XLVIII) relative aux politiques démographiques durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, de la résolution 1486 (XLVIII) relative aux programmes de travail et aux priorités dans le domaine démographique, de la résolution 1490 (XLVIII) relative à un examen des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des transports, de la résolution 1494 (XLVIII) relative à la politique et à la planification sociales dans le développement national, de la résolution 1535 (XLIX) relative à la mise en valeur des ressources naturelles, de la résolution 1536 (XLIX) relative à la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, de la résolution 1538 (XLIX) relative à l'application des techniques de calcul électronique au développement, de la résolution 1547 (XLIX) relative au développement et à la coordination des activités des organismes des Nations Unies, de la résolution 1549 (XLIX) relative aux consultations préalables sur les programmes de travail et de la résolution 1556 (XLIX) sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

RESUME DES MODIFICATIONS APPORTEES AU PROGRAMME DE TRAVAIL

Programmes	P r o j e t s		
	Achevés <u>a/</u>	Nouveaux	Annulés ou différés
Recherche et développement économique	6	5	2
Bureau des Antilles	4	12	1
Bureau de Rio de Janeiro	3	<u>b/</u>	1
Division des affaires sociales	6	3	2
Division de la politique commerciale	7	4	3
Bureau de Montevideo	4	1	-
Bureau de Bogota	-	-	-
Bureau de Mexico	19	16	6
Division du développement industriel	20	7	5
Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture	2	-	1
Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie	3	2	1
Programme relatif aux transports	3	3	3
Division de statistique	5	8	4
Centre latino-américain de projections économiques	2	3	-
Groupe de l'administration publique	2	2	2
<u>Total</u>	<u>86</u>	<u>66</u>	<u>31</u>

a/ Non compris les travaux techniques de moindre importance et les sous-projets terminés.

b/ La liste des projets doit être soumise à l'approbation du pays hôte.

EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Dans la répartition des ressources pour le programme de 1972 et 1973, il est prévu une augmentation annuelle de 5 p. 100 des postes nouveaux demandés dans le projet de budget de la CEPAL, en vue d'élargir le programme de travail dans certains domaines. Cette augmentation de 5 p. 100 représente l'une des deux possibilités de renforcement des effectifs proposés dans le projet de budget de la CEPAL pour ces deux années. La seconde possibilité tend à entreprendre de nouveaux projets dans des domaines exigeant des recherches plus poussées, tels que l'environnement, le développement régional, l'intégration économique, la politique industrielle dans le cadre de la deuxième Décennie pour le développement et le développement agricole 1/. Pour exécuter ces projets, il sera nécessaire d'accroître de 3,2 p. 100 le montant des ressources.

Il convient de faire dès à présent une réserve, à savoir que tous les projets figurant au programme de travail ne pourront pas être exécutés dans les délais prévus. En effet, d'une part il faut s'attendre à ce que certaines modifications soient apportées à l'ordre de priorité, au cas où les circonstances changeraient ou si l'on décide de donner suite à des demandes imprévues de gouvernements ou de groupes de gouvernements. D'autre part, il se peut que certains des crédits additionnels demandés pour 1972 et 1973 ne soient pas approuvés. Enfin, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'en formulant les projets figurant au programme de travail, il n'a pas été tenu compte de la proportion élevée de vacances constatée normalement au secrétariat, étant donné qu'il est impossible de prévoir à l'avance dans quels services des postes deviendront vacants.

En conséquence, la Commission confirme 2/ sa politique selon laquelle s'il est souhaitable d'adopter, dans toute la mesure possible, un programme définitif, il est d'autre part indispensable de laisser au secrétariat toute latitude pour adapter les programmes en fonction des circonstances qui se présentent et des ressources en personnel et autres moyens dont il dispose. Dans ces conditions, la Commission autorise le Secrétaire exécutif à modifier ou éliminer certains projets ou à établir un ordre de priorité différent s'il juge que des événements aujourd'hui imprévus justifient de telles mesures. Ces modifications devront s'effectuer dans le cadre du programme adopté par la Commission.

La Commission autorise également le Secrétaire exécutif, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, à utiliser les ressources disponibles pour organiser des conférences ou pour créer des groupes de travail et organiser des réunions d'experts s'il le juge bon, sous réserve qu'il obtienne auparavant l'autorisation des gouvernements intéressés et qu'il procède à des consultations avec les institutions spécialisées éventuellement intéressées. Les conférences ne sont organisées qu'à la demande de la majorité des gouvernements des Etats Membres et sous réserve que les dépenses soient couvertes dans la limite des crédits disponibles.

1/ La liste de ces projets additionnels figure dans la section "Autres projets".

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, vingtième session, Supplément No 10A (E/2796/Rev.1), par. 154.

NOTE EXPLICATIVE

Le programme de travail décrit les activités du secrétariat de la CEPAL sur trois plans différents, à savoir les programmes, les sous-programmes et les projets.

Les programmes portent sur de grands domaines d'activité et correspondent à des secteurs qui, dans leurs grandes lignes, ne sont pas appelés à changer d'une année à l'autre. On peut citer par exemple le programme 00 : "Recherche et développement économique".

La durée des sous-programmes est d'environ six ans. Ils ont pour objet de regrouper et d'intégrer les divers projets dans des cadres mieux délimités que ceux des programmes. On peut citer à titre d'exemple le sous-programme 00-3 : "Répartition du revenu".

Le terme "projet" se réfère à une activité qui aboutit à un résultat concret - par exemple une étude, un séminaire ou des services consultatifs - et dont l'exécution s'étend sur une période qui peut être prévue avec suffisamment de précision. Les projets portent sur des périodes pouvant atteindre trois ans, et en conséquence l'ensemble des projets énumérés dans le présent document représente théoriquement la totalité des activités concrètes projetées par le secrétariat de la CEPAL pour la période triennale 1971-1973. On peut citer à titre d'exemple le projet 00-33 : "Politique de redistribution du revenu en Amérique latine".

SERVICE: Division de la recherche et
du développement économique

PROGRAMME: Recherche et
développement économique

Les travaux de cette Division devront, dans leurs grandes lignes, s'inscrire dans le cadre des activités prévues pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il s'ensuit qu'elle devra concentrer son attention sur la définition de la stratégie que devront suivre les pays latino-américains, sur les objectifs en jeu et sur les politiques et mesures permettant de les atteindre. Cela exigera par ailleurs de sa part des efforts accrus et suivis pour mener à bien les évaluations périodiques des progrès, des faiblesses et des tendances enregistrés dans l'évolution des économies de la région.

Sur un plan plus spécifique, certains aspects du programme de travail présentent une importance particulière et la Division devra renforcer ses activités en la matière.

En premier lieu, on devra, dans les études consacrées à la mobilisation des ressources intérieures, prendre en considération les principaux facteurs nationaux qui influent sur la capacité de maintenir en fonctionnement l'appareil productif, de l'élargir et de le moderniser. Il faudra tenir compte principalement de la capacité d'investissement, notamment l'importation de biens d'équipement, la production de biens intermédiaires, la production et la capacité installée des industries productrices de biens d'équipement et de biens de consommation durables et enfin les réserves productives, c'est-à-dire les ressources humaines et matérielles que l'on peut faire participer au processus de production. Il conviendra d'étudier et d'analyser non seulement la capacité d'épargne mais également les moyens et les mécanismes financiers permettant de la mobiliser.

Il conviendra d'accorder une attention particulière au processus de transformation de l'épargne en investissements et de rechercher les moyens de mieux répartir cette épargne entre les différents secteurs en vue d'atteindre la productivité sociale marginale la plus élevée.

Ce qui précède soulève le problème de l'emploi effectif. Il conviendra à ce propos d'analyser séparément le chômage et le sous-emploi dans les villes et dans les zones rurales. L'étude du chômage et du sous-emploi dans les zones rurales permettra d'apprécier la corrélation existant entre la situation de l'emploi et le régime foncier, la nature des exploitations et les techniques utilisées. De même, on s'efforcera de faire le rapprochement entre, d'une part la situation de l'emploi dans les villes et d'autre part l'utilisation insuffisante du capital et la possibilité d'affecter la main-d'oeuvre aux activités secondaires et tertiaires les plus productives.

Inversement, cette analyse devra faire ressortir dans quelle mesure les activités urbaines permettent de fournir en quantité suffisante des biens et des services à la population du pays, en prenant en considération le problème des techniques et l'utilisation effective de la population active.

On examinera d'une part la nécessité de résorber le chômage et d'employer la main-d'oeuvre nouvelle, et d'autre part les inconvénients que présenterait un retard que l'on pourrait qualifier de "gel technologique".

Il sera nécessaire d'étudier non seulement les politiques nationales de mobilisation des ressources intérieures (considérées comme un ensemble), mais également les différences existant entre les régions à l'intérieur d'un même pays, compte tenu du fait que le modèle actuel de croissance est caractérisé par un degré élevé de concentration géographique de la population, des activités productrices, du progrès technique et du revenu. Il s'agirait de déterminer jusqu'à quel point la concentration géographique actuelle des activités productrices engendre des économies externes - d'un point de vue global pour l'économie nationale - et si éventuellement elle ne risque pas d'entraîner l'apparition de déséconomies externes croissantes, compte tenu des problèmes d'approvisionnement, de logement et de transport, dont la solution est extrêmement coûteuse, tant sur le plan économique que sur le plan social. Cette analyse conduira à déterminer jusqu'à quel point la création de nouveaux pôles de développement de seconde ou de troisième importance ne pourrait pas se révéler plus avantageuse pour l'économie nationale que la concentration économique sous forme de vastes conglomérats.

D'autre part, le secteur industriel en Amérique latine, bien que s'étant développé plus rapidement que les autres secteurs économiques, n'a pas été en mesure d'absorber la main-d'oeuvre excédentaire. En conséquence le niveau de l'emploi, qui est fonction de la structure technique et du taux de croissance, peut et doit dépasser le niveau actuel.

Il conviendrait d'approfondir l'analyse pour apprécier dans quelle mesure les économies fortement concentrées sont capables de maintenir un rythme d'activité suffisant pour absorber la main-d'oeuvre qui afflue continuellement dans les centres urbains ou si, au contraire, elles ne peuvent y parvenir, provoquant l'apparition de groupes marginaux urbains de plus en plus importants, dont les activités ne présentent qu'une productivité infime.

Le secrétariat doit continuer d'effectuer des études et d'accorder une assistance technique en vue d'aider les pays les moins développés de la région. Des études économiques et sociales sur ces pays, des services consultatifs, la formation du personnel et la coordination régionale devront être inscrits au programme d'action de la Commission pour la deuxième Décennie.

Si l'on veut que toutes les études et recherches énumérées ci-dessus s'avèrent utiles, il convient de se fonder sur les renseignements indispensables, pour que les pays puissent choisir et élaborer des politiques globales visant à traduire dans les faits les objectifs susmentionnés. C'est pourquoi, de manière à compléter tout ce qui a été réalisé au cours de la première Décennie et parallèlement aux travaux de recherche ou de projections à long terme, on devra étudier plus à fond les politiques opérationnelles à court terme et l'ensemble des instruments destinés à les appliquer, ainsi que les moyens permettant d'écartier les obstacles institutionnels et structurels, que l'on

En ce qui concerne la répartition du revenu, la Commission continuera de compiler les renseignements disponibles, de les présenter de façon systématique et d'en recueillir de nouveaux en procédant à des enquêtes directes. Lorsqu'on aura rassemblé ces éléments d'information, elle analysera de manière plus détaillée les instruments de nature à modifier progressivement les modèles actuels de répartition, aussi bien ceux qui concernent uniquement la redistribution (dépenses publiques et politiques fiscales) que ceux qui intéressent les facteurs déterminants de la répartition du revenu (concentration de la propriété, problèmes relatifs à l'éducation, à la formation et aux possibilités d'emplois, diffusion du progrès technique, etc.).

L'étape suivante consistera à étudier les relations entre les politiques de redistribution du revenu, la formation de l'épargne, les possibilités d'investissement et en résumé, tous les aspects qui touchent au développement économique et social et qui constituent les grandes lignes d'une stratégie et d'une politique globales. Dans le programme d'action que l'on espère réaliser au cours de la deuxième Décennie, on s'efforcera de considérer la politique générale de développement dans un contexte interdisciplinaire, pour pouvoir en aborder les diverses dimensions sociales.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

00-0 Estudio Económico de América Latina

On estime indispensable de continuer la pratique récente consistant à faire figurer, dans l'Estudio, outre le chapitre de base sur la situation des différents pays, des études complètes ou des résumés montrant les contributions principales de la Commission à l'analyse des problèmes théoriques et pratiques de la croissance. D'autre part, on veillera à inclure dans l'Estudio des évaluations périodiques des réalisations de chaque pays au cours de la deuxième Décennie pour le développement. Cette tâche passera au premier plan les activités de la Division de la recherche et du développement économique durant la deuxième Décennie et exigera probablement des modifications importantes des attributions et de la composition du personnel technique de cette division et peut-être de son organisation.

00-2 Politique de développement

La Division consacrera régulièrement aux politiques économiques nationales des études à court et à long terme, globales et spécialisées. Elle choisira chaque année un certain nombre de pays aux fins d'un examen plus détaillé de leurs politiques et des instruments qu'ils ont adoptés.

00-3 Répartition du revenu

La Division concentrera ses efforts sur les monographies, continuant ainsi dans la voie dans laquelle elle s'est engagée il y a deux ans en effectuant une étude sur l'Argentine.

00-4 Mobilisation des ressources intérieures

Les travaux sur la mobilisation et l'utilisation de l'épargne et sur ses aspects fiscaux seront poursuivis.

00-5 Développement régional

Ce sous-programme a pour objet de parvenir à mieux connaître le rapport existant entre le système général de développement en Amérique latine et les incidences de la répartition de l'activité économique sur l'importance des mouvements de population entre la campagne et la ville, sur les modalités de répartition du revenu ainsi que sur d'autres facteurs.

Il ne sera pas affecté de ressources aux sous-programmes dont le rang de priorité est moins élevé : 00-7 Les pays relativement peu développés et l'intégration et 00-8 Ressources humaines.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973

(Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés au cours de la période indiquée que si les crédits demandés pour 1972 sont approuvés et si les postes vacants sont pourvus).

Estudio Económico de América Latina, 1971, 1972 et 1973 (00-01)

Outre des évaluations d'ensemble et par secteur de l'économie latino-américaine, cette étude comportera chaque année une analyse spéciale portant sur un thème déterminé.

Mise en oeuvre:: activité permanente

Autorisation : CEPAL 79 (VI)

Achèvement : février de chaque année

Priorité : élevée

Assimilation du progrès technique (00-22) (projet nouveau)^{3/}

On cherchera à approfondir les études consacrées précédemment par la CEPAL au rôle de la technique en matière d'emploi et de croissance. La Division du développement industriel et la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture collaboreront à cette étude. On engagera pour des périodes de courte durée

^{3/} Voir également les projets 05-1 "Les techniques au Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro), 05-3 "L'évolution des techniques au Mexique", 04-094 "L'évolution technologique en Amérique centrale : progrès et obstacles" et 04-24 "Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherche technique" (Bureau de Mexico), 05-11 "Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne" (Division du développement industriel) et 08-26 "Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique Latine" (Programme relatif aux transports).

(Développement économique)

des consultants spécialisés dans les techniques agricoles, les industries traditionnelles et certaines industries dynamiques combinant un fort pourcentage de main-d'oeuvre et un coefficient élevé de valeur ajoutée.

Mise en route :	début de 1972	Autorisation :	CEPAL 289, 290 et 291 (XIII)
Achèvement :	fin de 1972	Priorité :	élevée

* Aspects économiques de l'intégration (00-23) (projet nouveau)

Les études consacrées à l'intégration sont traditionnellement effectuées du point de vue de la politique commerciale. Il paraît nécessaire de les compléter en envisageant le problème dans son contexte économique d'ensemble. Ce projet sera précédé d'un séminaire de la CEPAL et de l'ILPES où cette question sera examinée.

Mise en route :	milieu de 1971	Autorisation :	CEPAL 289, 290 et 291 (XIII)
Achèvement :	début de 1973	Priorité :	élevée

Répartition du revenu dans quelques pays d'Amérique latine (00-31)

Il s'agit du troisième d'une série de quatre volumes sur la répartition du revenu.

Mise en route :	à déterminer	Autorisation :	CEPAL 229 (X), 233 (X), 263 (X) et 290 (XIII)
Achèvement :	à déterminer	Priorité :	élevée

Politique de redistribution du revenu en Amérique latine (00-33)

Sur la base des conclusions de l'étude sur la répartition du revenu en Amérique latine, la Division s'efforce de préciser les aspects et les facteurs principaux de la répartition actuelle du revenu. Elle est également en train de préparer une deuxième version de l'étude sur les politiques sociales et la répartition du revenu, dans laquelle on insiste particulièrement sur les questions d'éducation.

Mise en route :	avril 1969	Autorisation :	CEPAL 229 (X), 233 (X), 263 (XIII) et 290 (XIII)
Achèvement :	milieu de 1971	Priorité :	élevée

Les investissements privés étrangers en Amérique latine (00-42)

Analyses des conditions et des effets des investissements étrangers en Amérique latine.

Mise en route :	début de 1970	Autorisation :	CEPAL 275 (XIII)
Achèvement :	milieu de 1971	Priorité :	élevée

Les investissements publics (00-43) (projet nouveau)

On examinera le volume, la composition et les formes de financement des investissements publics. Cette étude sera présentée à la Conférence sur la politique fiscale (Mexico, 1971), qui sera organisée conjointement par la CEPAL et l'OEA.

Mise en route :	début de 1971	Autorisation :	CEPAL 289 (XIII)
Achèvement :	milieu de 1971	Priorité :	élevée

Conférence sur la politique fiscale (00-44) (projet nouveau)

Il s'agit d'un projet conjoint CEPAL/OEA. La Conférence se tiendra à la fin de 1971 à Mexico. On y présentera un document unique, pour lequel la CEPAL rédigera un chapitre analytique qui décrira les différences entre les pays développés et les pays d'Amérique latine, retracera l'évolution récente et définira le rôle que peuvent jouer la politique budgétaire et la politique fiscale dans la réalisation de certains objectifs du développement. La majeure partie de ce chapitre sera établie à Santiago, mais trois économistes de la CEPAL y travailleront, à Washington, pendant une durée totale de trois mois, vers le milieu de 1971.

Mise en route :	janvier 1971	Autorisation :	CEPAL 289 (XIII)
Achèvement :	décembre 1971	Priorité :	élevée

Le développement régional intérieur de certains pays^{4/} (00-52) (projet nouveau)

On examinera les problèmes du développement régional dans certains pays d'Amérique latine sous l'angle de la croissance urbaine.

Mise en route :	fin de 1971	Autorisation :	CEPAL 230 (X) et 290 (XIII)
Achèvement :	fin de 1973	Priorité :	moyenne

Projets achevés, 1969-1970

Estudio Economico de América Latina, 1969 (00-01)

Estudio Economico de América Latina, 1970 (00-01)

Politique latino-américaine de développement (Deuxième Décennie du développement) (00-21)

Répartition du revenu en Amérique latine (00-32)

^{4/} Voir également les projets 01-3 "Développement régional au Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro); 01-31 "Problèmes et politiques de développement régional et local en Amérique latine" (Division des affaires sociales); et 02-22 "Intégration régionale et intégration nationale" (Division de la politique commerciale).

(Développement économique)

Mobilisation des ressources intérieures; les intermédiaires financiers en Amérique latine et les entreprises publiques : leur signification actuelle et potentielle dans le processus du développement (00-41).

Problèmes économiques des pays relativement peu développés (00-71)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés, 1969-1970

Expériences de développement régional en Amérique latine (00-51)

Ressources humaines (00-81)

CEPAL: DIVISION DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
00-0 <u>Estudio Económico de América Latina</u>				60	6			66	6			66	6		
<u>Estudio Económico de América Latina -</u> <u>Editions, 1971, 1972 et 1973 (00-01)</u>	A	R	CP												
00-2 Politique de développement															
Assimilation du progrès technique (00-22)	A	NR	N	24	9	12		30	9	12		30	9	12	
*Aspects économiques de l'intégration (00-23)	A	NR	N												
00-3 Répartition du revenu				26				26				26			
Répartition du revenu dans quelques pays d'Amérique latine (00-31)	A	NR	CP												
Politique de redistribution du revenu en Amérique latine (00-33)	A	NR	CP												
00-4 Mobilisation des ressources				33				33				33			
Les investissements privés étrangers en Amérique latine (00-42)	A	NR	CP												
Les investissements publics (00-43)	A	NR	N												
Conférence sur la politique fiscale (00-44)	A	NR	N												
00-5 Développement régional				12		12		12		12		12		12	
Le développement régional intérieur de certains pays (00-52)	B	NR	N												
Activités d'administration, d'appui technique et de coopération technique				1				1				1			
<u>Total</u>				156	15	24		168	15	24		168	15	24	

Note: La Division compte, en 1971, 7 postes d'agent des services généraux imputés sur le budget. Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés sous la forme prévue que si la Division dispose de ressources supplémentaires.

Abréviations: A, B, C, Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non-périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

(Antilles)

SERVICE : Bureau des Antilles

PROGRAMME : 00 Recherche et
développement économique^{5/}

Ce Bureau continuera à accorder une priorité élevée à la tâche consistant à aider les gouvernements de la sous-région à résoudre les problèmes économiques et sociaux que pose le processus d'intégration économique des pays de la zone des Antilles. Cette tâche consiste notamment à rassembler en permanence sur ces pays les renseignements indispensables pour effectuer les analyses qui permettront de résoudre les principaux problèmes et pour aider à l'exécution des projets généraux auxquels participent les divisions organiques de la CEPAL. Le Bureau rédigera en outre des études sur des problèmes particuliers.

Comme il l'a fait jusqu'ici, le Bureau s'appliquera principalement à fournir des services consultatifs aux gouvernements dans différents domaines, en particulier pour faciliter le processus d'intégration. En matière d'intégration économique, les pays de la CARIFTA ont adopté d'importantes mesures visant à libéraliser largement les échanges. Ils ont pris également toute une série de dispositions tendant à accélérer les programmes de coopération sociale et économique.

Sur tous ces points, le Bureau travaille en étroite collaboration avec les conseils et les secrétariats de la CARIFTA et du Marché commun des Antilles orientales, sans jamais perdre de vue que l'application des accords commerciaux doit se faire dans le cadre plus général du développement d'ensemble. Le Bureau poursuivra les études demandées par les gouvernements de la sous-région sur un certain nombre de questions. Il convient de mentionner en particulier : a) les études de faisabilité sur l'implantation des industries et la création d'industries d'intégration, b) l'harmonisation des stimulants fiscaux et autres en faveur de l'industrie et c) l'établissement d'un tarif extérieur commun et le développement progressif d'une politique commerciale commune.

Il conviendra également de s'intéresser au fonctionnement de la Banque régionale de développement pour les Antilles récemment créée, aux politiques qu'elle doit adopter et à certains aspects de la mise en valeur des ressources humaines dans le cadre du processus d'intégration.

Dans le domaine du développement économique, les travaux de recherche devront être poursuivis dans divers sous-secteurs. Il est particulièrement important de suivre de près la situation en ce qui concerne l'industrie, le tourisme, l'agriculture et les transports. Les activités de développement social se sont limitées jusqu'à présent aux travaux du conseiller régional en matière de développement communautaire. Etant donné la situation sociale dans la sous région à l'heure actuelle, il est urgent que les problèmes sociaux fassent désormais l'objet d'un examen approfondi et permanent.

^{5/} Voir également la Division de la recherche et du développement économique et les Bureaux de Rio de Janeiro et de Mexico.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

00-0 Estudio Económico de América Latina

Le Bureau prépare la documentation du sous-programme correspondant, qui est exécuté à Santiago. Cette documentation portera sur la Barbade, la Guyane, la Jamaïque, les Etats associés des Indes occidentales et la Trinité-et-Tobago.

00-2 Politique de développement

Ce sous-programme a pour but d'aider les territoires peu développés à formuler des politiques de développement communes dans les principaux secteurs, comme le prévoit l'Acte constitutif du Marché commun des Antilles orientales.

00-3 Répartition du revenu

Ce sous-programme reprend une partie des recherches menées dans les pays des Antilles sur différentes questions. Il a pour but d'encourager et d'appuyer la recherche statistique dans ces pays et englobe les activités entreprises conjointement avec les institutions nationales. Les données ainsi recueillies, ainsi que les renseignements obtenus d'autres sources, serviront de base à l'analyse des principales caractéristiques de la répartition du revenu et de leur modification en fonction du développement économique général de certains pays.

00-6 Ressources humaines

Ce sous-programme a pour but d'étudier certains aspects de la mise en valeur des ressources humaines susceptibles de donner lieu à des actions régionales.

01-1 Aspects sociaux du développement

Ce sous-programme est exécuté en collaboration avec le conseiller régional en matière de développement rural et communautaire. Vu les taux élevés du chômage, la proportion importante de jeunes dans la population et les bouleversements sociaux qu'entraîne la restructuration des économies, le développement social est un domaine prioritaire. Au cours des premières étapes, on s'attachera plus particulièrement aux tendances sociales et à l'utilisation de la main-d'oeuvre.

01-7 Développement rural et communautaire

L'exécution de ce sous-programme est confiée à un conseiller régional, lequel donne des avis sur les problèmes de formation, sur certains points d'ordre fonctionnel et sur des questions d'organisation et d'administration intéressant le développement rural. Il fournit également des services consultatifs aux gouvernements pour l'organisation de séminaires nationaux et sous-régionaux, les études entreprises en vue de déterminer les mesures à court terme qu'il convient de prendre et les programmes de recherche.

(Antilles)

02-1 Commerce et développement

Dans le cadre de ce sous-programme, on effectuera une nouvelle étude de la série portant sur les perspectives d'expansion du commerce intra-régional, dans laquelle seront examinées des questions telles que les industries mécaniques légères, les petites industries de montage, les industries artisanales, etc. On préparera en outre la documentation pour les études principales effectuées par la Division de la politique commerciale de Santiago.

03-6 Etudes générales sur l'intégration de la zone des Antilles

Ce sous-programme est exécuté par un conseiller régional qui aidera les pays de la CARIFTA, ensemble ou séparément, à résoudre les questions liées au développement du commerce intra-régional et extra-régional et à organiser des séminaires.

03-7 Services consultatifs fournis aux organismes intergouvernementaux et aux gouvernements membres (titre nouveau)

Le nombre des questions sur lesquelles les gouvernements consultent la CEPAL ne cesse d'augmenter, non seulement en ce qui concerne l'application des accords commerciaux, mais également pour ce qui est de l'élaboration de politiques en vue de la prochaine étape du processus d'intégration économique. Entre 1971 et 1975 on entreprendra les études destinées à compléter les rapports établis par le Groupe chargé de l'évaluation du secteur industriel et par le Groupe chargé de l'harmonisation des stimulants, rapport qui ont déjà été soumis à l'examen des gouvernements.

05-0 Développement industriel

Le Groupe CEPAL/ONUDI a procédé dans les pays de la CARIFTA et sur leur demande à une évaluation du secteur industriel. Son rapport a été examiné par les gouvernements de la région, lesquels ont souligné la nécessité d'effectuer des études complémentaires en vue de déterminer les industries qu'il convient d'implanter sur les territoires peu développés et dans certaines zones industrielles mentionnées dans les rapports. On procédera en outre à une analyse approfondie des industries dérivées de l'agriculture et des petites industries mécaniques; des services consultatifs seront fournis dans tous ces domaines.

06-6 Développement agricole coordonné

L'activité essentielle sera d'aider les gouvernements à appliquer le protocole relatif à la commercialisation des produits agricoles. Il faudra en outre s'occuper, dans le cadre de la CARIFTA et du Marché commun des Antilles orientales des problèmes que posent le développement et la diversification de l'agriculture. Il faudra également poursuivre les travaux concernant les problèmes de la réforme agraire, en s'attachant particulièrement aux régimes fonciers et au système fiscal de l'agriculture. Enfin, il sera nécessaire d'étudier le développement et la planification agricoles, à long terme, en particulier la rationalisation de la production.

08-1 Transports et intégration régionale

Le succès du processus d'intégration dans la région des Antilles dépendra en grande partie des améliorations qui pourront être apportées au secteur des transports. Les travaux orientés vers cet objectif devront donc être poursuivis. Par ailleurs, les travaux entrepris dans le cadre du Programme du bassin des Antilles se prolongeront pendant une grande partie des années 70.

08-2 Transports maritimes

Un conseiller régional aidera les gouvernements à résoudre les problèmes d'exploitation des transports maritimes, tant en ce qui concerne le cabotage que le West Indies Shipping Service, actuellement en cours de réorganisation.

08-7 Tourisme

Les chefs de gouvernement des pays signataires de l'Acte constitutif de la CARIFTA ont décidé d'appliquer une politique de développement du tourisme régional. On s'est peu occupé jusqu'à présent des aspects économiques du tourisme, tels que la charge que représenterait son financement par des emprunts extérieurs, ses effets sur les importations nationales et sur la balance des paiements, ainsi que les profits qu'en retirerait l'économie nationale.

09-4 Statistiques de base

Le Bureau aide les petits territoires de la zone des Antilles qui en font la demande à améliorer la qualité des statistiques économiques de base. Cette aide est orientée vers la solution de certains problèmes que pose le processus de la coopération économique; par exemple, la décision d'adopter un tarif extérieur commun fondé sur la Nomenclature douanière de Bruxelles a nécessité la révision de la nomenclature douanière des pays du Marché commun des Antilles orientales.

L'une des tâches concrètes entreprises dans le cadre de ce sous-programme consiste à aider les statisticiens de ces territoires à mettre en pratique la décision de recourir à deux classifications distinctes, l'une à des fins statistiques, l'autre à des fins douanières; auparavant toutes deux étaient fondées sur la classification type pour le commerce international.

(Antilles)

11-1 Séminaire et cours d'administration publique

Le rythme du processus d'intégration appelle des solutions ~~rapides~~ et les fonctionnaires devront recevoir une formation leur permettant de faire face à la nouvelle situation. On prévoit d'organiser une série de séminaires axés sur la recherche, l'échange des données d'expérience, la formation et la formulation de recommandations touchant à la politique à suivre. Ces séminaires seront organisés par les conseillers régionaux avec le concours du secrétariat de la CEPAL et avec l'aide que les universités de la sous-région pourront fournir.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973

(Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés au cours de la période indiquée que si les crédits demandés pour 1972 sont approuvés et si les postes vacants sont pourvus).

Estudio Económico de América Latina, 1970, 1971 et 1972 (00-01)

Services consultatifs en matière de politique de développement (00-27)

Des services consultatifs sont fournis aux gouvernements qui en font la demande. La priorité est accordée à l'établissement de politiques uniformes, conformément aux dispositions de l'accord du Marché commun des Antilles orientales et suivant les demandes des gouvernements.

Mise en route : 1963	Autorisation : CEPAL 184 (IX) et 288 (XIII)
Achèvement : activité permanente	Priorité : élevée

Répartition du revenu dans la région des Antilles (00-37) (projet nouveau)

La première étude de cette série sera mise en chantier en 1972. Elle portera sur un ou deux des pays les plus importants de la sous-région, choisie en fonction des données de base disponibles.

Mise en route : début de 1972	Autorisation : CEPAL 229 (X), 233 (X) 263 (XII) et 290 (XIII)
Achèvement : fin de 1972	Priorité : élevée

Les travaux se poursuivront en 1973 et porteront sur deux nouveaux pays choisis à cette fin.

Mise en route : début de 1973	Autorisation : CEPAL 229 (X), 233 (X) 263 (XII) et 290 (XIII)
Achèvement : date non fixée	Priorité : élevée

* Le problème du chômage et le développement économique et social des Antilles (00-87) 6/

On effectuera une étude sur le problème du chômage et de ses répercussions sur le développement économique. Ce problème prend de grandes proportions dans les pays des Antilles qui font partie du Commonwealth britannique et où, d'après les estimations, le chômage touche entre 12 et 20 pour cent de la main-d'oeuvre. L'étude portera sur les causes principales du chômage et sur les moyens d'y remédier.

Mise en route : fin de 1971 Autorisation : CEPAL 263 (XII), 288 (XIII)
et 290 (XIII)
Achèvement : début de 1973 Priorité : élevée

* Tendances sociales dans la région des Antilles (01-07)

On rassemblera en permanence des renseignements qui seront ensuite analysés et incorporés dans l'Estudio Economico Anual. On rédigera en outre la section sur la région des Antilles qui figurera dans le Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1973.

Les renseignements porteront sur les tendances démographiques, l'urbanisation, le logement, l'enseignement, y compris la formation professionnelle, les services en faveur de la jeunesse, les services de protection sociale et l'exode du personnel qualifié.

Mise en route : mars 1971 Autorisation : CEPAL 230 (X) et 288 (XIII)
Achèvement : activité permanente Priorité : élevée

* Utilisation de la main-d'oeuvre dans la région des Antilles (01-18) (projet nouveau) 7/

Parallèlement à l'étude sur le chômage prévue, pour 1971, on effectuera une étude sur l'utilisation de la main-d'oeuvre et les besoins dans ce domaine. En 1972, on projette d'entreprendre, dans le cadre de ce même projet, une étude sur les besoins en matière de formation spécialisée, compte tenu de l'évolution économique et sociale.

Mise en route : janvier 1972 Autorisation : CEPAL 288 (XIII)
Achèvement : mars 1973 Priorité : élevée

6/ Voir également les projets 01-41 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des affaires sociales), 06-2 "Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique" et 04-092 "La situation de l'emploi en Amérique centrale" (Bureau de Mexico), et 05-81 "Aspects macro-économiques de la croissance industrielle" (Division du développement industriel).

7/ Voir la note précédente.

(Antilles)

Services consultatifs en matière de développement rural et communautaire
(01-79) (nouveau titre)

Le Bureau fournit une assistance aux gouvernements qui en font la demande, non seulement pour les aider à améliorer les conditions sociales et rurales, mais également sous la forme de services consultatifs concernant la formation et certaines questions administratives.

Mise en route)	activité	Autorisation : CEPAL 290 (XIII)
Achèvement)	permanente	Priorité : élevée

Services consultatifs en matière de politique commerciale et d'intégration
(02-18) (projet nouveau)

Le conseiller régional fournira aux gouvernements et aux secrétariats régionaux des services consultatifs sur des questions ayant trait à la politique commerciale et à l'établissement et à l'application de tarifs communs.

Mise en route :	janvier 1971	Autorisation : CEPAL 291 (XIII)
Achèvement :	activité permanente	Priorité : élevée

Perspectives d'expansion du commerce intra-régional : les problèmes de la
petite industrie dans les pays de la CARIFTA (03-62)

Pour compléter l'étude sur les perspectives d'expansion du commerce intra-régional de certains produits agricoles, qui a été achevée en 1970, on envisage d'étudier les problèmes de la petite industrie en s'attachant particulièrement aux aspects liés à l'intégration. L'étude portera notamment sur les industries mécaniques légères, les petites industries de montage et les industries artisanales.

Mise en route :	janvier 1971	Autorisation : CEPAL 254 (XI) et 288 (XIII)
Achèvement :	mars 1972	Priorité : élevée

* Implantation des petites industries (05-081) (projet nouveau)

L'implantation des industries dans les territoires peu développés est une question qui, d'après le rapport sur l'évaluation du secteur industriel, doit faire l'objet d'un examen suivi. On prévoit de mettre en chantier en 1971 une étude très complète en vue de déterminer les industries qui pourraient s'implanter dans ces territoires et les mesures spéciales à prévoir pour faciliter leur implantation.

Mise en route :	mars 1971	Autorisation : CEPAL 253 et 254 (XI)
Achèvement :	début de 1972	Priorité : élevée

* Industries d'intégration régionale (05-082) (projet nouveau)

Pour compléter le projet réalisé en 1971, on prévoit d'examiner les problèmes liés à l'implantation des industries d'intégration régionale. On cherchera quelles sont les mesures de nature à minimiser la polarisation du secteur industriel et à favoriser une répartition équitable des grandes industries.

Mise en route : mars 1972
Achèvement : milieu de 1973

Autorisation : CEPAL 290 (XIII)
Priorité : moyenne

* Perspectives de diversification dans le cadre d'un développement agricole coordonné (06-67)

L'application du protocole relatif à la commercialisation des produits agricoles de l'Acte constitutif de la CARIFTA a soulevé au départ quelques problèmes, d'où la nécessité de formuler une politique à long terme. Pour répondre à cette nécessité les pays de la CARIFTA se proposent d'effectuer des études échelonnées, mais ces travaux devront être complétés par des études plus vastes, notamment en ce qui concerne la diversification de l'agriculture. On prévoit d'entreprendre en 1971 la première étude portant sur cette question.

Il est essentiel de rechercher les moyens par lesquels la région pourrait réduire sa dépendance à l'égard des principales cultures d'exportations. Il faudra pour cela étudier dans quelle mesure il serait possible d'englober dans le secteur agricole la production d'aliments et la fourniture de matières premières pour les industries de la région.

Mise en route : fin de 1971
Achèvement : milieu de 1972

Autorisation : CEPAL 251 (XI), 254 (XI)
et 288 (XIII)
Priorité : élevée.

* Régimes fonciers et système fiscal de l'agriculture dans la région des Antilles (06-68) (projet nouveau)

L'objectif de ce sous-projet est de formuler des recommandations concernant la politique à suivre pour diversifier et développer le secteur agricole. Son exécution sera confiée à un consultant et sa durée est évaluée à 6 mois de travail.

Mise en route : fin de 1971
Achèvement : milieu de 1972

Autorisation : CEPAL 225 (X) et 288 (XIII)
Priorité : élevée.

(Antilles)

* Spécialisation et complémentarité agricoles (06-691) (projet nouveau)

Cette étude a pour objet de compléter les sous-projets 06-67, 06-68 et 06-692, dont elle utilisera les résultats. Les travaux consisteront à esquisser un programme général de développement agricole dans la sous-région, compte tenu des diverses possibilités de spécialisation et de complémentarité, ainsi que des types de sols et de l'aptitude des différents territoires à entreprendre des activités agricoles diversifiées.

Mise en route : début de 1973 Autorisation : CEPAL 288 (XIII)
Achèvement : fin de 1973 Priorité : moyenne

* Perspectives de l'élevage (06-692) (projet nouveau)

Dans la série d'études concernant les perspectives de diversification dans le cadre d'un développement agricole coordonné, on envisage d'examiner les perspectives de l'élevage en général, y compris la production laitière. Cette étude sera fondée sur les conclusions de l'étude relative aux régimes fonciers et sur les recommandations tendant à reformer ceux-ci.

Mise en route : début de 1972 Autorisation : CEPAL 288 (XIII)
Achèvement : fin de 1972 Priorité : élevée

Etude sur les transports dans la région des Antilles (08-17)

Ce projet a pour but d'élaborer un programme de développement progressif des transports et d'effectuer des études de faisabilité concernant les projets d'infrastructures considérés comme prioritaires dans le système régional.

En 1971, on se propose d'effectuer une étude préliminaire des problèmes de transports compte tenu de l'expansion du commerce régional. On s'efforcera dans cette étude de parvenir à des conclusions qui serviraient de base aux recommandations concernant l'action à entreprendre en matière de transports maritimes et aériens.

Mise en route : janvier 1973 Autorisation : CEPAL 289 (XIII)
Achèvement : fin de 1973 Priorité : élevée

Groupe d'experts en matière de politique des transports dans la région des Antilles, 1971 (B) (08-19x)

Cette réunion a pour objet d'aider à formuler des recommandations concernant la modernisation des caboteurs des Antilles orientales, et portera en particulier sur les conditions de sécurité indispensables, la protection et la manutention des cargaisons, les dimensions des bateaux et leur mode de propulsion, les politiques des transports dans les pays de la CARIFTA et du Marché commun des Antilles orientales, l'intégration des services de transports aériens dans la région des Antilles et les investissements

nécessaires à la création d'une infrastructure des transports dans cette région. Les participants seront au nombre de douze et travailleront pendant 10 jours ouvrables. La réunion aura lieu à Port-of-Spain en 1971.

Mise en route :	avril 1971	Autorisation :	CEPAL 251 (XI), 288 (XIII) 289 (XIII) et 290 (XIII)
Achèvement :	milieu de 1971	Priorité :	élevée

Services consultatifs régionaux fournis aux gouvernements en matière de transports maritimes (08-27)

Mise en route :	1971	Autorisation :	CEPAL 251 (XI), 288 (XIII) et 291 (XIII)
Achèvement :	activité permanente	Priorité :	élevée

Services consultatifs régionaux concernant les ports (08-28) (projet nouveau)

Mise en route :	janvier 1971	Autorisation :	CEPAL 289 (XIII)
Achèvement :	activité permanente	Priorité :	élevée

Statistiques de base (09-47) (projet nouveau)

Le Bureau continuera à établir les séries de statistiques de base qui lui sont nécessaires pour ses activités de recherche et d'évaluation. Il aidera par ailleurs les bureaux de statistique des Etats associés à améliorer la qualité de leurs statistiques de base.

Mise en route)	activité	Autorisation :	CEPAL 196, 197 (IX)
Achèvement)	permanente	Priorité :	élevée

Coopération en vue de l'organisation de programmes de formation (11-17) (projet nouveau)

Le Bureau collabore avec les gouvernements et les secrétariats régionaux pour organiser des programmes de formation nationaux et sous-régionaux. Ces programmes ont pour objet de donner aux fonctionnaires de la sous-région une préparation technique dans certains domaines d'activité liés aux efforts nationaux de développement et au programme général d'intégration.

Mise en route :	1970	Autorisation :	CEPAL 288 (XIII)
Achèvement :	activité permanente	Priorité :	élevée

(Antilles)

Projets achevés, 1969-1970 (liste provisoire)

Estudio Económico de América Latina (Antilles) (00-01)

Tarif extérieur du Marché commun des Antilles orientales (sans projets spécifiques). Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique (00-47). Aspects sociaux du développement (01-1). Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique (00-47)

Aspects sociaux du développement (01-1)

Séminaire sur le rôle des services centraux à l'égard des autorités locales, 1971 (XB) (11-18)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés, 1969-1970 (liste provisoire)

Croissance démographique dans la région des Antilles (01-27)

CEPAL: BUREAU DES ANTILLES
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	C/ N	1971			XB	1972			XB	1973			XB
				BUDGET ORDINAIRE				BUDGET ORDINAIRE				BUDGET ORDINAIRE			
				P	C	RA	P	P	C	RA	P	P	C	RA	P
00-0 <u>Estudio económico de América Latina</u> <u>Estudio económico de América Latina, 1971,</u> 1972 et 1973 (00-01)	B	R	C	12		13		13		12		13		12	
00-2 Politique de développement Services consultatifs en matière de politique de développement (00-27)	A	R	C												
00-3 Répartition du revenu Répartition du revenu dans la région des Antilles (00-37)	A	NR	N												
00-8 Ressources humaines *Le problème du chômage et le développement économique et social des Antilles (00-87)	A	NR	N												
01-1 Aspects sociaux du développement *Tendances sociales dans la région des Antilles (01-17)	A	R	N	4		10		13		11		11		11	
*Utilisation du potentiel de travail dans les Antilles (01-18)	A	NR	N												
01-7 Développement rural et communautaire Services consultatifs en matière de développement rural et communautaire (01-79)	A	R	C												
02-1 Commerce et développement Services consultatifs en matière de politique commerciale et d'intégration (02-18)	A	R	C	7		11		1		11		1		11	
03-6 Etudes générales sur l'intégration de la zone des Antilles Perspectives d'expansion du commerce intra- régional: les problèmes de la petite industrie dans les pays de la CARIFTA (03-62)	A	NR	C												
03-7 Services consultatifs fournis aux organismes intergouvernementaux et aux gouvernements membres	A	R	C	6	-	-		6	-	-		6	-	-	
05-0 Développement industriel *Implantation des petites industries (05-081)	A	NR	N	6		12		9		12		9		12	
*Industries d'intégration régionale (05-082)	B	NR	N												
06-6 Développement agricole coordonné Perspectives de diversification dans le cadre d'un développement agricole coordonné (06-67)	A	R	C	5	6	-		10		-		12			

.../...

(Antilles)

CEPAL: Bureau des ... (conclusion)

Projets	A B C	R/ NR	C/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
Régimes fonciers et système fiscal de l'agri- culture dans la région des Antilles (06-68)	A	NR	N												
*Spécialisation et complémentarité agricole (06-691)	B	NR	N												
*Perspectives de l'élevage (06-692)	A	R	N												
08-1 Transports et intégration régionale Etude sur les transports dans la région des Antilles (08-17)	A	R	C	10		23		10		23		10		23	
Groupe d'experts en matière de politique des transports dans la région des Antilles, 1971 (B) (08-19x)	A	NR	C												
08-2 Transports maritimes Services consultatifs régionaux fournis au gouvernement en matière de transports maritimes (08-27)	A	R	C												
Services consultatifs régionaux concernant les ports (08-28)	A	R	N												
09-4 Statistiques de base Statistiques de base (09-47)	A	R	N	3				3				3			
11-1 Réunions, séminaires et cours d'administration publique Coopération en vue de l'organisation de programmes de formation (11-17)	A	R	N	3		3		3		3		3		3	
Activités d'administration, d'appui et de coopération technique				16				16				16			
<u>Total</u>				<u>72</u>	<u>6</u>	<u>72</u>		<u>84</u>	-	<u>72</u>		<u>84</u>	-	<u>72</u>	

Notes: Le Bureau compte, en 1971, un poste d'agent des services généraux imputé sur le budget. Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago finance sept postes locaux supplémentaires.

a/ Y compris deux postes provisoires approuvés pour 1970.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; C, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Poste hors budget.

Notes: Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés sous la forme prévue que si le Bureau dispose de ressources supplémentaires.

SERVICE : Bureau de Rio de Janeiro PROGRAMME : 00 Recherche et
développement économique

L'objectif de ce programme est de collaborer avec le Gouvernement brésilien à des activités de recherche et de formation.

Le programme de travail est établi annuellement en collaboration avec le Gouvernement brésilien et consiste en études sur les caractéristiques de l'économie brésilienne et en cours de formation.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

00-0 Estudio economico de América Latina

Préparation du rapport sur la situation actuelle du Brésil, à titre de contribution à l'étude réalisée chaque année à Santiago.

01-3 Développement régional au Brésil^{8/}

Il s'agit de collaborer avec des fonctionnaires d'organismes officiels brésiliens à l'analyse de la politique et de la planification régionales et urbaines.

05-1 Les techniques au Brésil^{9/}

Il s'agit de collaborer avec des fonctionnaires d'organismes officiels brésiliens à l'analyse de l'élément technique du secteur industriel et du transfert des techniques.

^{8/} Voir également les projets 00-52 "Le développement régional intérieur de certains pays" (Division de la recherche et du développement économique), 01-31 "Problèmes et politiques de développement régional et local en Amérique latine" (Division des affaires sociales) et 02-22 "Intégration régionale et intégration nationale" (Division de la politique commerciale).

^{9/} Voir également les projets 00-22 "Assimilation du progrès technique" (Division de la recherche et du développement économique); 05-3 "L'évolution des techniques au Mexique"; 04-094 "L'évolution technologique en Amérique centrale : "Progrès et obstacles"; 04-94 "Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherche technique" (Bureau de Mexico); 05-11 "Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne" (Division du développement industriel); 08-26 "Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique latine" (Programme relatif aux transports).

(Rio de Janeiro)

LISTE DES PROJETS : 1971 - 1973

La liste des projets de ce bureau n'a pas encore été mise au point avec les Services compétents du Gouvernement brésilien.

Projets achevés : 1969-1970

Quelques aspects de la répartition du revenu dans l'économie du Brésil (00-35)

Promotion des exportations d'articles manufacturés (02-15)

Cours de programmation en matière de logement (01-55)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés : 1969-1970

Le financement extérieur au Brésil (00-45)

CEPAL: BUREAU DE RIO DE JANEIRO
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
00-00 <u>Estudio Económico de América Latina</u>	A	R	CP	12			6	12			6	18			6
01-3 Planification régionale				12				12				18			
05-1 Les techniques au Brésil							6				6				6
<u>Total</u>				<u>24</u>			<u>12^{b/}</u>	<u>24</u>			<u>12^{b/}</u>	<u>36</u>			<u>12^{b/}</u>

Note: Ce bureau compte 7 postes d'agent des services généraux imputés sur le budget.

a/ La liste exacte des projets sera établie conjointement avec le Gouvernement brésilien.

b/ Fournis par le ILPES.

Abréviations: A, B, C: priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: projet continué, projet nouveau; R, NR: projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: postes hors budget.

SERVICE : Division des affaires sociales

PROGRAMME : 01 Développement social

Dans les activités ayant trait aux problèmes fondamentaux du sous-développement - diagnostic des problèmes et programmation des activités - ainsi que dans les mesures pratiques prises en la matière, les aspects sociaux du développement économique étaient autrefois négligés ou relégués au second plan. On a remédié progressivement à cet état de choses et l'on s'emploie désormais activement actuellement à diagnostiquer et à élucider les problèmes sociaux. Leur examen théorique et pratique a commencé au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, et pour la deuxième Décennie les travaux dans ce domaine doivent reposer sur le principe fondamental selon lequel il existe une relation d'interdépendance manifeste entre les recherches ou les études de caractère théorique d'une part, et l'action pratique de l'autre. Dans de nombreux domaines, la ligne de démarcation entre les problèmes sociaux et les problèmes économiques est assez floue. C'est ainsi que bien souvent, les analyses, les recherches et les études que compte effectuer le secrétariat font intervenir plusieurs disciplines, et ce qui pourrait sembler être un chevauchement des programmes de travail des différentes divisions n'est en fait que l'analyse d'un même problème envisagé sous tous ses aspects.

La conception, les objectifs et la stratégie du développement social en Amérique latine sont actuellement controversés et de nouvelles théories sont à l'étude et le resteront peut-être jusqu'à la fin des années 70. On se demande par exemple si les taux actuels d'accroissement démographique, les catégories d'emploi et les aptitudes présumées des populations, compte tenu de leur niveau d'instruction et de formation, de leurs motivations et de leur état de santé, sont compatibles avec l'un quelconque des objectifs du développement.

On doute également que l'économie et la société - à supposer que la croissance et l'évolution se maintiennent ou se poursuivent dans le même sens - puissent acquérir les moyens nécessaires pour assurer des emplois et des possibilités permettant à toute la population de s'intégrer à la société. Les politiques suivies actuellement semblent être à cet égard indécises et contradictoires.

Il convient également de se demander si les modèles qui servent actuellement de base à l'adoption de décisions dans les domaines de la production et des investissements et le déséquilibre régional traditionnel en matière de progrès technique, de modernisation, de niveaux de vie, de densité de population et de débouchés, sont compatibles avec le développement à long terme - quelle que soit la définition qu'on lui donne. Il existe à ce propos un large degré d'incertitude quant à la valeur et à l'efficacité des politiques appliquées en vue de la décentralisation régionale et de la réduction des inégalités.

Enfin, on peut également se demander si les programmes sectoriels (enseignement, santé, habitation, protection sociale et sécurité sociale) - aspects sociaux du développement sur lesquels on a jusqu'à présent concentré les efforts - pourront, sans qu'il faille modifier sur le fond leur contenu ou leurs objectifs, contribuer à l'accroissement et à la répartition plus équitable du revenu, à l'introduction de modifications dans la structure économique et sociale et à la réalisation des autres objectifs fondamentaux qui s'inscrivent dans le cadre des stratégies modernes du développement économique et social.

Vu le caractère changeant des problèmes à examiner et les ressources limitées dont on dispose à cette fin, il importe d'élaborer des programmes de recherche à long terme qui puissent être remaniés par la suite. Parmi les questions qu'il est nécessaire de continuer d'étudier figurent :

- i) l'adoption d'une conception unifiée pour la politique du développement; la définition et l'évaluation des facteurs sociaux, dans le cadre de cette conception unifiée; ii) l'analyse des structures et des processus concernant la prise de décisions, et ce, afin de mieux comprendre d'une part les limitations imposées à la politique de développement et de l'autre les moyens permettant de mieux harmoniser ces structures et ces processus avec les exigences du développement; iii) les caractéristiques de la jeunesse (idéologies, encadrement, stratification sociale, accès à un emploi) et leurs effets sur le développement futur; iv) la situation des groupes marginaux dans les centres urbains (des études sont en cours de réalisation dans ce domaine).

Le secrétariat a entrepris des recherches sur la politique de la population, compte tenu des exigences du développement économique et social, ainsi que sur le rôle de la population et l'accroissement démographique eu égard aux problèmes liés au développement économique et social.

Il est un autre grand problème qui, par sa complexité, s'apparente au problème de la population, à savoir la politique de développement régional et local. Au cours des années passées, le secrétariat a, dans une large mesure, concentré ses efforts sur les services consultatifs et sur les activités de formation et autres dans quelques-uns des secteurs dits "sociaux" - notamment le développement communautaire, le logement et la protection sociale. Dans l'avenir immédiat, les services consultatifs devront, sur la base des études et des travaux de recherche réalisés précédemment, se limiter presque exclusivement au domaine du développement régional et local.

Enfin, en collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes, le secrétariat a entrepris des études sur les divers aspects de la politique de l'emploi. Cette question fera l'objet d'une attention suivie dans le cadre plus large de la politique du développement, et les activités pratiques seront axées sur les aspects importants de la politique de l'emploi qui ne sont pas examinés par d'autres organisations.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES : 1971-1977

01-0 Facteurs sociaux influençant le développement

Il s'agit d'une série d'études concernant les éléments de la structure politique et sociale en Amérique latine, laquelle subit actuellement des transformations importantes du point de vue de la politique du développement.

01-1 Planification et politique sociales

Ce sous-programme a pour objet de formuler des principes généraux en matière de politique sociale et d'essayer d'appliquer ces principes à des éléments déterminés de cette politique.

01-2 Politique de la population

On se propose d'établir sur une base plus ferme la formulation des mesures relatives à l'accroissement de la population, à sa répartition et à ses caractéristiques.

01-3 Développement régional et local

Ce sous-programme a pour objet d'étudier les aspects géographiques du développement et de rechercher différentes solutions possibles pour réduire les déséquilibres régionaux à l'intérieur d'un même pays, stimuler le développement local et élaborer des politiques nationales de développement à l'échelon régional et local.

01-4 Aspects sociaux de la politique de l'emploi

Ce sous-programme vise à mieux comprendre les incidences des processus actuels de l'évolution sociale afin d'atteindre l'objectif du plein emploi.

LISTE DES PROJETS : 1971-1973^{10/}

Le processus d'urbanisation et les problèmes des groupes sociaux marginaux (01-01)

Au cours du second trimestre de 1969, deux enquêtes par sondage ont été réalisées au sein de groupes sociaux marginaux à Santiago et à Guayaquil, enquêtes financées par l'intermédiaire de la Direction des affaires

^{10/} Voir également le Bureau de Mexico et le Bureau des Antilles, dont les programmes comprennent des projets intéressant le développement social.

sociales du siège. Les données recueillies ont été analysées dans le courant de l'année 1970. Des travaux de recherche analogues concernant les aspects sociaux de l'industrialisation ont été réalisés en 1970 à Quito et à Lima. L'analyse des résultats de ces recherches se poursuivra en 1971. D'autres travaux de recherche pourraient être entrepris si l'on disposait de ressources supplémentaires.

Ce projet a pour objet de mieux comprendre les origines et les caractéristiques des groupes marginaux de la population urbaine en vue de l'élaboration de politiques de l'emploi et de développement urbain.

Mise en route : 1968

Autorisation : CEPAL 230 (X)

Achèvement : selon les ressources

Priorité : élevée

supplémentaires disponibles

Modernisation des structures politiques et aspects sociologiques de la bureaucratie (01-3)

Quelques travaux ont été effectués dans le cadre de ce projet, mais il n'a pas été possible de réaliser des études concrètes. On envisage d'étudier l'un des aspects de ce projet en 1971.

Mise en route : 1970

Autorisation : CEPAL 189 (IX)
et 230 (X)

Achèvement : 1971

Priorité : moyenne

Les agents sociaux des transformations politiques : la jeunesse et sa participation au processus de la prise de décision (01-06) 11/
(projet nouveau)

Ce projet vise à entreprendre des recherches comparées dans deux pays d'Amérique latine, notamment en interrogeant des animateurs de groupes de jeunes et en analysant la presse destinée à la jeunesse, en vue de déterminer le rôle des jeunes dans a) la formulation des revendications sociales et politiques; b) la manière dont le système politique y répond; et c) l'aboutissement concret de ces revendications sur le plan politique. Il s'agit de mieux connaître les limitations imposées par les structures politiques à la politique sociale et au processus de la prise de décision.

Mise en route : début de 1971^{11/}

Autorisation : CEPAL 189 (IX)
et 230 (X)

Achèvement : fin de 1971^{11/}

Priorité : moyenne

^{11/} Sous réserve des possibilités de financement extérieur.

(Affaires sociales)

Conception unifiée pour l'analyse du développement et de la planification (01-12) (projet nouveau)

Ce projet fait suite aux travaux réalisés précédemment dans le cadre des projets 01-1 et 01-11, qui ont abouti à la publication du document intitulé "El cambio social y la politica de desarrollo social en América Latina".

Mise en route : début de 1971

Autorisation : CEPAL
290 (XIII)
et résolution 2543
(XXIV) de
l'Assemblée
générale

Achèvement : fin de 1972

Priorité : élevée

La situation démographique et ses répercussions sur la politique à suivre (01-21) (troisième phase)

Etant donné la complexité de la variable population, cette étude fait appel à plusieurs disciplines, et étudie, dans le contexte hétérogène général du processus du développement dans la région, le facteur population, qui présente un caractère unique en tant que variable interdépendante. L'étude comporte les chapitres suivants : facteurs économiques et sociaux qui influent sur les tendances démographiques; répercussions économiques et sociales de l'évolution démographique actuelle dans la région; description des mesures tant publiques que privées tendant à rationaliser certains éléments de la structure démographique et évaluation de leur efficacité. On compte présenter un avant-projet de cette étude à la quatorzième session de la CEPAL.

La troisième phase de ce projet consistera à étudier plus à fond la fécondité, les migrations intérieures, l'urbanisation et les questions intéressant la planification de la famille. La réalisation de ce projet dépendra en partie des ressources fournies par le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques et s'estressentie des retards intervenus dans le recrutement du personnel destiné à occuper les postes financés par ledit Fonds.

Mise en route : fin de 1970
(troisième phase)

Autorisation : CEPAL
238 (X) et
290 (XIII)

Achèvement : 1971

Priorité : élevée

Groupe d'experts chargé d'évaluer le programme de population (XB)
1971 (01-22) (projet nouveau)

Il s'agit de recueillir les avis d'un petit groupe d'experts en vue de la répartition du programme de recherche démographique de la CEPAL. Cette réunion sera financée au moyen de ressources extra-budgétaires fournies par le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques.

Mise en route : fin de 1970

Autorisation : CEPAL
290 (XIII)

Achèvement : fin de 1971

Priorité : moyenne

Problèmes et politiques de développement régional et local en Amérique latine (01-31) 12/

Ce projet a notamment pour objet de procéder à l'analyse de l'efficacité du point de vue économique des modèles de développement existants ou proposés, de parvenir à une connaissance plus systématique des conditions de fonctionnement de l'économie sur le plan interrégional, compte tenu de la situation respective des différents pays latino-américains, et d'analyser les possibilités sociales et politiques d'appliquer les politiques suggérées pour résoudre les problèmes régionaux. On envisage ensuite d'effectuer une série de monographies concernant les problèmes régionaux dans chacun des pays latino-américains, ainsi qu'une étude systématique des décisions adoptées en matière de planification générale, en particulier au niveau régional. On mettra particulièrement l'accent sur les méthodes propres à encourager la participation de la population à la planification.

Mise en route : 1970

Autorisation : CEPAL 231
(X), 290
(XIII)

Achèvement : 1971

Priorité : élevée

12/ Voir également les projets 00-52 "Le développement régional intérieur de certains pays" (Division du développement économique); 01-3 "Développement régional au Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro) et 02-22 "Intégration régionale et intégration nationale" (Division de la politique commerciale).

(Affaires sociales)

Cours sur la planification régionale du développement : 1971, 1972 et 1973 (XB) (01-33) (projet nouveau)

Le premier de ces cours a été organisé en 1970, avec la collaboration de l'ILPES. D'autres cours seront organisés chaque année dans différents pays, en coopération avec les instituts nationaux s'occupant de développement régional.

Mise en route : milieu de chaque année Autorisation : CEPAL 290
(XIII)

Achèvement : fin de chaque année Priorité : élevée

Le coût de l'expansion urbaine en Amérique latine (01-35) (projet nouveau)

L'objet de ce projet est de réaliser en 1971 une étude des coûts de l'expansion urbaine dans une ville importante d'Amérique latine, en s'attachant à mettre au point des méthodes aisément applicables à d'autres cas. La réalisation de ce projet dépend de la possibilité d'obtenir des fonds provenant de sources extérieures.

Mise en route : début de 1971 Autorisation : CEPAL 230 (X)

Achèvement : fin de 1971 Priorité : moyenne

Aspects sociaux de la politique de l'emploi (troisième phase) (01-41)^{13/}

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Antilles (Plan Ottawa). En 1970, la CEPAL a effectué des études préliminaires concernant les marchés du travail et la politique de l'emploi, études qui devront être révisées et regroupées dans le courant de l'année 1971. Les futurs travaux seront subordonnés aux études intéressant le développement régional et la situation des groupes marginaux susmentionnés.

Mise en route : milieu de 1970 Autorisation : CEPAL 227
(troisième phase) (XII) et
290 (XIII)

Achèvement : milieu de 1971. Priorité : moyenne

^{13/} Voir également les projets 00-87 "Le problème du chômage et le développement économique et social des Antilles" et 01-27 "Utilisation de la main-d'oeuvre dans la région des Antilles" (Bureau des Antilles); 06-2 "Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique" et 04-092 "La situation de l'emploi en Amérique centrale" (Siège de Mexico); et 05-81 "Aspects macroéconomiques de la croissance industrielle" (Division du développement industriel).

Projets achevés : 1969-1970

Signification sociale de la répartition du revenu (01-02)

Techniques et méthodes de planification dans les divers secteurs sociaux (01-11)

La situation démographique et ses répercussions sur la politique à suivre (deuxième phase) (01-21)

Conférence régionale sur la population (Mexico) (1970) (XB) (01-21x)

Groupe de travail sur le développement régional et local (01-32)

Cours sur la planification régionale du développement, 1970 (01-33)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés : 1969-1970

Groupe spécial d'experts sur les problèmes de la politique sociale en Amérique latine (01-04)

La protection sociale dans le contexte de la politique sectorielle du développement social (01-12)

CEPAL: DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
01-0 Facteurs sociaux influençant le développement Le processus d'urbanisation et les problèmes des groupes sociaux marginaux (01-01)	A	NR	CP	6				12				12			
Modernisation des structures politiques et aspects sociologiques de la bureaucratie (01-03)	B	NR	CP	5											
La jeunesse et sa participation au processus de la prise de décision (01-06)	B	NR	N	3											
01-1 Planification et politique sociales Conception unifiée pour l'analyse du développement et de la planification (01-12)	A	NR	N	20		6		20				20			
01-2 Politique de la population La situation démographique et ses répercussions sur la politique à suivre (01-21) (troisième phase)	A	NR	CP	12			48 ^{a/}	24				24			
Groupe d'experts chargés d'évaluer le programme de population, 1971 (XB) (01-22)	A	NR	CP	12											
01-3 Développement régional et local Problèmes et politiques de développement régional et local en Amérique latine (01-31)	A	R	CP	12	6	6		12	6	12		12	6	12	
Cours pour la planification régionale du développement: 1971, 1972 et 1973 (XB) (01-33)	A	R	CP	12		6		12				12			
Le coût de l'expansion urbaine en Amérique latine (01-35)	B	NR	N	4											
01-4 Aspects sociaux de la politique de l'emploi Aspects sociaux de la politique de l'emploi (troisième phase) (01-41)	B	R	CP	6				12				12			
Activités d'administration, d'appui technique et de coopération technique				4				4				16			
<u>Total</u>				<u>96</u>	<u>6</u>	<u>18</u>	<u>48^{a/}</u>	<u>96</u>	<u>6</u>	<u>12</u>		<u>108</u>	<u>6</u>	<u>12</u>	

Note: La Division compte, en 1971, 5 postes d'agent des services généraux, dont un poste provisoire.

a/ Financé par le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques.

Abréviations: A, B, C: Priorités élevées, moyennes, faibles; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget

(Commerce)

SERVICE: Division de la politique
commerciale

PROGRAMME: 0.2 Politique commerciale et
intégration

Les pays en voie de développement ont mis l'accent en particulier sur la nécessité de conserver leur indépendance dans l'élaboration et l'application de leur politique intérieure bien qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un effort collectif visant à surmonter leurs problèmes particuliers. Cette attitude est motivée par des raisons faciles à comprendre. Cependant, il est souvent difficile de faire une distinction très nette entre, d'une part, les mesures dont les effets se limitent strictement au cadre national et, d'autre part, celles aux conséquences plus étendues. Or, si la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est une entreprise de la communauté internationale, aux termes de laquelle des engagements ont été contractés par certains pays en faveur d'autres pays en ce qui concerne les relations commerciales et l'aide financière, il semble inévitable que chacun de ces pays accepte de participer pleinement à l'étude et à l'évaluation de sa politique intérieure, non pour la soumettre aux décisions d'une autorité internationale, mais pour la comparer à celle d'autres pays et déterminer dans quelle mesure cette politique est compatible ou non avec les objectifs d'ensemble de la deuxième Décennie du développement.

Le Programme de travail du secrétariat concernant cette question comprend des études et des recherches concernant les politiques nationales et des études et analyses des mesures qui ont été adoptées, ou devraient l'être, dans le domaine international, ainsi que l'évaluation des progrès qui accompagnent la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie du développement.

Dans l'ensemble des politiques suivies et des mesures prises pour mobiliser les ressources intérieures, la définition des objectifs et de la stratégie de la politique commerciale constitue un aspect des programmes de développement qui est essentiel mais dont l'importance n'a pas toujours été reconnue. Dans la plupart des pays d'Amérique latine la politique commerciale est caractérisée par la stagnation, du fait qu'on ne lui a pas fixé d'objectifs à long terme et qu'elle est constituée en grande partie de mesures isolées résultant des pressions et des déséquilibres, fondamentaux ou conjoncturels selon le cas, de la balance des paiements. Etant donné cette orientation, la politique commerciale de la plupart des pays a fini par s'identifier presque exclusivement à l'action et aux efforts entrepris pour obtenir des pays développés des concessions déterminées dans le domaine des échanges commerciaux et de l'aide financière. Au cours de la décennie écoulée, les pays en voie de développement ont exercé une action très intense pour obtenir que l'on prenne des décisions et des engagements afin de libéraliser les échanges commerciaux et d'augmenter les transferts financiers d'organismes comme le GATT et la CNUCED.

Cette orientation a sans doute été dictée par une série de circonstances particulières. Etant donné la structure du commerce extérieur des pays d'Amérique latine, on estime que les pays développés doivent adopter une politique plus libérale pour que les exportations puissent se développer. Mais il est indispensable aussi que ces pays adoptent des mesures et des politiques nationales visant à modifier la structure actuelle du commerce extérieur et à créer des conditions favorables aux exportations et aux importations.

(Commerce)

La portée du programme de travail a donc été élargie pour englober l'étude des mesures qui définissent la politique commerciale à l'échelon national c'est-à-dire l'analyse des objectifs, de l'élaboration et de l'application de cette politique dans le contexte de la stratégie du développement au cours de la prochaine décennie. D'autre part, il y a lieu de préciser que si l'on se préoccupe d'étudier les mesures et les politiques qui sont appliquées à l'échelon national, c'est parce qu'il faut tenir compte des progrès qui résultent de mesures prises sur le plan international comme pourra en apporter la mise en application du système de préférences générales en faveur des exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement, ce qui appelle de la part de ces pays l'adoption de politiques nationales conformes aux besoins du marché international.

L'étude de ces mesures et politiques appliquées à l'échelon national portera sur deux aspects: i) la définition des objectifs et de la stratégie de la politique commerciale des pays latino-américains et ii) l'étude de l'organisation institutionnelle qui permettra d'élaborer et d'appliquer la politique commerciale.

En ce qui concerne l'étude de l'aspect i), on se propose de développer et d'approfondir l'analyse des politiques commerciales des pays de la région (notamment au cours de la décennie écoulée), surtout en vue de définir le rôle fondamental que jouent les articles manufacturés et les produits semi-finis dans le développement des exportations, ainsi que de déterminer les rapports de cet objectif avec ceux de la politique économique en général.

Dans le cadre des mesures visant à mobiliser le plus efficacement possible les ressources intérieures, il faudra étudier, par conséquent, les rapports existant entre les objectifs de la politique commerciale et ceux de la politique de développement en général, notamment en ce qui concerne les politiques d'investissement, de développement industriel, de développement agricole, etc.

D'autre part, il faudra, en analysant les instruments de la politique commerciale (tarifs douaniers, taux de change, régimes des exportations et des importations) déterminer jusqu'à quel point les diverses mesures adoptées sont compatibles entre elles et ont été effectivement appliquées, de façon que l'étude ne se limite pas à l'analyse abstraite des changements apportés à la législation, mais qu'elle permette d'évaluer l'efficacité avec laquelle ces instruments ont été utilisés.

L'étude de l'aspect ii) constitue un complément essentiel de la première. Il s'agit en effet d'analyser, du point de vue institutionnel, le mode d'élaboration et d'application de la politique commerciale. Le nombre et la nature des organismes officiels, semi-officiels et privés qui participent directement ou indirectement à l'élaboration de la politique commerciale varient selon les pays et, de ce fait, cette politique reflète l'influence des différents groupes de pression qui jouent un rôle dans son élaboration. L'efficacité des diverses mesures adoptées dépend aussi, en partie, de la façon dont fonctionnent les organismes chargés d'en diriger ou contrôler l'application.

Au cours des années 60, on a beaucoup parlé dans les discussions internationales, des mesures qu'on pourrait prendre en faveur des pays en voie de développement. Les deux sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les réunions qui ont eu lieu à l'échelon ministériel ont produit toute une série de recommandations qui portent pratiquement sur tous les domaines de l'activité économique. La tâche fondamentale et immédiate est maintenant, plutôt que de formuler de nouvelles recommandations, d'aboutir à la conclusion d'accords qui permettent d'appliquer comme il convient les recommandations existantes. Les secteurs sur lesquels il faudra faire porter essentiellement les mesures adoptées sur le plan international sont les suivants: i) le développement des exportations; ii) l'aide financière et iii) le transfert des techniques.

En ce qui concerne l'aide financière, les objectifs de la deuxième Décennie du développement consistent principalement à atteindre l'objectif minimum fixé lors de la deuxième session de la CNUCED, en obtenant des pays développés qu'ils s'engagent à atteindre ledit objectif dans un délai relativement bref, à supprimer les restrictions qui sont apportées à l'aide fournie et à trouver des solutions acceptables aux problèmes que pose une dette extérieure très élevée. Sur tous ces points il existe des recommandations et des engagements auxquels il s'agit maintenant de donner suite. L'action dans ce domaine semble donc devoir être orientée d'après ces objectifs et ces engagements.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

02-1 Commerce et développement

Ce sous-programme comprend une étude du rôle joué par les pays d'Amérique latine dans la CNUCED et le GATT, des études sur les relations commerciales de l'Amérique latine avec le reste du monde, y compris les questions concernant la stratégie, les mesures tendant à favoriser les exportations d'articles manufacturés, les restrictions au commerce, l'assistance financière (notamment les investissements étrangers) et la coopération organisée avec la CEPAL et d'autres organismes latino-américains au sein d'institutions comme la CNUCED ou en vue des négociations menées avec le Marché commun européen. Ce projet comprend également l'étude des effets des taux de change et de la politique des changes sur le commerce des articles manufacturés.

02-2 Commerce intra-régional et intégration économique

Ce sous-programme comprend des études sur les tendances et les problèmes relatifs au commerce dans la région et sur l'intégration économique de l'Amérique latine, des études concernant l'ALALE ainsi qu'une participation, sous forme d'étude et de prestations de services consultatifs, aux mouvements d'intégration sous-régionale tels que ceux du Groupe andin et de la CARIFTA, etc.

(Commerce)

02-3 Cours, réunions et services consultatifs régionaux

Ce sous-programme comprend l'assistance fournie par les conseillers régionaux affectés à la Division, les cours régionaux de politique commerciale ainsi que les réunions et les séminaires concernant des questions en rapport avec les projets mentionnés ci-dessus.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973 14/

Promotion des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis (02-11)

Il s'agit d'analyser les problèmes et obstacles que rencontre l'encouragement des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis des pays d'Amérique latine et d'indiquer des mesures intérieures et extérieures pour y remédier. (Voir également le programme de promotion des exportations).

Mise en route: 1968

Autorisation: CEPAL 269 (XII),
289 (XIII), 290 (XIII)
et 291 (XIII)

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

Etude comparée des prix et des coûts internationaux en ce qui concerne le commerce des articles manufacturés (02-12)

Il s'agit d'examiner de quelle façon les niveaux relatifs des coûts et des prix internationaux des industries de divers pays latino-américains sont affectés par des taux de change surévalués, par les variations des parités de change, par les poussées inflationnistes et par d'autres facteurs du point de vue du développement du commerce régional des articles manufacturés et des produits semi-finis. Cette étude concerne principalement le processus de l'intégration économique, mais elle tient également compte du développement du commerce avec les autres pays. Faute de ressources, elle a dû être différée à plusieurs reprises.

Mise en route: en attente

Autorisation: CEPAL 267 (XII)

Achèvement: ...

Priorité: élevée

Etude de la politique commerciale des pays latino-américains (deuxième Décennie du développement) (02-13)

Cette étude a pour objet d'analyser l'évolution de la politique commerciale des pays latino-américains, afin de déterminer quels en sont les objectifs et dans quelle mesure ils ont été réalisés, ainsi que les limitations et insuffisances

14/ En ce qui concerne les autres projets relatifs à la politique commerciale, voir également le Bureau de Mexico, le Bureau des Antilles, le Bureau de Montevideo et le Bureau de Bogota. Voir aussi le projet 00-23 "Aspects économiques de l'intégration" (Division de la recherche et du développement économique).

constatées dans l'application pratique de cette politique. On cherchera également à déterminer si les mesures de politique commerciale sont suffisamment harmonisées et compatibles avec les autres éléments de la politique économique générale.

Mise en route: milieu de 1970 Autorisation: CEPAL 290, 291 (XIII)
Achèvement: fin de 1972 Priorité: élevée

Les relations commerciales et financières de l'Amérique latine avec les pays développés à économie de marché (02-141) (projet nouveau)

Dans cette étude on se propose d'examiner les problèmes particuliers qui se posent en ce qui concerne les relations commerciales et financières entre les pays latino-américains et les principaux pays développés à économie de marché, en particulier compte tenu des mécanismes institutionnels existants ou qui pourraient être mis en place avec certains de ces derniers en vue de permettre des consultations et des négociations sur les mesures qu'il conviendrait d'adopter pour résoudre les problèmes en question.

Mise en route: milieu de 1971 Autorisation: CEPAL 289, 290,
291 (XIII)
Achèvement: à déterminer Priorité: élevée

Relations commerciales et financières entre l'Amérique latine et le Japon: Suggestions concernant les domaines d'action possibles (02-142)

Ce projet fait suite à une étude, en partie terminée, sur les relations commerciales et financières avec le Japon. Dans cette deuxième partie, on se propose d'examiner comment les pays latino-américains pourraient procéder pour établir un dialogue avec le Japon concernant les problèmes des échanges réciproques et d'autres aspects de la coopération financière et de l'assistance technique.

Mise en route: milieu de 1970 Autorisation: CEPAL 289 (XIII)
Achèvement: à déterminer Priorité: élevée

Commerce de l'Amérique latine et relations commerciales avec les pays à économie planifiée (02-143) (projet nouveau)

Etude du commerce et des relations économiques avec les pays à économie planifiée analogue aux études effectuées au sujet du commerce avec les Etats-Unis, les pays du Marché commun européen et le Japon.

Mise en route: 1971 Autorisation: CEPAL 291 (XIII)
Achèvement: à déterminer Priorité: élevée

(Commerce)

Collaboration avec la CNUCED et services consultatifs fournis au Groupe latino-américain de la CNUCED (02-15)

Cette activité permanente a pour objet, d'une part d'assurer une coordination étroite avec le secrétariat de la CNUCED pour ce qui est des activités ayant trait au commerce international et au financement extérieur, et d'autre part de fournir aux pays du Groupe latino-américain qui en font la demande des services consultatifs à l'occasion de la préparation de rapports ou de mémoires sur des questions particulières dont s'occupent les organes subsidiaires du Conseil du commerce et du développement.

Mise en route: activité permanente Autorisation: CEPAL 289, 290
291 (XIII)

Achèvement: activité permanente Priorité: élevée

Définition des éléments et instruments d'une politique commerciale pour les pays latino-américains (02-16)

Dans cette étude on se propose de suggérer les grandes lignes de la politique commerciale des pays latino-américains, en s'attachant à définir les objectifs précis de cette politique, ainsi que les instruments ou mécanismes permettant de l'appliquer. Dans le contexte de la "Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement", cette étude indiquera les orientations que l'on pourrait donner à la politique commerciale pour pouvoir atteindre les objectifs définis dans cette stratégie, pour ce qui est des mesures à prendre à l'intérieur des pays latino-américains.

Mise en route: 1971 Autorisation: CEPAL 269 (XII),
273 (XII), 289 (XIII),
291 (XIII)

Achèvement: à déterminer Priorité: élevée

Etudes et services de coopération demandés par la CECLA (02-19)
(projet nouveau)

Bien que les activités en question aient commencé il y a déjà plusieurs années, elles font pour la première fois l'objet d'un projet distinct dans le programme de travail.

Mise en route: activité permanente Autorisation: CEPAL 285 (XIII)

Achèvement: activité permanente Priorité: élevée

Intégration régionale et intégration nationale (02-22) ^{15/}

Il s'agit d'étudier l'influence que peuvent avoir les mouvements d'intégration régionale sur l'intégration nationale.

Mise en route: à déterminer Autorisation: CEPAL 265 (XIII) et
290 (XIII)

Achèvement: à déterminer Priorité: moyenne

^{15/} Voir également les projets: 00-52 Le développement régional intérieur de certains pays (Division de la recherche et du développement économique); 01-3 "Développement régional au Brésil"; (Bureau de Rio de Janeiro) et 01-31 "Problèmes et politiques de développement régional et local en Amérique latine" (Division des affaires sociales).

Cours régional de politique commerciale, 1971, 1972, 1973 (02-32)

Ce cours, d'une durée de six semaines, a lieu chaque année à l'intention des fonctionnaires de la région. Sa préparation et les travaux complémentaires nécessitent une année de travail. Le Bureau de la coopération technique fournit l'expert chargé de ce travail.

Mise en route:	janvier de chaque année	Autorisation:	CEPAL 214 (IX) et 291 (XIII)
Achèvement:	décembre de chaque année	Priorité:	élevée

Groupe spécial d'experts de la politique commerciale 1972 (B) (02-34)

Cette réunion, qui était initialement prévue pour 1970, aura lieu à Santiago pendant le premier semestre de 1972; elle réunira 12 participants et durera 10 jours ouvrables. La CEPAL prendra les frais à sa charge si l'Assemblée générale de l'ONU approuve les crédits demandés.

Mise en route:	fin de 1971	Autorisation:	CEPAL 291 (XIII)
Achèvement:	fin de 1972	Priorité:	élevée

(Commerce)

Services consultatifs fournis par les conseillers régionaux (02-36)

Un groupe de conseillers régionaux est à la disposition des intéressés pour la fourniture de services consultatifs.

Mise en route:	permanente	Autorisation:	CEPAL 291 (XIII) CC 11 (II)
Achèvement:	à mesure que prennent fin les missions	Priorité:	élevée

Projets achevés, 1969-1970

Revision de la politique commerciale des pays d'Amérique latine (deuxième Décennie du développement) (02-13)

Les relations commerciales et financières entre l'Amérique latine et les Etats-Unis (sans numéro)

Relations entre l'Amérique latine et la Communauté économique européenne (02-14)

Définition des éléments et instruments d'une politique commerciale pour les pays d'Amérique latine (02-16)

Quatrième cours régional de politique commerciale, 1969 (02-32)

Cinquième cours régional de politique commerciale, 1970 (02-32)

Premier cours régional relatif à la promotion des exportations, 1970 (02-31)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés

Participation de l'Amérique latine aux négociations commerciales entre les pays en voie de développement (02-21), différé jusqu'en 1972.

Groupe spécial d'experts chargé d'évaluer l'exécution des engagements pris par les pays développés en matière de politique commerciale (02-33)

Groupe spécial d'experts en matière de commerce intra-régional et d'intégration économique (02-35).

CEPAL: DIVISION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
02-1 Commerce et développement				54				54				54			
Promotion des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis (02-11)	A	NR	CP												
Etude comparée des prix et des coûts interna- tionaux en ce qui concerne le commerce des articles manufacturés (02-12)	A	NR	CP												
Etude de la politique commerciale des pays latino-américains (deuxième Décennie du développement) (02-13)	A	NR	CP												
Les relations commerciales et financières de l'Amérique latine avec les pays développés à économie de marché (02-141)	A	NR	N												
Relations commerciales et financières entre l'Amérique latine et le Japon: suggestions concernant les domaines d'action possibles (02-142)	A	NR	CP												
Commerce de l'Amérique latine et relations commerciales avec les pays à économie planifiée (02-143)	A	NR	N												
Collaboration avec la CNUCED et services consultatifs fournis au Groupe latino- américain de la CNUCED (02-15)	A	R	CP												
Définition des éléments et instruments d'une politique commerciale pour les pays latino- américains (02-16)	A	NR	CP												
Etudes et services de coopération demandés par la CECLA (02-19)	A	R	N												
02-2 Commerce intra-régional et intégration économique. Intégration régionale et intégration nationale (02-22)	B	NR	CP	54	6			54	6			54	6		
02-3 Cours, réunions et services consultatifs régionaux															
Cours régional de politique commerciale 1971, 1972, 1973 (02-32)	A	R	N	10		5		10		5		10		8	
Groupe spécial d'experts en politique commerciale 1972 (B) (02-34)	A	NR	CP			3				3					
Services consultatifs fournis par les conseillers régionaux (02-36)	A	R	CP	10		28		10		28		10		28	
Activités d'administration, d'appui technique et de coopération technique				4 ^{a/}				4 ^{a/}				4 ^{a/}			
<u>Total</u>				<u>132^{a/}</u>	<u>6</u>	<u>36</u>		<u>132^{a/}</u>	<u>6</u>	<u>36</u>		<u>132^{a/}</u>	<u>6</u>	<u>36</u>	

Note: La Division compte en 1971, 6 postes d'agent imputés sur le budget.

a/ Y compris un poste temporaire approuvé pour 1970.

Abréviations: A, B, C: priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, Projet nouveau; R, NR: Projet périodique, Projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

(Montevideo)

SERVICE: Bureau de Montevideo

PROGRAMME: Travaux relatifs à
l'ALALE, au Groupe
andin et à la CARIFTA

Ce Bureau représente le Secrétariat de la CEPAL auprès des organes de l'Association latino-américaine de libre-échange et participe directement à leurs réunions et travaux, en particulier aux activités du Comité exécutif permanent. Il tient la CEPAL au courant des progrès de l'ALALE, des activités du Comité exécutif permanent et des organismes subsidiaires et consultatifs ainsi que des travaux du secrétariat de l'ALALE. Il coordonne les travaux des deux secrétariats dans le domaine de l'intégration régionale et collabore avec les délégations des pays membres à l'étude de divers problèmes techniques.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

03-0 Etudes générales relatives à l'ALALE

Le Bureau prépare des études qui servent de base pour déterminer la contribution de la CEPAL à l'évaluation du progrès du mouvement d'intégration. On a commencé la compilation et la systématisation des renseignements nécessaires pour évaluer, avec la plus grande précision possible, la manière dont on a tenu jusqu'à présent les engagements pris dans le cadre du Traité de Montevideo et les résultats obtenus grâce à cet instrument.

03-1 Services consultatifs fournis au Secrétariat et aux pays membres de l'ALALE

Ce sous-programme suit les priorités fixées par le Plan d'action de l'ALALE (1970-1980), celles qui concernent la période 1970-73 ayant été établies par le Comité exécutif permanent en juin 1970. La contribution essentielle de la CEPAL se situe dans les domaines de la politique commerciale, du développement industriel et de l'agriculture. Elle englobe

également des activités concernant les transports, la politique financière et monétaire et les statistiques. Les tâches prévues pour les trois années à venir, ainsi que celles qui sont fixées dans le programme 03-11, absorberont pratiquement toutes les possibilités actuelles de travail du Bureau et l'obligeront, en outre, à faire appel à du personnel spécialisé du secrétariat de la CEPAL.

Ces tâches correspondent à l'exécution des mesures normales d'assistance technique permanente aux organes de l'ALALE prévues à l'article 44 du Traité de Montevideo et dans le Protocole sur la collaboration de la CEPAL et du CIES aux organes de l'ALALE, annexé audit Traité.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973

Harmonisation des politiques commerciales des parties contractantes (03-01)

Les études liées à l'élaboration d'un programme progressif d'harmonisation des politiques commerciales ont reçu une nouvelle orientation, conforme aux priorités du plan d'action de l'ALALE (1970-1980).

Mise en route: en cours	Autorisation: CEPAL 265 (XII)
Achèvement: à déterminer	290 (XIII) et 293 (XIII)
	Priorité: élevée

Tarif extérieur commun (03-02)

On se propose d'effectuer une étude pour préciser les hypothèses de base d'un tarif extérieur commun, en vue de faciliter la programmation d'une politique d'harmonisation progressive des normes et des procédures actuellement appliquées.

L'hétérogénéité des politiques tarifaires nationales et de leurs modalités d'application, ainsi que les liens qui unissent ces politiques aux aspects essentiels de la politique économique des Parties contractantes, fait penser qu'une étude préparatoire pour faciliter l'adoption d'un programme progressif d'harmonisation à l'échelle de la zone, est une étape préalable qui est nécessaire pour l'adoption éventuelle d'un tarif commun. On a estimé que cette étude demanderait six mois à un spécialiste. Il faudrait la commencer au cours des quatre premiers mois de 1971.

Mise en route: début de 1971	Autorisation: CEPAL 290 (XIII)
	et 283 (XIII)
Achèvement: milieu de 1971	Priorité: élevée

(Montevideo)

Restrictions non tarifaires (03-03) (projet nouveau)

L'objet de cette étude est de faciliter l'exécution du programme de libéralisation des échanges commerciaux établi par le Traité de Montevideo et de compléter les données sur la situation initiale pour aborder le programme d'harmonisation des politiques commerciales à l'échelle de la zone.

Mise en route: début de 1971	Autorisation: CEPAL 290 (XIII) et 293 (XIII)
Achèvement: fin de 1972	Priorité: élevée

Coopération avec le Secrétariat de l'ALALE (03-11)

Ce projet, qui absorbe la plus grande partie des ressources du Bureau de Montevideo, consiste à organiser des consultations, à assister aux réunions de travail et conférences des organes de l'ALALE et à établir des documents de travail.

Mise en route: activité permanente	Autorisation: CEPAL 265 (XII), 290 (XIII) et 293 (XIII)
Achèvement: à mesure que chaque activité se termine	Priorité: élevée

Projets achevés, 1969-1970

En liaison avec le projet 03-11, on a terminé les travaux sur les points suivants:

- Evaluation du processus d'intégration
- Le commerce réciproque et les mécanismes de négociation de l'ALALE
- Avant-projet de code uniforme des douanes
- Travaux sur l'intégration économique de l'Amérique latine et assistance aux mécanismes régionaux et subrégionaux d'intégration.

CEPAL: BUREAU DE MONTEVIDEO
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA	P	P	C	RA	P	P	C	RA	P
03-0 Etudes générales et relations avec l'ALALE									6				6		
Harmonisation des politiques commerciales des parties contractantes à l'ALALE (03-01)	A	R	CP	12				12				12			
Tarif extérieur commun (03-02)	A	R	CP		6										
Restrictions non tarifaires (03-03)	A	NR	N												
03-1 Services consultatifs fournis au secrétariat de l'ALALE et aux pays membres															
Coopération avec le secrétariat de l'ALALE (03-11)	A	R	CP	12				12				24			
<u>Total</u>				<u>24</u>	<u>6</u>			<u>24</u>	<u>6</u>			<u>36</u>	<u>6</u>		

Note: Le Bureau compte en 1971 un poste d'agent des services généraux imputé sur le budget.

Abréviations: A, B, C: Priorité, élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, Projet nouveau; R, NR: Projet périodique, Projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

(Bogota)

SERVICE: Bureau de Bogota

PROGRAMME: 03 Travaux relatifs
à l'ALALE, au Groupe
andin et à la CARIFTA

L'un des objectifs du Bureau est de préparer et de coordonner les études concrètes relatives au mouvement d'intégration économique des pays du Groupe andin.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

00-0 Estudio económico de América Latina

Une des tâches régulières du Bureau est d'analyser le développement économique et les tendances économiques en Colombie, en Equateur et au Venezuela.

03-2 Etudes générales relatives au Groupe andin

Le Bureau de Bogota consacre une grande partie de son temps à analyser les faits relatifs à la participation des pays andins au processus d'intégration économique et il fait des études techniques à la demande des gouvernements.

03-3 Services consultatifs

Le Bureau de Bogota collabore directement avec les organismes d'intégration du Groupe andin qui en font la demande.

Travaux terminés, 1969-1970

Dans le cadre du sous-programme 03-2, le Bureau de Bogota a collaboré à l'établissement de documents de travail concernant le mouvement d'intégration des pays andins.

CEPAL: BUREAU DE BOGOTA
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
00-0 <u>Estudio económico de América Latina</u>	B	R	CP	2				6				6			
03-2 Etudes générales relatives au Groupe andin	A	R	CP	5				8				8			
03-3 Services consultatifs fournis à la Société andine de développement	A	R	CP	5				10				10			
<u>Total</u>				<u>12</u>				<u>24</u>				<u>24</u>			

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: projet continué, projet nouveau; R, NR: projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: postes hors budget.

(Mexico)

SERVICE: Bureau de Mexico

PROGRAMME: I. Développement économique du
Mexique et des Antilles
II. Intégration économique de
l'Amérique centrale

Le critère et les objectifs fondamentaux du programme de travail du Bureau sont établis dans les résolutions adoptées aux sessions biennales de la CEPAL, dans les résolutions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et dans les programmes d'action de l'Organisation des Nations Unies, particulièrement ceux qui sont élaborés au siège de la CEPAL à Santiago. En suivant ces orientations, le Bureau a pu embrasser graduellement des aspects prioritaires des recherches fondamentales ou de la politique sociale et économique qui lui permettront de progresser systématiquement dans la connaissance de la situation des pays de sa région géographique et dans l'examen de nouveaux aspects ou problèmes de développement. Ce critère a permis de tirer parti d'études antérieures, utilisées comme point de départ pour des analyses plus vastes et plus précises, et c'est à ce critère qu'obéissent les modifications introduites dans le présent programme de travail. Alors que les programmes antérieurs donnaient la préférence aux problèmes et aux tendances plus générales du développement, à la formation du Marché commun de l'Amérique centrale et au développement de divers secteurs ou branches de l'activité économique, désormais - sans que soient pour autant négligés ces aspects - on commence à étudier différents aspects complémentaires portant par exemple sur l'emploi, la mobilisation de ressources pour le développement, la mise en valeur des ressources naturelles, l'évolution technique et le perfectionnement ou l'expansion des programmes de coopération économique.

Programme I: Développement économique du Mexique et des Antilles. Depuis sa création, le Bureau de Mexico a apporté une assistance technique aux pays de la sous-région et a effectué des études générales et spécifiques sur le Mexique et les pays des Antilles. Conformément au programme de travail pour 1971-1973, il continuera à évaluer périodiquement les tendances économiques dans les pays et exécutera une série de projets étroitement liés à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ainsi que des projets patronnés par la CEPAL et intéressant toute l'Amérique latine ou seulement la sous-région. A cette fin, on a prévu d'effectuer des études et d'apporter une assistance technique en matière de politique industrielle, de développement agricole, de transports, de financement intérieur et extérieur, d'emploi et de création de liens de coopération économique entre les Antilles, l'Amérique centrale et d'autres pays ou groupes de pays.

Programme II: Intégration économique de l'Amérique centrale. Depuis 1951, le Bureau de Mexico s'est chargé de ce programme, auquel participent le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama. Il a fourni des services d'assistance technique

aux gouvernements ainsi qu'aux organismes d'intégration régionale et fourni des services de secrétariat, de recherche et de documentation de base au Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et à ses organes auxiliaires (Sous-Comités du commerce, de la statistique, des transports, du logement, de l'agriculture, de l'électrification et des ressources hydrauliques) ainsi qu'aux organes régionaux et consultatifs sur des aspects sectoriels spécialisés.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

Programme I

00 Recherche et développement économique

Ce projet comprend les travaux de recherche relatifs au développement du Mexique et des Antilles. Les principales études projetées se rapportent aux problèmes de financement extérieur, à la mobilisation des ressources, à la répartition du revenu et de l'emploi, aux relations commerciales, au développement industriel et au développement de l'infrastructure de base du Mexique, de l'Amérique centrale et des Antilles.

05 Développement industriel

Il s'agit, dans ce sous-programme, d'examiner les rapports entre le développement économique et la politique d'industrialisation, d'évaluer jusqu'à quel point la politique industrielle est adaptée aux nouveaux objectifs du développement et de coopérer à la compilation et à l'analyse de renseignements sur certaines branches de l'industrie manufacturière. En même temps, il complète les données fondamentales sur l'économie du Mexique et fournit les renseignements et les travaux analytiques qui sont nécessaires aux études globales et sectorielles de la région effectuées par la CEPAL.

06 Problèmes économiques de l'agriculture

Les principales études projetées comprennent l'analyse et l'évaluation générales de la politique d'irrigation en rapport avec le développement économique du secteur agricole; les résultats, les problèmes et les perspectives de l'élevage; et un examen de l'emploi dans les zones rurales. Dans ce travail, on se propose d'inclure une série d'aspects qui n'ont guère été étudiés lors de l'analyse du développement de l'agriculture pour les inclure ultérieurement dans les études de base de la politique économique.

(Mexico)

09 Statistique

Ce sous-programme comprend la compilation de statistiques pour les études sur le Mexique et les Antilles, y compris l'Estudio Económico et le Boletín Estadístico.

10 Projections et planification économiques

Les principales activités projetées comprennent l'organisation et la direction des cours intensifs organisés dans la capitale et dans d'autres villes du Mexique et consistent aussi à fournir le personnel enseignant pour lesdits cours.

Programme II

04-0 Planification et développement économique en Amérique centrale

Ce sous-programme comprend diverses activités et plus spécialement la fourniture de services consultatifs aux organismes centraméricains d'intégration et la coopération avec eux afin d'améliorer les systèmes de planification et d'accélérer le développement et l'intégration économique et sociale de l'Amérique centrale. On étudiera les problèmes de main-d'oeuvre et de financement, ainsi que les méthodes d'analyse, le fonctionnement du secteur public et la technologie.

04-1 Politique commerciale de l'Amérique centrale

Les principales activités projetées se rapportent au perfectionnement du Marché commun et à la formation d'une union douanière centraméricaine. Le Bureau collaborera également à la préparation d'études sur la participation du Marché commun centraméricain au processus latino-américain d'intégration, aux activités régionales de promotion des exportations et à la formulation de stratégies pour des négociations avec des pays tiers. Les travaux et études seront examinés lors des deux réunions du Sous-Comité du commerce qui se tiendront en 1971 et 1973.

04-2 Développement industriel de l'Amérique centrale

En 1971 s'achèveront des études préliminaires sur la politique industrielle ainsi que le remplacement des importations et la protection en Amérique centrale. Le Bureau continuera de fournir des services consultatifs techniques en rapport avec la formulation et l'application d'accords et de dispositions pour stimuler le développement industriel, et élaborera des modèles pour le développement industriel planifié de l'Amérique centrale au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. En même temps, on se propose de reprendre les recherches sur les nouvelles possibilités de développement industriel dans le Marché commun centraméricain. d'identifier les besoins de recherches techniques et de commencer les travaux relatifs à une série de projections sur la croissance industrielle qui constitueront le cadre de référence pour définir de nouvelles politiques économiques régionales.

04-3 Développement agricole de l'Amérique centrale

Les activités projetées comprennent la coopération avec des organismes d'intégration centraméricains afin de perfectionner la politique de développement de l'agriculture centraméricaine, une participation active aux travaux du groupe mixte qui est en train d'examiner divers aspects agricoles et sociaux du développement rural; le commencement d'une étude sur les produits de l'élevage destinés à l'exportation et à la consommation intérieure; il se peut que le Sous-Comité du développement agricole se réunisse pour analyser les documents établis.

04-41 Transports en Amérique centrale

Ce sous-programme comprend les services consultatifs fournis aux gouvernements et aux organismes régionaux à propos de la politique routière et des projets y relatifs; l'achèvement d'une étude sur les méthodes possibles de transport à l'intérieur de la zone du Marché commun centraméricain; la définition des normes de conception géométrique les plus appropriées pour la région; et l'aide technique pour la formulation des politiques nationales et régionales concernant les transports maritimes, les ports et les douanes. Il se peut que le Sous-Comité des transports se réunisse en 1972 pour examiner les résultats des études.

04-42 Télécommunications en Amérique centrale

Le Bureau coopérera avec les gouvernements et les organismes centraméricains, sur leur demande, pour ce qui concerne l'établissement d'un réseau centraméricain de télécommunications.

04-43 Énergie électrique en Amérique centrale

Les activités projetées comprennent la fourniture de conseils et d'assistance technique aux gouvernements et aux organismes régionaux et l'établissement de nombreux rapports sur le développement de l'énergie électrique en Amérique centrale; la promotion du programme d'interconnexion électrique multilatérale à long terme et des projets bilatéraux à court terme.

04-44 Ressources naturelles en Amérique centrale

On effectuera des études sur la mise en valeur de certains bassins importants de la région ainsi que sur les coûts et les tarifs des services d'adduction d'eau afin d'établir un critère uniforme pour évaluer les utilisations de l'eau qui ne sont pas compatibles entre elles. Ce projet comprendra également une évaluation régionale des ressources en énergie, à condition que l'on puisse obtenir la collaboration du service du Fonds spécial du PNUD.

(Mexico)

05 Statistiques de l'Amérique centrale

Ce sous-programme comprend la compilation de statistiques pour les études sur l'Amérique centrale, notamment l'Estudio Económico et le Boletín Estadístico. Le Bureau collaborera également avec les services de statistiques des pays centraméricains et avec les organismes d'intégration qui s'occupent de l'intégration régionale des statistiques.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973

(Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés au cours de la période indiquée que si les crédits demandés pour 1971 sont approuvés et si tous les postes vacants sont pourvus.)

Programme IEstudio Económico de América Latina (00-01)

On a recommandé à la Section de développement économique d'effectuer périodiquement des recherches auxquelles collaborent d'autres sections et du personnel du Bureau de Mexico, en vue de procéder à une évaluation globale et sectorielle du développement de l'économie du Mexique, en soulignant les principaux événements de l'année précédente.

Mise en route: activité permanente Autorisation: CEPAL 44 (V), 64 (V)
et 79 (VI)
Achèvement: activité permanente Priorité: élevée

Le problème du financement extérieur en Amérique latine pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (00-02) (Nouveau titre et nouveau numéro)

On s'efforcera d'analyser le rôle que joue le secteur extérieur dans le développement économique du Mexique, en examinant en particulier la politique d'expansion des exportations de produits industriels, le remplacement des importations, les investissements et le financement extérieur. Ce projet est entrepris dans le cadre de recherche régionale que le Secrétariat de la CEPAL effectue conformément au programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Mise en route: 1971 Autorisation: CEPAL 290 (XIII)
et 291 (XIII)
Achèvement: 1972 Priorité: élevée

Le marché intérieur et le développement économique du Mexique (00-03)
(projet nouveau)

Il s'agit essentiellement dans ce projet, entrepris dans le cadre des travaux liés à la deuxième Décennie du développement, d'examiner les répercussions de la répartition du revenu et de l'emploi sur la structure du marché intérieur, et l'influence du marché sur l'offre et la production. On pourrait tirer des travaux effectués au titre de ce projet quelques orientations en vue de coordonner les politiques d'industrialisation, d'emploi et de services sociaux.

Mise en route: 1973 Autorisation: CEPAL 290 (XIII)
Achèvement: 1974 Priorité: élevée

(Mexico)

Développement économique, intégration et liens commerciaux dans la région des Antilles (00-04) (projet nouveau)

Sous réserve de l'établissement d'un programme mixte de travail sur le sujet mentionné, auquel participeront le siège de la CEPAL à Santiago, les Bureaux des Antilles et de Bogota et d'autres organismes des Nations Unies, le Bureau de Mexico pourrait entreprendre une série de travaux préliminaires et accomplir des missions rapides afin d'aider le Bureau des Antilles à tenir une série d'engagements contractés avec des organisations de pays voisins et de groupes de pays. Parmi ces travaux, les plus importants seraient l'analyse de la libéralisation des échanges et l'identification des possibilités de commerce entre la CARIFTA et des pays tiers; l'examen de branches spécifiques de l'activité économique, tels que les transports, l'infrastructure et l'agriculture; la collaboration avec la SIECA à une étude sur les liens commerciaux qui unissent le Marché commun d'Amérique centrale et les pays des Antilles.

Mise en route: 1971

Autorisation: CEPAL 288 (XIII)

Achèvement: à déterminer

Priorité: moyenne

Politique industrielle du Mexique (05-1) (nouveau titre)

Le projet relatif à l'évaluation de la politique de développement et de la politique industrielle du Mexique sera intégré au programme de l'ONU pour la deuxième Décennie du développement et sera effectué en collaboration avec le siège de la CEPAL, l'ONUDI et des organismes nationaux. On examinera en particulier les principaux mécanismes destinés à stimuler la croissance dont se servent les gouvernements, leurs répercussions sur le processus d'industrialisation, le stimulant que ce processus constitue pour le développement et les perspectives de croissance des industries manufacturières.

Mise en route: 1969

Autorisation: CEPAL 250 (XI), 253 (XI),
254 (XI) et 290 (XIII)

Achèvement: 1971

Priorité: élevée

Etude de certaines branches de l'industrie particulière (05-2) (nouveau titre)

Le Bureau de Mexico continuera de collaborer avec les organismes nationaux et avec le siège de la CEPAL à la compilation et à l'analyse des statistiques de quelques branches de l'industrie manufacturière, à l'organisation des réunions et à la fourniture d'une aide technique directe.

Mise en route: 1969

Autorisation: CEPAL 207 (IX) et
249 (XI)

Achèvement: à déterminer

Priorité: moyenne

L'évolution des techniques au Mexique (05-3) (projet nouveau) 16/

En collaboration avec les organismes et avec le secrétariat de la CEPAL, l'ONU procédera à une évaluation générale du processus, des problèmes et des perspectives de l'évolution qui ont eu des répercussions sur l'économie du Mexique. Son objet est d'examiner les effets des innovations techniques sur l'économie dans son ensemble et sur certains de ses secteurs, de déterminer leurs répercussions sur la productivité et sur l'absorption de la main-d'oeuvre et d'examiner le rôle que devraient jouer les activités de promotion du gouvernement et des organisations nationales spécialisées.

Mise en route: 1972

Autorisation: CEPAL 289 (XIII)

Achèvement: 1974

Priorité: moyenne

Evaluation de la politique d'irrigation au Mexique (06-1)

Il s'agit dans ce projet de procéder à une évaluation générale de la politique d'irrigation afin d'examiner le rôle qu'elle a joué dans le développement du secteur agricole; on définirait les possibilités futures et l'on ferait connaître à d'autres pays d'Amérique latine, les résultats des programmes exécutés au Mexique.

Mise en route: 1974

Autorisation: CEPAL 225 (X) et
290 (XIII)

Achèvement: 1973

Priorité: élevée

Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique (06-2) 17/

Il sera procédé à un examen préliminaire de l'emploi, du sous-emploi, et du chômage dans les zones rurales, examen qui pourrait être ultérieurement

16/ Voir également les projets 00-22 "Assimilation du progrès technique" (Division de la recherche et du développement économique) 0-51 "Les techniques au Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro); 04-094 "L'évolution technologique en Amérique centrale: progrès et obstacles" et 04-24 "Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherches techniques (Bureau de Mexico); 05-11 "Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne" (Division du développement industriel) et 08-26 "Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique latine" (Programme relatif aux transports).

17/ Voir également les projets 00-87 "Le problème du chômage et le développement économique et social des Antilles" et 01-27 "Utilisation de la main-d'oeuvre dans la région des Antilles" (Bureau des Antilles); 01-41 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des affaires sociales) et 05-81 "Aspects macro-économiques de la croissance industrielle" (Division du développement industriel).

(Mexico)

élargi à d'autres secteurs de l'économie. Des travaux de recherche seront effectués en collaboration avec d'autres organismes internationaux, conformément aux décisions du siège de la CEPAL.

Mise en route: 1972

Autorisation: CEPAL 230 (X)

Achèvement: 1974

Priorité: moyenne

L'élevage au Mexique (06-3)

On a entrepris en 1969, sur le développement de l'élevage au Mexique, une étude qui sera terminée et révisée en 1971. Ce projet comprend des études sur certains secteurs et ébauche une politique économique destinée à accélérer l'augmentation du cheptel.

Mise en route: 1969

Autorisation: CEPAL 91 (VI)

Achèvement: 1971

Priorité: élevée

Statistiques pour certaines études particulières (09-1) (Nouveau titre)

Rassemblement, préparation et présentation de séries statistiques générales et sectorielles de l'économie pour des études de base sur le Mexique et les Antilles, y compris des études liées à l'Estudio Económico et au Boletín Económico de América Latina.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 290 (XIII)

Achèvement: activité permanente

Priorité: élevée

Cours sur la planification économique au Mexique (10-1)

Diverses activités seront menées à bien en collaboration avec l'ILPES, le Bureau de la Coopération technique et les organismes nationaux concernant l'organisation, la coordination et la répartition des conférences données par les fonctionnaires de la CEPAL lors de cours intensifs qui auront lieu à Mexico et dans d'autres centres. Le Bureau de Mexico participera activement au choix des candidats et aura des entretiens avec les divers organismes nationaux qui parrainent ce projet.

Mise en route: 1970

Autorisation: CEPAL 289 (XIII)

Achèvement: activité permanente

Priorité: élevée

Programme IIDéveloppement équilibré de l'Amérique centrale (04-01)

En application des résolutions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et du Conseil économique centraméricain, le secrétariat continuera à prêter une assistance technique aux gouvernements dans les domaines de la planification, du développement sectoriel et de l'évaluation des projets, afin de faciliter le développement équilibré des pays membres du Marché commun centraméricain.

Mise en route: 1966

Autorisation: CEC 54, CCE 142

Achèvement: à déterminer

Priorité: moyenne

Analyse et projections du développement économique en Amérique centrale et Estudio económico de América Latina (04-02)

L'objet de cette activité permanente est de donner des renseignements de base sur les changements qui se produisent dans l'économie des pays de l'Amérique centrale, et d'analyser systématiquement ces renseignements, afin d'intensifier et de compléter les recherches générales et spécialisées qu'effectue le Bureau de Mexico. Ce travail consiste notamment à fournir chaque année des renseignements sur les tendances générales et sectorielles, à court terme, de l'économie de chacun des pays et l'ensemble de la région, qui sont repris dans l'Estudio económico de América Latina. Après avoir consulté le Gouvernement guatémaltèque et après avoir conclu un accord avec ce pays, on entreprendra en 1973 une étude sur l'évolution de l'économie du Guatemala depuis 1950. Cette étude s'attachera en particulier aux effets de l'intégration économique. Ce travail complétera la série "Análisis y proyecciones del desarrollo económico" des pays de l'Amérique centrale.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 44 (V), 64 (V),

Achèvement: activité permanente

79 (VI) et 233 (X);

CCE 27

Priorité: élevée

Harmonisation fiscale (04-03)

Conformément aux résolutions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et du plan d'action immédiate approuvé au mois de mars 1969 par le Conseil économique centraméricain, le secrétariat continuera à collaborer avec le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration de l'Amérique centrale (SIECA) à la préparation d'études relatives au programme d'harmonisation des systèmes fiscaux en Amérique centrale.

Mise en route: 1966

Autorisation: CEPAL 186 (IX); CEC 54;

Achèvement: à déterminer

CCE 138

Priorité: élevée

(Mexico)

Planification du développement économique (C4-04)

Ce projet comprend deux principaux types d'activités. En premier lieu, le secrétariat collabore étroitement avec le Comité consultatif de planification pour l'Amérique centrale (OEA/BID/CEPAL/SIECA/BCIE) à la préparation et l'orientation des activités de planification nationale et régionale entreprises par l'organisme mentionné. En second lieu, il collabore avec l'ILPES et le BCT à l'organisation, la direction, et aux activités didactiques des cours intensifs organisés en Amérique centrale sur les problèmes du développement et de l'évaluation de projets.

Mise en route:	1963	Autorisation:	CEPAL 233 (X); CCE 124
Àchèvement:	à déterminer	Priorité:	élevée

* Le rôle du secteur public dans le développement économique de l'Amérique centrale (04-05)

Il s'agit dans ce projet de déterminer l'objet et la nature de la participation de l'Etat dans le développement économique et social des pays de l'Amérique centrale. À cette fin, on fera une étude sur les fonctions et les mécanismes qui interviennent dans l'élaboration de la politique économique. Cette étude comprend également une analyse des effets des activités publiques et semi publiques sur les principales variables économiques telles que l'emploi, la formation de la demande réelle, la répartition des ressources et la création d'activités dynamiques et foyers de développement.

Mise en route:	1972	Autorisation:	CEPAL 186 (IX); CCE 50
Àchèvement:	1973	Priorité:	élevée

* Analyse conjecturale de l'économie dans les pays de l'Amérique centrale (04-061) (Nouveau titre)

Il s'agit dans ce projet d'étudier à fond les tendances actuelles de l'économie des pays de l'Amérique centrale, pour déterminer la nature des ajustements et des déformations de la politique à long terme, provoqués par des déséquilibres temporaires, et fixer des critères, pour adapter les actions immédiates des gouvernements concernant leur politique monétaire et fiscale et leur balance des paiements, aux objectifs des plans économiques régionaux et nationaux. D'autre part, cette étude contribuera à améliorer l'analyse contenue dans l'Estudio Económico et à orienter, dans une certaine mesure, la politique de toute la région.

Mise en route:	1972	Autorisation:	CCE 124
Àchèvement:	1972	Priorité:	moyenne

* Modèle de comportement régional de l'économie des pays de l'Amérique centrale (04-062) (nouveau titre)

En utilisant les conclusions des recherches effectuées, ce projet fixera une structure formelle pour analyser l'évolution de l'économie des pays de l'Amérique centrale en fonction de leur dépendance réciproque et de leurs rapports avec le reste du monde. Le modèle servira de point de référence pour faire une évaluation quantitative des effets de l'intégration dans le développement de ces pays et pour évaluer les effets possibles du Marché commun selon différentes politiques économiques régionales et nationales.

Mise en route: 1973
 Achèvement: 1973

Autorisation: CCE 124
 Priorité: moyenne

Développement économique et intégration en Amérique centrale (04-07) (nouveau titre)

A la demande du Comité d'intégration économique de l'Amérique centrale, le secrétariat effectue de temps à autres des études pour évaluer, dans une perspective à moyen et à long terme, les progrès, les problèmes et les perspectives du développement intégré dans les pays membres du Marché commun. Au cours de la première étape du projet, le secrétariat déterminera, tant en général que par secteur, les effets de l'intégration sur les économies nationales, les facteurs qui engendrent des fluctuations dans le développement de chaque région et de chaque pays, les différentes façons dont il est possible de pallier les effets défavorables des déséquilibres structurels à court terme dans le fonctionnement et le perfectionnement du Marché commun. Après que l'on aura consulté les gouvernements intéressés, l'étude sera soumise à l'examen du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale en 1971. La deuxième étape du projet sera entreprise sur la base des recommandations faites par les gouvernements; elle consistera en une étude sur les problèmes et les mesures de politique économique qui sont jugées très importantes pour le développement de l'économie des pays de l'Amérique centrale dans le cadre des programmes d'intégration. Conformément à la décision prise en septembre 1970, par les ministres de l'économie, du commerce et de l'industrie de l'Amérique centrale, la CEPAL collabore avec la SIECA dans les domaines relatifs à l'établissement d'un modus operandi pour le Marché commun de l'Amérique centrale et la réorganisation de son intégration économique régionale.

Mise en route: 1969
 Achèvement: à déterminer

Autorisation: CCE 27
 Priorité: élevée

Financement du développement en Amérique centrale (04-08) (projet nouveau)

Ce projet découle directement de la résolution 290 (XIII) de la CEPAL. Son objet est de déterminer les caractéristiques et les problèmes de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour le développement

(Mexico)

national compte tenu des priorités régionales. Il a également pour objet d'évaluer les obstacles à l'augmentation des ressources disponibles pour l'investissement et d'étudier la nature du déséquilibre de la balance des paiements et des finances publiques. Tous ces travaux permettraient de présenter aux gouvernements des pays de l'Amérique centrale une série cohérente de suggestions pour les actions qu'ils pourraient entreprendre ensemble afin de résoudre quelques-uns des problèmes financiers liés au développement et à l'intégration.

Mise en route: 1970
Achèvement: 1971

Autorisation: CEPAL 290 (XIII),
CEC 54, CCE (AC.17),
5 et 22
Priorité: élevée

Les migrations régionales en Amérique centrale (04-091)
(projet nouveau)

En application de la résolution 54 du Conseil économique centraméricain, le secrétariat examinera, en collaboration avec la SIECA et d'autres organismes régionaux et internationaux, les antécédents, les causes et les formes des principaux mouvements migratoires à l'intérieur du Marché commun. Sur cette base, on tentera de faire un premier diagnostic de cet aspect de l'emploi, et de déterminer son ampleur et ses effets sur le plan régional, ainsi que ses principales répercussions économiques et sociales. A un second stade, on entreprendra diverses recherches directes (entrevues, observations dirigées et enquêtes) pour examiner plus à fond les caractéristiques quantitatives et qualitatives de ces mouvements, tant saisonniers que permanents, ainsi que leur influence sur l'économie des différents pays et sur les conditions de vie des divers groupes.

Mise en route: 1970
Achèvement: 1972

Autorisation: CEC 54, CCE 144
Priorité: élevée

La situation de l'emploi en Amérique centrale (04-092)
(projet nouveau) 18/

Conformément aux priorités fixées dans la résolution 290 (XIII) de la CEPAL, on fera une évaluation générale de la situation de l'emploi en Amérique centrale. L'étude examinera en particulier les tendances de l'offre de main-d'oeuvre, les caractéristiques de l'emploi, du chômage et du sous-emploi, ainsi que les tendances de la productivité. Ce projet est intimement lié aux autres recherches prévues dans le programme de

18/ Voir également les projets 00.87 "Le problème du chômage et le développement économique et social des Antilles" et 01-27 "Utilisation de la main-d'oeuvre dans la région des Antilles (Bureau des Antilles); 01-41 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des affaires sociales); (06-2 "Emploi et le chômage dans les zones rurales au Mexique" (Bureau de Mexico) et 05-81 "Aspects macro-économiques de la croissance industrielle" (Division du développement industriel).

travail, notamment celles qui se rapportent aux mouvements migratoires, à l'emploi dans les régions rurales, et à la façon dont les connaissances techniques sont adaptées et assimilées. Dès que l'on aura terminé la partie générale de l'étude, le secrétariat tentera de tirer certaines conclusions et de fixer des normes qui aideront les gouvernements à mener à bien les politiques de l'emploi nécessaires.

Mise en route: 1970

Autorisation: CEPAL 290 (XIII);

Achèvement: 1973

CEC 54; CCE 27 et 73

Priorité: élevée

L'intégration économique et le développement social (04-093) (antérieurement 04-62)

Ce projet a trois objectifs de base: identifier les moyens permettant de renforcer certains groupes sociaux à la suite de l'intégration économique, définir les principaux progrès faits en matière de développement social, et examiner les processus et les tendances de la mobilité sociale et de sa structure dans la région (ancien numéro: 04-62).

Mise en route: 1973

Autorisation: CEC 54; CCE 27 et

Achèvement: 1974

CCE 73

Priorité: élevée

L'évolution technologique en Amérique centrale: progrès et obstacles (04-094) (projet nouveau) 19/

On a l'intention de commencer ce projet en 1973. On étudiera les caractéristiques les plus importantes des progrès techniques et des obstacles que l'on a rencontrés, et cette étude complètera celles qu'on fera sur le développement économique, l'emploi et les changements prévus dans la structure de l'emploi. Les résultats seront utilisés, non seulement dans une première tentative pour fixer les critères que l'on utilisera dans l'évaluation des techniques et l'affectation des ressources, mais également pour coordonner les politiques de l'emploi, du développement industriel, de la promotion des exportations, etc.

Mise en route: 1973

Autorisation: CEPAL 289 (XIII);

Achèvement: 1974

CCE 121

Priorité: moyenne

19/ Voir également les projets 00-22 "Assimilation du progrès technique" (Division de la recherche et du développement économique), 05-1 "Les techniques au Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro); 05-3 "L'évolution des techniques au Mexique". 004-24 "Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherche technique" (Bureau de Mexico); 05-4 "Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne" (Division du développement industriel) et 08-26 "Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique latine (Programme relatif aux transports).

(Mexico)

Union douanière de l'Amérique centrale (04-11)

Conformément au plan d'action immédiat adopté par le Conseil économique centraméricain en mars 1969, le Secrétariat collaborera avec le SIECA aux études et aux activités liées à la création d'une union douanière de l'Amérique centrale. Dans une première étape, on examinera en priorité les aspects que doit revêtir l'union douanière ainsi que les procédures nécessaires à sa mise sur pied, et l'on envisagera les incidences économiques et fiscales que ne manquera pas d'avoir la libre circulation des biens produits à l'étranger. Dans les étapes suivantes, on analysera les divers aspects pouvant stimuler l'intégration économique, tels l'analyse des besoins accessoires en matière de politique commerciale, la coordination régionale de certains aspects de la politique fiscale et de la balance des paiements, ainsi que les problèmes de réciprocité.

Mise en route: 1969

Autorisation: CEPAL 290 (XIII);
CEC 54; CCE 118 et 134

Achèvement: 1974

Priorité: élevée

Politique commerciale commune de l'Amérique centrale avec le reste du monde (04-12)

Conformément au programme de travail adopté par le Sous-Comité centraméricain du commerce en décembre 1967, le secrétariat collaborera avec les gouvernements des pays d'Amérique centrale et les organismes d'intégration économique à la préparation d'études sur le rôle joué par le marché commun centraméricain pour l'intégration économique de l'Amérique latine, ses liens économiques avec les pays voisins ou groupes de pays qui sont en voie d'intégration, le renforcement de ses relations commerciales avec les pays situés en dehors de l'Amérique latine, ainsi que sa participation aux réunions et aux organismes internationaux intéressés à la politique commerciale. Le secrétariat continuera également à collaborer aux travaux de l'Union mixte de promotion des exportations SIECA/BCIE ainsi qu'aux études visant à l'élaboration de la stratégie à suivre lors des négociations avec des pays tiers.

Mise en route: 1968

Autorisation: CCE 120, CCE 135
et CCE (SC.1) 26

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

Perfectionnement du Marché commun centraméricain (04-13)

Le secrétariat continuera à aider et à conseiller les gouvernements et les organismes d'intégration centraméricains dans le but de renforcer le Marché commun centraméricain, notamment en ce qui concerne les problèmes liés à son fonctionnement, à la préparation et à l'application d'accords et de règlements ainsi qu'à l'élaboration et à l'orientation de la politique en matière de commerce et de balance des paiements.

Pour ce projet, qui sera une activité permanente, les travaux consistent à préparer des documents et à participer aux réunions des organismes du Marché commun centraméricain.

Mise en route: activité permanente Autorisation: CCE 134; CCE (SC.1) 26
Achèvement: date indéterminée Priorité: élevée

Réunion du Sous-Comité centraméricain du commerce (04-14)

Le secrétariat du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale consultera les gouvernements sur la possibilité de convoquer une réunion du Sous-Comité centraméricain du commerce en 1971 pour examiner certaines des études établies sur l'union douanière ainsi que le perfectionnement du Marché commun centraméricain. On procédera à de nouvelles consultations en 1973 sur la possibilité de convoquer une autre réunion du Sous-Comité afin d'examiner et de réorienter le programme de travail sur la politique commerciale, qu'il a approuvé à sa 13ème réunion. Les travaux tiendront compte des études effectuées par le secrétariat, des résultats auxquels ont donné lieu les programmes de promotion des exportations ainsi que des nouvelles normes régionales pour l'intégration économique et le commerce international.

Mise en route: 1971 Autorisation: CCE (AC.17) 18 et 25;
CCE (SC.1) 26
Achèvement: 1973 Priorité: élevée

Promotion de l'industrie et politique industrielle en Amérique centrale (04-21) (nouveau titre)

Conformément au plan d'action immédiate adopté par le Conseil économique centraméricain en mars 1969 et aux accords conclus en 1970 par les ministres de l'économie, le Secrétariat collaborera avec la SIECA au perfectionnement de la politique industrielle du Marché commun. Les progrès de l'industrialisation du Marché commun centraméricain et les problèmes qu'elle pose devront être évalués en 1974 afin que l'on puisse élaborer les diverses mesures visant à un développement équilibré qui tienne, compte tenu des pays dont l'industrie est encore relativement peu développée.

Mise en route: 1968 Autorisation: CEPAL 290 (XIII);
CEC 54; CEC 121 et 136
Achèvement: 1974 Priorité: élevée

(Mexico)

Analyse du processus de remplacement des importations en Amérique centrale
(04-22) (projet nouveau)

Dans la première étape de cette étude qui, entreprise en 1969, prendra fin en 1971, on examine les caractéristiques du processus de remplacement des importations en liaison avec les progrès du Programme centraméricain d'intégration économique. L'étude se fait en deux étapes: dans la première, on procède à une analyse des années 1957 à 1960 ainsi que de la période allant de 1963 à 1967, et dans la deuxième, on étudiera d'une manière approfondie les questions liées à la politique et à la stratégie du développement.

Mise en route: 1969

Autorisation: CCE 121 et 136

Achèvement: 1971

Priorité: élevée

Perfectionnement des mécanismes en matière d'industrialisation régionale
(04-23) (nouveau titre)

Le secrétariat continuera à donner des conseils techniques aux gouvernements des pays d'Amérique centrale et aux organismes d'intégration concernant le développement industriel du Marché commun centraméricain, notamment pour l'élaboration et l'application d'accords et de règlements de promotion industrielle, la politique de protection, l'évaluation de projets concrets d'investissement liés à l'accord sur le régime des industries d'intégration et au système spécial de promotion des activités productrices, ainsi que pour l'examen des problèmes et des perspectives de financement et de stratégie industrielle dans les années à venir.

En 1972 on commencera à élaborer les principes directeurs du programme centraméricain de développement industriel pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en tenant compte du programme en cours en 1971 ainsi que des possibilités de complémentarité industrielle avec les pays voisins.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEC 53, CCE 121 et 136

Achèvement: date indéterminée

Priorité: moyenne

* Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherche technique (04-24) (nouveau titre) 20/

En 1971 on reprendra un projet suspendu à la fin de la première moitié des années 60, projet qui est lié à l'identification de nouvelles

20/ Voir également les projets 00-22 "Assimilation du progrès technique" (Division de la recherche et du développement économique), 05-1 "Les techniques au Brésil", 05-3 "L'évolution des techniques au Mexique", 04-094 "L'évolution technologique en Amérique centrale progrès et obstacles" (Bureau de Mexico), 05-11 "Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne" (Division du développement industriel) et 03-26 "Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique latine" (Programme relatif aux transports).

possibilités de développement industriel dans le Marché commun centra-méricain ainsi qu'aux besoins de recherche technique en Amérique centrale. Ce projet sera exécuté en liaison étroite avec le SIECA, la BCIE, l'ICARTI et l'ONUDI, et l'on procédera à des études de marchés ainsi qu'à des études d'implantation d'usines et de la capacité des projets industriels éventuels revêtant une importance particulière pour le développement de la région.

Mise en route: 1971
 Achèvement: 1974

Autorisation: CCE 121 et 136
 Priorité: élevée

Projections de la croissance industrielle (04-25) (projet nouveau)

Sur la base des renseignements dont on dispose dans les divers pays, le secrétariat entreprendra en 1971 les études préliminaires pour un modèle de croissance industrielle et fournira un cadre général de référence pour la formulation de la politique économique. Grâce à ces renseignements on pourra analyser les tendances de chaque branche de l'industrie et mettre en évidence les relations structurelles de ce secteur. En outre, sur la base des renseignements fondamentaux obtenus en enquêtant sur quelques branches de l'industrie, on s'efforcera de déterminer les obstacles à leur croissance à l'échelon national et régional, et l'on formulera ensuite de nouvelles propositions sur les recherches à faire sur certaines branches de l'industrie qui doivent être examinées en tenant compte des objectifs de la politique économique.

A partir de 1973 on procédera à une autre étude sur la productivité industrielle en Amérique centrale, étude analogue à celle qui a été effectuée au début des années 60 avec l'aide de la DAIT et de l'OIT, et qui embrassera d'autres secteurs industriels. Comme ce fut le cas précédemment, la nouvelle étude devra être menée conjointement avec l'OIT et avec la collaboration de l'ONUDI.

Mise en route: 1971
 Achèvement: 1974

Autorisation: CCE 121 et 136
 Priorité: élevée

Intégration régionale du secteur de l'agriculture et de l'élevage (04-31) (nouveau titre)

Conformément aux dispositions du plan d'action immédiat adopté par le Conseil économique centraméricain en mars 1969, ainsi qu'aux accords conclus en 1970 par les ministres de l'économie, le Bureau coopérera avec le secrétariat permanent du traité général d'intégration de l'Amérique centrale en vue de parfaire une politique du développement agricole régional. On mettra particulièrement l'accent sur le marché commun des produits de l'agriculture et de l'élevage, sur les possibilités de spécialisation et de promotion de la production régionale, sur l'établissement de prix communs pour les articles courants de consommation intérieure, sur la création d'un réseau d'installations régionales de stockage et d'un fonds régional pour l'achat des céréales aux petits

(Mexico)

producteurs, ainsi que sur la création des mécanismes nécessaires pour contrôler les importations de céréales en provenance des pays tiers. Ces travaux seront accomplis en collaboration avec la Commission de stabilisation des prix et le Groupe consultatif de la FAO pour l'intégration économique centraméricaine.

Mise en route: activité permanente	Autorisation: CEPAL (XIII); CEC 54; CCE 137; CCE (SC.6) 1 et 2; REA 13
Achèvement: date indéterminée	Priorité: élevée

Réunion du Sous-Comité centraméricain du développement agricole (Or-32)

Le Secrétariat du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale consultera les gouvernements sur la possibilité de convoquer à la fin de 1972 une série de réunions du sous-comité centraméricain de développement agricole pour examiner certaines des études qui auront été achevées sur l'intégration régionale du secteur agricole et sur les aspects sociaux du développement rural. On profitera de cette occasion pour formuler à l'intention du sous-comité et de son secrétariat un nouveau programme d'activités en matière de politique agricole.

Mise en route: 1972	Autorisation: CCE 91; CCE (AC.17) 25; CCE (SC.6) 1
Achèvement: 1972	Priorité: élevée

Aspects sociaux du développement rural (Or-33)

Conformément à une résolution du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, on a créé en 1960 un groupe de travail chargé d'examiner les problèmes du régime foncier et des revenus de l'agriculture en Amérique latine. L'OIT, la FAO et la DOLT/CEPAL ont participé à ce groupe. En 1964, on a créé un nouveau groupe avec la participation de la FAO, de l'OIT, du CIDA, de l'ILSI, du DIECA et du BCT/CEPAL. Le nouveau groupe a étudié les principaux problèmes agricoles de certains pays d'Amérique centrale et a fourni une assistance technique à divers instituts spécialisés de la sous-région. On espère achever les études sur les caractéristiques générales de l'utilisation de la terre et de sa répartition dans trois pays d'Amérique centrale; en même temps, on revisera et on publiera le rapport régional sur les caractéristiques principales du régime foncier en Amérique centrale, et on commencera une vaste enquête sur les conditions d'emploi et la libre circulation de la main-d'oeuvre en Amérique centrale. En outre, on conseillera les organismes nationaux pour la formulation et l'évaluation de projets particuliers, l'élaboration de programmes, la formulation de politiques de colonisation des terres et la réorganisation et le renforcement de ces organismes.

Mise en route: activité permanente	Autorisation: CCE 94; CCE (SC.6) 1; REA 3
Achèvement: date indéterminée	Priorité: élevée

Développement de l'élevage en Amérique centrale (04-34) (projet nouveau)

Lorsqu'on aura achevé l'étude sur l'élevage au Mexique, on procédera à une étude analogue sur les pays d'Amérique centrale pour la période allant de 1971 à 1973. L'étude aura pour objet d'évaluer la politique suivie jusqu'à présent en la matière et de suggérer diverses mesures qui pourraient aider à formuler des politiques nouvelles et de nouveaux programmes pour stimuler le développement de l'élevage pour la consommation intérieure et pour l'exportation. Ces études aideront les gouvernements à prendre des décisions quant aux plans à suivre pour le développement de l'élevage.

Mise en route: 1971

Autorisation: CCE (SC.6) 1; REA 8

Achèvement: 1973

Priorité: élevée

La politique de développement des transports dans le Marché commun centraméricain (04-411)

Dans le cadre de ce projet, on fournit des conseils à titre permanent aux gouvernements et organismes centraméricains en ce qui concerne l'élaboration et la mise au point d'une politique de développement des transports ainsi que l'évaluation des projets d'intérêt régional.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 290 (XIII);
CCE 54; CCE 127 et
CCE (SC.3) 9

Achèvement: date indéterminée

Priorité: élevée

Possibilités d'aménagement de transports dans le Marché commun centraméricain (04-412) (nouveau titre)

En 1971 on achèvera l'étude, commencée en 1969, sur les possibilités d'aménagement des transports dans le Marché commun centraméricain. Cette étude a pour objet de déterminer quelles sont les voies de communication qui sont les mieux adaptées pour la circulation des biens, compte tenu des divers modes de transports et des itinéraires possibles. Comme activité complémentaire on entreprendra en 1971 une étude sur les coûts de construction des routes, qui servira de base pour le contrôle budgétaire et permettra de formuler de nouveaux projets routiers. En outre, on complètera l'étude achevée en 1969 sur les besoins futurs de routes et de véhicules à moteur.

Mise en route: 1960

Autorisation: CCE 127, 139;
CCE (SC.3) 9

Achèvement: 1972

Priorité: élevée

(Mexico)

* Normes de conception et de construction des routes pour l'Amérique centrale (04-413 (antérieurement 04-414))

Cette étude, qui sera effectuée en collaboration avec la Banque centra-méricaine d'intégration économique, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration de l'Amérique centrale, et les gouvernements du Mexique, d'Amérique centrale et du Panama, permettra de déterminer les normes géométriques les mieux appropriées pour la conception des routes en ce qui concerne la topographie, les sols, le climat, les matériaux, les coûts, etc. L'étude sera entreprise dès qu'auront été conclus les accords actuellement à l'étude entre la BCIE et les gouvernements susmentionnés (ancien numéro: 04-414).

Mise en route:	1972	Autorisation:	CCE 127 et 139; CCE (SC.3) 2, 7 et 9
Achèvement:	1974	Priorité:	moyenne

* Transports maritimes et aménagement des ports (04-414)

Pendant la période 1971/1973 on continuera à fournir des services consultatifs techniques à la Commission des autorités portuaires d'Amérique centrale, au Conseil centraméricain des chargeurs maritimes et à l'association centraméricaine des armateurs, en ce qui concerne les aspects régionaux des transports maritimes et de l'aménagement des ports, et les nouveaux projets et études menés conjointement avec le SIECA, la BCIE et le CIAP, notamment pour ce qui est de l'adoption d'une politique et d'une législation uniformes en matière maritime, portuaire et douanière; de la viabilité économique, technique et financière de projets d'investissement et de la formation de personnel portuaire et douanier. On continuera également à donner des conseils aux gouvernements et aux entreprises portuaires et maritimes d'Amérique centrale, notamment en ce qui concerne la création d'autorités portuaires nationales et l'amélioration de la productivité des centres de réception et d'expédition de marchandises, ainsi que des opérations portuaires (No précédent: 04-415).

Mise en route:	activité permanente	Autorisation:	CEC 58; CCE 92 et 127; CCE (SC.3-GTTM) 1-7
Achèvement:	1973	Priorité:	élevée

Réunion du Sous-Comité centraméricain des transports (04-415)

Le secrétariat du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale consultera les gouvernements sur la possibilité de convoquer une réunion du Sous-Comité centraméricain des transports au début de 1972 pour examiner les études achevées et formuler un programme d'activités dans le domaine des transports à l'intention du Sous-Comité et de son secrétariat (No précédent 04-417).

Mise en route:	1972	Autorisation:	CCE 64, CCE (AC.17) 25; CCE (SC.3) 10
Achèvement:	1972	Priorité:	élevée

Télécommunications en Amérique centrale (04-42) (projet nouveau)

Le secrétariat collaborera avec le SIECA, la BCIE et les organismes spécialisés, sur demande, aux travaux de construction d'un réseau centraméricain de télécommunications qui sera interconnecté avec le réseau du Mexique et du Panama.

Mise en route: à déterminer
 Achèvement: à déterminer

Autorisation: CCE 140
 Priorité: faible

* Développement de l'énergie électrique en Amérique centrale (04-431)

Ce projet comprend deux types principaux d'activité; celles-ci consistent tout d'abord à répondre aux demandes d'assistance technique formulées par les organismes producteurs et distributeurs d'électricité et par les organismes d'intégration régionaux; en deuxième lieu, elles consistent à établir les rapports annuels ou périodiques importants pour l'harmonisation et l'application des politiques et programmes d'électrification nationale. Dans ces rapports, on examine principalement les statistiques du développement de la production, la consommation et la commercialisation de l'énergie électrique; l'analyse comparée des investissements, des coûts de production et d'exploitation, et de la vente de l'énergie, ainsi que les renseignements sur les progrès et les réalisations du secteur de l'électricité. Parallèlement à ces activités, on espère faire en 1972 une étude des diverses méthodes à suivre pour préparer et évaluer des projets relatifs à l'énergie électrique, afin de les adapter aux conditions existant en Amérique centrale et, dans une étape postérieure, de stimuler l'application uniforme de ces projets en Amérique centrale.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 290 (XIII);
 CEC 54; CCE 126,
 CCE (SC.5) 5, 13 et 20

Achèvement: 1973

Priorité: élevée

Programme multilatéral à long terme d'interconnexion électrique et projets bilatéraux à court terme (04-432)

En 1971 on revisera et on publiera les versions définitives des études préliminaires établies en 1969 et 1970. Elles comprennent: l'interconnexion électrique en Amérique centrale; évaluation des interconnexions pour les systèmes électriques combinés: Guatemala-El Salvador, El Salvador-Honduras, Nicaragua-Costa Rica, Costa Rica-Panama (CEPAL/MEX/69/20) et l'interconnexion électrique en Amérique centrale (caractéristiques des centrales hydro-électriques) (CEPAL/MEX/69/21). Conjointement avec l'avant-projet d'accord centraméricain sur l'interconnexion de réseaux électriques, préparé par le SIECA, en collaboration avec la mission centraméricaine d'électrification et des ressources hydrauliques, ces études seront présentées à la troisième réunion du groupe régional d'interconnexion

(Mexico)

électrique. Ce groupe se réunira en 1971 pour élaborer les critères à suivre pour commencer à réaliser les interconnexions électriques entre deux ou plus de deux pays. En outre, on espère que les organismes nationaux chargés du développement de l'énergie électrique tiendront une série de réunions bilatérales à cette fin. Sur la base de ce qui aura de convenu, on étudiera plus à fond les interconnexions sous-régionales recommandées et, le cas échéant, les projets réalisés dans les zones frontalières. Certaines de ces études seront présentées probablement à la quatrième réunion du groupe régional, prévue en 1972. En outre, le Bureau collabore avec le SIECA, à la préparation et à l'application d'accords multilatéraux ou bilatéraux sur le développement de projets d'interconnexion électrique. En 1972/73, on entreprendra une étude sur les possibilités et les méthodes d'interconnexion électrique dans les pays d'Amérique centrale et dans les pays limitrophes, qui portera sur l'utilisation commune des grandes sources d'énergie hydro-électrique dans les zones limitrophes du Mexique et de la Colombie et sur les effets desdites interconnexions sur le potentiel hydro-électrique d'Amérique centrale.

Mise en route: 1963

Autorisation: CCE 126, CCE (SC.5) 2,
5, 7, 8, 13, 18;
CCE (SEC.5-GRIE) 1 et 2

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

Harmonisation des tarifs d'électricité (04-433)

Commencé en 1968, ce projet a pour objet d'analyser les politiques et les pratiques liées aux tarifs d'électricité et à la réglementation de l'industrie électrique, afin d'harmoniser ces politiques et pratiques, de favoriser le développement équilibré des marchés intérieurs d'électricité et ultérieurement leur intégration régionale et sous-régionale. Sur la base de résolutions adoptées lors des deux premières réunions du Groupe régional chargé des tarifs d'électricité, ainsi que des études techniques existantes, on examinera surtout les structures des tarifs, l'auto-approvisionnement, le développement des marchés, les pratiques financières ainsi que les niveaux des prix de l'énergie électrique. Les premières études porteront sur la situation et les caractéristiques de l'auto-approvisionnement, ainsi que sur un schéma de référence des structures de tarifs permettant de les harmoniser à l'échelon régional et sous-régional. Par la suite, on procédera à une évaluation des facteurs influant sur le développement des marchés de l'électricité, ainsi que des méthodes régionales uniformes pour développer les services d'électricité. De même, on analysera les prix et les niveaux du coût de l'électricité par catégories de consommation et en fonction des prix concurrentiels offerts par d'autres sources d'énergie afin de fixer des objectifs à une politique régionale de prix et d'exploitation des ressources. Le Groupe de travail chargé des tarifs d'électricité envisage de tenir ses troisième et quatrième réunions en 1971/72 pour examiner certaines de ces études.

Mise en route: 1968

Autorisation: CCE 126; CCE (SC.5) 5,
10, 13 et 17

Achèvement: 1973

CCE (SC.5-GRIE) 1-5

Priorité: élevée

Normalisation du matériel et de l'équipement électriques (04-434)
(Projet nouveau)

Ce projet a commencé au mois de mai 1968 avec l'aide financière de divers organismes nationaux intéressés au développement de l'énergie électrique en Amérique centrale. La Mission centraméricaine de l'électrification et des ressources hydrauliques se charge de la direction technique du projet.

En 1971 on établira les critères de conception et les normes de travail, ainsi que les caractéristiques uniformes pour le matériel et l'équipement nécessaire pour améliorer les réseaux de transport d'électricité principaux et secondaires; on étudiera également les procédures et les méthodes à suivre pour l'acquisition de matériel en commun et pour faciliter l'échange de ce matériel entre les compagnies d'électricité de l'Amérique centrale. Le Comité régional des normes électriques envisage de se réunir en 1971 pour examiner les documents établis sur la base de ces recherches. Les travaux prévus dans le cadre de ce projet seront achevés lorsque le Comité aura examiné les documents établis.

Mise en route:	1968	Autorisation:	CCE 126; CCE (SC.5) 19; CCE (SC.5-CRNC) 7 et 20
Achèvement:	1971	Priorité:	élevée

Sous-Comité centraméricain de l'électrification et des ressources hydrauliques (04-435) (projet nouveau)

Le secrétariat du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale consultera les gouvernements sur la possibilité de convoquer en 1971 et en 1973 deux réunions du Sous-Comité centraméricain de l'énergie électrique et des ressources hydrauliques pour examiner les études effectuées et formuler un programme de travail à l'intention du Sous-Comité et de son secrétariat.

Mise en route:	1971	Autorisation:	CCE 59; CCE (AC.17) 25; CCE (SC.5) 21
Achèvement:	1973	Priorité:	élevée

Ressources hydrauliques (04-441)

En 1971 on achèvera la première étape de ce projet en revisant et en publiant six rapports nationaux et un rapport régional sur l'évaluation des ressources hydrauliques en Amérique centrale, qui seront présentés à la première réunion du Groupe de travail sur les ressources hydrauliques. Ces études portent sur les aspects économique et social du secteur hydraulique, sur ses disponibilités et son potentiel utilisable, sur la demande estimée présente et future, sur les aspects juridique, administratifs, économiques et financiers, ainsi que sur le choix des bassins ayant un rang de priorité élevé.

(Mexico)

On commencera la deuxième étape de ce projet en établissant les programmes d'approvisionnement en eau permettant d'utiliser au maximum les ressources hydrauliques, des études nationales et sous-régionales plus complètes sur les principaux bassins de la région, ainsi qu'en procédant à une analyse des tarifs et des coûts des services des eaux afin d'établir des critères uniformes pour évaluer les utilisations de l'eau qui ne sont pas compatibles. En outre, le Bureau continuera à fournir une aide technique à l'échelon national et régional sur la possibilité d'uniformiser les systèmes de comptabilité, le calcul des tarifs et la préparation des statistiques par les entreprises chargées de la fourniture des eaux d'irrigation et de l'eau potable, ainsi que le développement et la coordination des activités des divers organismes spécialisés qui s'occupent de l'exploitation et de la surveillance des ressources hydrauliques. Dans la deuxième étape on espère bénéficier de l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement.

Mise en route: 1966

Autorisation: CEPAL 290 (XIII);
CEC 54; CCE 126 et 139;
CCE (SC.5) 1, 5, 7, 9,
13 et 16

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

Evaluation régionale des ressources énergiques (04-442) (projet nouveau)

Au titre de ce projet, qui devra être exécuté avec l'aide du PNUD (Fonds spécial) on procédera en 1971-1972 à une analyse des réalisations générales du secteur de l'énergie en Amérique centrale, analyse qui sera élargie par la suite pour comprendre le Mexique et les Antilles. Le projet portera sur la production et l'utilisation des sous-produits du pétrole, de l'hydro-électricité et des combustibles non minéraux. Il complètera et mettra à jour les séries statistiques annuelles nationales et régionales sur la production, la consommation et la commercialisation de l'énergie utilisée dans les différentes zones géographiques. Ultérieurement, on étudiera en général les moyens de développer les ressources d'énergie à l'échelon régional et national. A cette fin, on établirait des projections des besoins d'énergie par types de consommation et types d'énergie; on évaluerait le potentiel des différentes sources d'énergie ainsi que les possibilités d'utiliser d'autres formes d'énergie, et l'on analyserait certains aspects institutionnels et financiers des ressources énergétiques. Dans une étape ultérieure, le projet pourrait être élargi et porter sur d'autres ressources naturelles, afin de stimuler l'application d'un critère régional et intégré de développement pour l'utilisation commune des ressources d'Amérique centrale. A cet égard, le projet a été conçu de manière à ce qu'on fasse une évaluation systématique des progrès réalisés et des perspectives à court et à moyen terme sur l'exploitation de la plupart des ressources naturelles importantes de la région, et à ce qu'on fixe des orientations politiques nationales et régionales de l'utilisation de l'eau.

Mise en route:	1970	Autorisation:	CCE 126 et 139 CCE (SC.5) 11 et 15
Achèvement:	à déterminer	Priorité:	élevée

Statistiques pour certaines études particulières (04-51)

Ce projet comprend le rassemblement, l'établissement et la présentation de statistiques globales et par secteurs économiques aux fins d'études de base sur l'Amérique centrale, y compris les travaux nécessaires pour l'Estudio Económico.

Mise en route:	activité permanente	Autorisation:	CEPAL 290 (XIII)
Achèvement:	date indéterminée	Priorité:	élevée

Coordination statistique régionale (04-52)

Le bureau collaborera avec les services centraux de statistique générale des pays centraméricains ainsi qu'avec les organismes d'intégration régionale, aux activités liées à la coordination des statistiques relatives à l'Amérique centrale.

Mise en route:	activité permanente	Autorisation:	CCE 3; CCE (AC.17) 25; CCE (SC.2) 54, 56, 57 et 58
Achèvement:	date indéterminée	Priorité:	moyenne

Projets achevés, 1969-1970

Logement et développement urbain (01-55)

Développement économique du Honduras britannique (Bélice) (04-05x)

Etude sur les services de transports et leur coût en Amérique centrale (04-412)

Harmonisation des tarifs d'électricité (réglementation) (04-432x)

Perfectionnement et harmonisation des systèmes de services publics (04-45)

Aspects économiques, techniques et sociaux du logement (04-61)

(Mexico)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés, 1969-1970

a) Projets supprimés ou suspendus

Stratégie du développement et intégration (00-252)

Développement de l'agriculture au Mexique (06-03x)

Parités des pouvoirs d'achat réels des monnaies des pays d'Amérique centrale (04-063y)

Enquête sur l'industrie en Amérique centrale (04-233)

b) Projets regroupés

Développement économique, intégration et liens commerciaux dans la région des Antilles (00-04) - Ce projet regroupe les projets suivants: i) Etudes sur le développement économique des Antilles (00-251); ii) Possibilités de complémentarité industrielle entre l'Amérique centrale, le Mexique et certains pays des Antilles (04-22) et iii) Effets sur les transports maritimes et terrestres en Amérique centrale de l'établissement de liens avec la région des Antilles (04-416).

Etude de certaines branches de l'industrie (05-2) - Ce projet regroupe les projets suivants: i) Production de matériel pour l'industrie chimique au Mexique (05-55) et ii) Problèmes de l'industrie automobile au Mexique (05-621).

Développement équilibré de l'Amérique centrale (04-01) - Ce projet regroupe les projets suivants: i) Programme d'expansion économique du Honduras à moyen et à court terme (04-011) et ii) Programme d'expansion économique du Nicaragua à moyen et à court terme (04-012).

Développement économique et intégration en Amérique centrale (04-07) Ce projet regroupe les projets suivants: i) Incidences d'une union économique de l'Amérique centrale, et ii) Dixième réunion du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (04-08).

Perfectionnement des mécanismes en matière d'industrialisation régionale (04-23) - Ce projet regroupe les projets suivants: i) Assistance technique aux gouvernements en matière industrielle (04-231) et ii) Collaboration avec la SIECA et l'ICARTI en matière d'évaluation de projets industriels (04-232).

Intégration régionale du secteur de l'agriculture et de l'élevage (04-31) - Ce projet regroupe les projets suivants: i) Perfectionnement du Marché commun centraméricain (04-311) et ii) Situation actuelle et perspectives de la production céréalière dans le Marché commun centraméricain (04-312).

[illegible]

(Mexico)

Projets	A B C	R/ NR	PC/ N	1971				1972				1973				
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA		P
14. Union douanière de l'Amérique centrale (04-11)	A		CP	14	1	12	-	14	1	12	-	14	1	12	-	
15. Politique commerciale commune de l'Amérique centrale avec le reste du monde (04-12)	A		CP	5	-	-	-	5	-	-	-	5	-	-	-	
16. Perfectionnement du Marché commun centraméricain (04-13)	A		CP	14	-	-	-	17	-	-	-	14	-	-	-	
17. Réunion du Sous-Comité centraméricain du commerce (04-14)	A		CP	3	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	
18. Promotion de l'industrie et politique industrielle en Amérique centrale (04-21)	A		CP	6	-	-	-	6	-	-	-	6	-	-	-	
19. Analyse du processus de remplacement des importations en Amérique centrale (04-22)	A		CP	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
20. Perfectionnement des mécanismes en matière d'industrialisation régionale (04-23)	B		CP	6	-	24	-	6	-	24	-	24	-	24	-	
*21. Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherche technique (04-24)	A		N	6	1	4	-	6	1	4	-	6	2	4	-	
22. Projections de la croissance industrielle (04-25)	A		N	6	-	-	-	6	-	-	-	6	-	-	-	
23. Intégration régionale du secteur de l'agriculture et de l'élevage (04-31)	A		CP	6	-	2	-	4	-	2	-	6	-	2	-	
24. Réunion du Sous-Comité centraméricain du développement agricole (04-32)	A		CP	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	
25. Aspects sociaux du développement rural (04-33)	A		CP	12	-	-	-	9	-	-	-	9	-	-	-	
26. Développement de l'élevage en Amérique centrale (04-34)	A		N	7	-	-	-	11	1	-	-	11	1	-	-	
27. La politique de développement des transports dans le Marché commun centraméricain (04-411)	A		CP	3	-	2	-	4	-	2	-	4	-	2	-	
28. Possibilités d'aménagement des transports dans le Marché commun centraméricain (04-412)	A		CP	3	1	10	-	4	1	5	-	4	1	5	-	
*29. Normes de conception et de construction des routes pour l'Amérique centrale (04-413)	B		CP	-	-	-	-	2	1	3	12	3	2	5	12	
*30. Transports maritimes et aménagement des ports (04-414)	A		CP	2	-	12	-	4	-	12	-	4	-	12	-	
31. Réunion du Sous-Comité centraméricain des transports (04-415)	A		CP	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	
32. Télécommunications en Amérique centrale (04-42)	C		N	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	
*33. Développement de l'énergie électrique en Amérique centrale (04-431)	A		CP	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	
34. Programme multilatéral à long terme d'interconnexion électrique et projets bilatéraux à court terme (04-432)	A		CP	2	1	9	-	3	1	12	-	3	1	11	-	
35. Harmonisation des tarifs d'électricité (04-433)	A		CP	1	1	9	-	3	-	12	-	3	-	11	-	
36. Normalisation du matériel et de l'équipement électriques (04-434)	A		CP	1	-	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	
37. Sous-Comité centraméricain de l'électrification et des ressources hydrauliques (04-435)	A		N	1	-	2	-	-	-	-	-	1	-	2	-	
38. Ressources hydrauliques (04-441)	A		CP	1	1	12	-	5	1	12	-	5	1	12	-	
39. Evaluation régionale des ressources énerg. (04-442)	B		N	1	1	-	-	3	-	-	-	2	-	-	-	
40. Statistiques pour certaines études particulières (04-51)	A		CP	12	-	-	-	18	-	-	-	18	-	-	-	
41. Coordination statistique régionale (04-52)	B		CP	5	-	-	-	5	-	-	-	5	-	-	-	
D. Services intérieurs			CP	24	-	-	-	24	-	-	-	24	-	-	-	
E. Services administratifs et financiers			CP	24	-	-	-	24	-	-	-	24	-	-	-	
Total				312	13	156 ^{a/}	4	336	14	156 ^{a/}	12	336	16	156 ^{a/}	12	

Note: Le Bureau compte en 1971, 63 postes d'agent des services généraux imputés sur 6 budgets, dont trois postes provisoires approuvés en 1970. Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés comme prévu que si le Bureau dispose de ressources supplémentaires.

Signes: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, Projet nouveau; R, NR: Projet périodique, Projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: postes hors budget.

SERVICE: Division du développement
industriel

PROGRAMME: 05 Développement industriel

Les diverses études d'ensemble et par branche que le secrétariat a effectuées dans le domaine de l'industrie manufacturière ont permis d'identifier les différents problèmes qui ont affecté l'évolution, la structure et la rentabilité de l'industrie et d'analyser les orientations de la politique industrielle appliquée dans les différents pays et l'action de cette politique sur ces problèmes.

Malgré les efforts accrus déployés par de nombreux pays de la région pour planifier le développement de leurs secteurs manufacturiers, il ne fait aucun doute que les modalités et l'ampleur de l'industrialisation actuelle sont affectées en premier lieu par les particularités du processus de remplacement des importations, processus de caractère "extensif", limité aux marchés nationaux et dénué de toute spécialisation et de complémentarité avec d'autres économies analogues ou d'autres régions. Cette évolution et certaines orientations de la politique économique ont entraîné un protectionnisme exagéré et arbitraire, qui a faussé la répartition des investissements et de l'emploi entre les diverses branches de l'industrie et entraîné une mauvaise utilisation du capital, en raison d'échelles de production insuffisantes et de l'adoption de mesures visant à encourager l'application intensive du capital. De ce fait, il n'a pas été pleinement tiré parti des possibilités de croissance et d'expansion qu'offraient les innovations techniques et que permettait l'expansion des marchés à la suite du regroupement des pays du continent par région ou sous-région.

Pour résoudre ces problèmes, il importe de définir comme objectif central de la politique industrielle actuelle la nécessité d'accélérer le rythme de la croissance industrielle et de développer l'industrie de la région de manière à en accroître l'efficacité. Il apparaît encore plus nécessaire de donner un nouvel élan aux activités industrielles dans la région si l'on pense d'une part que le taux de croissance du secteur manufacturier est irrégulier et ne semble pas devoir augmenter à long terme, et que d'autre part la production des pays d'Amérique latine représente une part de plus en plus faible de la production mondiale d'articles manufacturés. De plus, le peu d'efficacité de l'industrie, outre les conséquences néfastes de tous ordres qui en résultent pour l'économie des pays de la région, est un facteur qui limite sérieusement la compétitivité de la région.

Ce n'est pas simplement en augmentant la capacité de production que l'on atteindra ces objectifs. Il faudra également modifier la structure et, d'une manière générale, le modèle de l'industrialisation, compte tenu du rôle attribué au développement industriel dans l'économie.

(Industrie)

Cette gamme de problèmes se présente naturellement suivant des combinaisons diverses, selon le stade de développement industriel atteint par les différents pays. D'où la nécessité d'élaborer des politiques industrielles qui tiennent dûment compte de ces réalités, aussi bien en ce qui concerne la définition de leurs objectifs que la mise au point des instruments grâce auxquels on compte les réaliser. Cette situation contraste avec ce qui se produit fréquemment, à savoir que les politiques résultent de l'application d'un ensemble de mesures et d'instruments - de portée très générale ou parfois assez spécifique - qui se sont superposés progressivement sans que les nouveaux instruments s'intègrent harmonieusement dans les mécanismes existants.

Les caractéristiques actuelles de l'industrialisation latino-américaine permettent de définir deux domaines d'action sur lesquels le secrétariat devrait concentrer ses efforts: l'un concerne les problèmes de la production industrielle et l'autre l'orientation des industries vers l'extérieur.

Dans le premier cas, il faudra entreprendre une série d'études orientées vers le relèvement du niveau technique et le développement de la recherche scientifique et technique; l'augmentation de la productivité de la main-d'oeuvre et un meilleur usage du capital disponible; la construction d'usines de taille suffisante, tirant le plus grand parti possible des économies d'échelle, et l'adaptation à cette fin des usines existantes; le renforcement des effectifs de cadres de gestion et une plus grande intégration structurelle des activités industrielles; la mise en place de systèmes appropriés de crédit et de financement industriel; et enfin la diminution des coûts et des prix des articles manufacturés.

En ce qui concerne l'orientation des industries vers les marchés extérieurs, les mesures prises devront viser essentiellement à favoriser l'intégration et à développer les exportations industrielles en dehors de la région pour bénéficier, entre autres, des avantages d'un marché plus vaste et des stimulants nécessaires pour poursuivre le processus de remplacement des importations de façon plus efficace que par le passé.

Il est manifeste que ces études sont essentielles pour la mise en application d'une politique industrielle. Cette politique devra en définitive être intégrée et coordonnée aux objectifs du développement général, étant donné qu'un grand nombre des activités et des mesures n'intéressent pas seulement le secteur industriel et peuvent compromettre le développement d'autres secteurs de l'économie. La réalisation des objectifs spécifiques du développement industriel est donc davantage liée aux buts et objectifs du développement économique général qu'aux mesures qui pourraient être adoptées dans ce secteur même ou au niveau des entreprises. Cela ne signifie pas que l'essor de l'industrie soit une conséquence de la croissance économique et que l'industrie ne joue qu'un rôle passif dans l'économie. Cela veut simplement dire que la signification et le rôle dynamique de cette activité dépendent aussi des décisions prises à cet égard dans le cadre de la politique économique

générale, de la permanence et de la stabilité desdites décisions et, en un mot, d'une connaissance des règles du jeu qui régissent l'activité industrielle.

Cet exposé a permis d'identifier divers éléments dont il faudra tenir compte en formulant la politique générale du développement industriel pour la prochaine décennie qui devra comprendre à la fois des politiques en matière de promotion de l'industrie, de formation technique, de modernisation technologique et de renforcement des effectifs de cadres de gestion en Amérique latine.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

05-0 Economie industrielle

Les études consacrées à cette question porteront tout particulièrement sur l'examen des possibilités de développement industriel pour les pays qui font partie d'un schéma d'intégration et sur l'harmonisation de leurs politiques respectives. On continuera également à analyser et à évaluer les politiques industrielles des différents pays ainsi que le processus de leur industrialisation. Ces activités s'inscriront dans le cadre des travaux que la Division sera appelée à mener à bien durant la deuxième Décennie du développement.

05-1 Recherche technologique

Ce sous-programme vise à analyser le facteur technologique dans l'industrie manufacturière dans son ensemble et dans chaque branche de l'industrie, afin de déterminer les mesures à prendre.

05-2 Industrie sidérurgique

Les principaux aspects examinés dans l'étude de cette branche sont liés aux problèmes relatifs à l'intégration, aux exportations et à la recherche technologique.

05-4 Industries forestières

Ce sous-programme est confié au Groupe consultatif FAO/CEPAL/ONUDI des industries forestières pour l'Amérique latine. Les travaux de ce Groupe font suite aux demandes de services consultatifs reçues des gouvernements.

05-5 Industries chimiques

On cherche à mieux connaître la situation régionale en ce qui concerne les divers sous-secteurs et les productions, en particulier pour ce qui est de l'intégration, des exportations et des mesures propres à développer ces industries. Dans le cadre de ce sous-programme, la Division fournira également les services d'un conseiller régional.

(Industrie)

05-6 Industries métallurgiques et mécaniques

On poursuivra les travaux dans ce secteur afin d'acquérir une meilleure connaissance de la situation régionale en ce qui concerne les divers sous-secteurs et productions. L'étude sur l'industrie automobile est entrée dans sa dernière phase. On envisage d'effectuer d'autres études sur d'autres branches de l'industrie mécanique, notamment dans les pays du Groupe andin. On examinera également les problèmes relatifs à l'intégration, aux exportations et aux politiques suivies en la matière. Ce sous-programme comprend également les services d'un conseiller régional.

05-7 Exportations d'articles manufacturés

Ce sous-programme s'inscrit dans le cadre du Programme de promotion des exportations auquel participent plusieurs divisions de la CEPAL. La Division du développement industriel est pour sa part chargée d'examiner les aspects relatifs à l'offre d'articles manufacturés et de produits semi-finis, notamment d'identifier les industries d'exportation, d'étudier les moyens d'améliorer et de restructurer l'industrie existante en vue de l'exportation et d'évaluer les politiques les mieux adaptées à ces objectifs. Les travaux sont destinés aussi bien à des pays particuliers qu'à des groupes de pays et la Division fournira à cette fin les services d'un conseiller régional. Ce sous-programme comprend également les activités liées aux cours de formation et aux séminaires organisés dans le cadre du programme de promotion des exportations.

05-8 Etudes spéciales

Ce sous-programme a pour but d'examiner les aspects macroéconomiques de la croissance industrielle et d'effectuer des recherches sur les problèmes concernant les prix, les coûts et la compétitivité des articles manufacturés produits par les divers pays latino-américains. Ces travaux s'inscriront dans le cadre des activités d'évaluation du processus du développement industriel durant la deuxième Décennie du développement.

05-9 Industries des biens de consommation

Les travaux porteront essentiellement sur les industries alimentaires et les recherches seront principalement orientées vers l'amélioration des conditions d'exploitation des industries existantes, vers la fabrication de produits de meilleure qualité et moins chers et vers la création de nouvelles lignes de production.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973 21/

(Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés au cours de la période indiquée que si les crédits demandés sont approuvés et si les postes vacants sont pourvus.)

Analyse comparée des politiques industrielles appliquées dans les pays latino-américains (05-01)

Cette étude a pour but d'examiner et d'évaluer les politiques industrielles et leur application dans les différents pays d'Amérique latine. On compte ainsi déterminer dans quelle mesure ces politiques permettent aux pays en question de résoudre efficacement les problèmes du développement industriel et recueillir des éléments permettant d'ébaucher un certain nombre de solutions possibles dans le domaine de la politique industrielle, dans le cadre des activités prévues pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

On analysera notamment dans cette étude les effets qu'aurait l'évolution future de leurs exportations d'articles manufacturés sur le développement industriel de certains pays, à partir d'un certain nombre d'hypothèses.

Mise en route: 1969	Autorisation: CEPAL 245, 253 et
Achèvement: 1971	254 (XI)
	Priorité: élevée

Politique et stratégie de développement industriel en Amérique latine (05-03) (projet nouveau)

Sur la base de diverses études déjà terminées ou en préparation, tant au niveau global (05-1) que sectoriel, on examinera diverses formules que les différents pays pourraient adopter en matière de stratégie industrielle, à titre individuel ou dans le cadre de programmes d'intégration.

Mise en route: milieu de 1970	Autorisation: CEPAL 289 (XIII)
Achèvement: activité permanente	Priorité: élevée

Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne (05-11)

Cette étude sur le transfert des connaissances techniques par voie d'accord entre entreprises entre dans sa dernière phase. Elle est effectuée avec la collaboration de la BID et de la Division des finances publiques et des institutions financières du Siège.

Mise en route: 1969	Autorisation: CEPAL 200 (IX), 203 (IX)
	245 (XI) et 289 (XIII)
Achèvement: 1971	Priorité: élevée

21/ D'autres projets intéressant l'industrie figurent au programme de travail des bureaux des Antilles et de Mexico.

(Industrie)

L'industrie des aciers spéciaux dans les pays du Groupe andin (05-22)
(projet nouveau)

Le développement prévu des industries métallurgiques et mécaniques dans les pays du Groupe andin ouvre de vastes possibilités de production d'aciers spéciaux dans la sous-région. Le secrétariat a ainsi été amené à élaborer un projet dans ce domaine, dans le cadre de ses activités touchant le développement de l'industrie sidérurgique en Amérique latine. Des consultations ont actuellement lieu avec l'ONUDI pour une participation commune à ce projet.

Mise en route: 1971

Autorisation: CEPAL 289 (XIII)

Achèvement: 1972

Priorité: élevée

Etude préliminaire sur l'utilisation du bois pour la construction de logements et dans l'industrie du bâtiment en général en Amérique latine (05-47) (projet nouveau)

La première réunion consultative sur l'utilisation du bois pour la construction de logements et dans l'industrie du bâtiment en général aura lieu à Vancouver du 5 au 16 juillet 1971.

Le Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI sera pour sa part chargé d'effectuer une étude régionale sur l'utilisation actuelle des produits du bois dans ce secteur. On s'efforcera, pour chaque pays d'Amérique latine, d'analyser la situation et de formuler des orientations générales pour l'action à entreprendre, notamment en ce qui concerne les logements bon marché. Jusqu'à présent, les travaux ont porté sur la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Equateur, le Mexique, le Panama, les pays d'Amérique centrale et le Venezuela.

Mise en route: 1969

Autorisation: CEPAL 281 (XII)

Achèvement: milieu de 1971

Priorité: moyenne

Services consultatifs pour l'exécution de programmes de développement de l'industrie chimique (05-51)

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 162 (VIII)

Achèvement: à mesure que prendront
fin les différentes
activités

Priorité: élevée

L'industrie des plastiques en Amérique latine (05-54) (projet nouveau)

Mise en route: 1971

Autorisation: CEPAL 162 (VIII)

Achèvement: 1972

Priorité: élevée

Services consultatifs pour les industries mécaniques (05-61)

Mise en route:	activité permanente	Autorisation:	CEPAL 249 (XI)
Achèvement:	à mesure que prendront fin les différentes activités	Priorité:	élevée

Perspectives et modalités d'intégration régionale de l'industrie automobile en Amérique latine (05-62) (nouveau projet)

Cette étude, qui est effectuée conjointement avec la BID et en collaboration avec l'ONUDI, entre dans sa dernière phase. On y analyse les possibilités d'intégration et de complémentarité du secteur de l'industrie automobile dans certains pays et selon certains schémas d'intégration actuels.

Mise en route:	1968	Autorisation:	CEPAL 249 (XI)
Achèvement:	milieu de 1971	Priorité:	élevée

Groupe d'experts chargé d'examiner les critères qui président à la création d'industries d'exportation, 1972 (B) (05-71) (projet nouveau) 22/

Cette réunion serait financée par la CEPAL si les crédits demandés sont approuvés. Elle durerait deux semaines et réunirait 16 participants.

Mise en route:	fin 1971	Autorisation:	CEPAL 291 (XIII)
Achèvement:	milieu de 1972	Priorité:	élevée

22/ Voir également le programme de promotion des exportations.

(Industrie)

Aspects macroéconomiques de la croissance industrielle (05-81) 23/

On présentera un certain nombre de séries macroéconomiques sur le secteur industriel des différents pays de la région, ainsi que des statistiques concernant le produit brut, la structure de la production industrielle, l'emploi, l'importance des installations et la productivité de la main-d'oeuvre; on préparera différents tableaux indiquant les modifications de structure du secteur de l'industrie manufacturière, en fonction de variables telles que la taille du marché, la population, et la répartition du revenu.

Conjointement à ces activités, on élaborera un schéma méthodologique qui permette d'évaluer le processus du développement industriel compte tenu des objectifs de la deuxième Décennie du développement. Des consultations ont actuellement lieu avec l'ONUDI afin de coordonner et de définir les tâches qui requièrent une participation commune.

Mise en route: en cours	Autorisation: CEPAL 245 (XI)
Achèvement: début de 1971 (première phase)	Priorité: élevée

Les industries alimentaires dans les pays du Groupe andin (05-91)

La Division vient de commencer ses travaux dans ce domaine. Elle collabore pour cela avec la FAO et le principal objectif de ce projet est de faire un diagnostic de la situation dans le secteur des industries alimentaires, d'identifier les projets concernant la création de nouvelles industries, de déterminer les possibilités de développement à l'intérieur de la sous-région et de définir les politiques les plus appropriées. On a demandé à l'ONUDI de participer à ce projet et qu'un groupe commun soit constitué pour étudier et promouvoir le développement des industries alimentaires en Amérique latine.

Mise en route: 1971	Autorisation: CEPAL 281 (XIII)
Achèvement: 1972	Priorité: élevée

Projets achevés, 1969-1970

Possibilités de l'industrie sidérurgique dans les pays relativement peu développés.

- I. Amérique centrale (projet 05-21)
- II. Bolivie et Paraguay (projet 05-21)
- III. Equateur (projet 05-21)

23/ Voir également les projets 00-87 "Le problème du chômage et le développement économique et social des Antilles", 01-27 "Utilisation de la main-d'oeuvre dans la région des Antilles" (Bureau des Antilles); 01-41 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des affaires sociales); 06-2 "Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique" et 04-092 "La situation de l'emploi en Amérique centrale" (Bureau de Mexico).

Situation actuelle de la recherche technologique dans l'industrie sidérurgique (projet 05-13)

Réunion régionale sur le développement des industries forestières et sur l'industrie de la cellulose et du papier en Amérique latine (05-49)

Les industries chimiques en Amérique latine et leur évolution entre 1959 et 1967 (projet 05-52)

L'industrie chimique: possibilités de développement dans la région de la CARIFTA (projet 05-55)

L'industrie pétrochimique de base en Amérique latine (projet 05-54)

Travaux préparatoires pour l'étude des problèmes du développement dans la sous-région andine (sous-programme 5-0)

Evolution des perspectives de développement de l'industrie du papier journal en Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-41)

Production, consommation et commerce mondial de pâte à papier et de papier, en particulier en Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-42)

Evolution de l'utilisation du papier d'emballage en Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (Projet 05-43)

Développement de l'industrie des sciages en Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-44)

Développement de l'industrie des panneaux à base de bois en Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-45)

Possibilités d'exporter outre-mer certains produits forestiers d'Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-46)

Etude préliminaire sur l'utilisation du bois pour la construction de logements et dans l'industrie du bâtiment en général en Amérique latine (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-47)

Etude sur l'industrie du papier et de la cellulose dans les pays membres de la CARIFTA (Groupe consultatif CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-48)

Rapport sur les travaux et recommandations de la Réunion régionale sur le développement des industries forestières et sur l'industrie de la cellulose et du papier en Amérique latine (Groupe CEPAL/FAO/ONUDI) (projet 05-49)

Rapport sur l'industrie du papier journal en Amérique latine (projet 05-41)

La politique industrielle de l'Amérique latine (projet 05-03)

(Industrie)

Projets suspendus, différés, supprimés ou regroupés, 1969-1970

Inventaire des connaissances techniques dans certains secteurs industriels
(05-12)

Fibres synthétiques (05-53)

Métaux non ferreux (05-3)

Analyse de systèmes et de mécanismes de planification industrielle en
Amérique latine (05-02)

Etudes du coût et de la productivité de la main-d'oeuvre (en collaboration
avec l'OIT) (05-82)

CEPAL: DIVISION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
05-0 Economie industrielle Analyse comparée des politiques industrielles appliquées dans les pays latino-américains (05-01) *Politique et stratégie de développement indus- triel en Amérique latine (05-03)	A	NR	CP	34				41				41			
05-1 Recherche technologique Le transfert de connaissances techniques dans l'industrie brésilienne (05-11)	A	NR	N	8		12		12		12		12		12	
05-2 Industrie sidérurgique L'industrie des aciers spéciaux dans les pays du groupe andin (05-22)	A	NR	CP	12				12				12			
05-4 Industries forestières Etude préliminaire sur l'utilisation du bois pour la construction de logements et dans l'in- dustrie du bâtiment en général en Amérique latine (05-47)	A	NR	N	12		12		12		12		12		12	
05-5 Industries chimiques Services consultatifs pour l'exécution de programmes de développement de l'industrie chimique (05-51) L'industrie des plastiques en Amérique latine (05-54)	B	NR	N	12		12		12		12		12		12	
05-6 Industries métallurgiques et mécaniques Services consultatifs pour les industries mécaniques (05-61) Perspectives et modalités d'intégration régio- nale de l'industrie automobile en Amérique latine (05-62)	A	R	CP	12		12		12		12		12		12	
05-7 Exportations d'articles manufacturés Groupe d'experts chargé d'examiner les critères qui président à la création d'industries d'ex- portation, 1972 (B) (05-71)	A	NR	N	12		12		12		12		12		12	
05-8 Etudes spéciales Aspects macroéconomiques de la croissance industrielle (05-81) Evaluation du processus du développement indus- triel durant la deuxième Décennie du développement	A	NR	CP	6		12		6		12		6		12	
05-9 Industrie des biens de consommation Les industries alimentaires dans les pays du Groupe andin (05-91) Activités d'administration, d'appui et de coopération technique	A	NR	N	-a/				-a/				-a/			
	A	NR	CP	18				18				18			
	A	NR	N	11				12				12			
	A	NR	CP	7				7				7			
<u>Total</u>				<u>132</u>		<u>60 b/</u>		<u>144</u>		<u>60 b/</u>		<u>144</u>		<u>60 b/</u>	

Note: La Division compte, en 1971, 13 postes d'agent des services généraux imputés sur le budget. Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés sous la forme prévue que si la Division dispose de ressources supplémentaires.

a/ Le Coordonateur du Programme de promotion des exportations, affecté au Cabinet du Secrétaire exécutif s'occupe de ce projet, ainsi que d'autres projets relatifs à la promotion des exportations (voir le programme de la Division de la politique commerciale).

Abréviations: A, B, C: priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: projet continué, projet nouveau; R, NR: projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: extra-budgétaires.

SERVICE: Division mixte
CEPAL/FAO de l'agriculture

PROGRAMME: 06 Développement de
l'agriculture

L'évolution de l'agriculture latino-américaine a présenté dans le passé récent des caractéristiques contradictoires. D'une part, la production végétale, qui représente à peu près les trois quarts du total de la production agricole, a connu une augmentation assez marquée au cours de la période 1955-1965, ce qui a permis de répondre à une demande intérieure en pleine croissance et de faire face aux besoins d'une demande extérieure en expansion. Si les importations extra-régionales de produits végétaux ont continué à croître à un rythme accéléré, elles ne constituent qu'une fraction relativement minime de l'offre totale de ces produits. En revanche, la production de bétail a augmenté à un taux à peine comparable à celui de l'accroissement de la population, ce qui explique que la consommation par habitant de produits animaux, qui était déjà peu élevée du point de vue nutritionnel, n'a connu aucune amélioration au cours de la période considérée.

Malgré la lenteur avec laquelle se développe le secteur de l'élevage - phénomène qu'on retrouve dans presque tous les pays - il pourrait sembler que la production agricole régionale soit en train de montrer dans l'ensemble des indices de croissance relativement favorables bien qu'il y ait des différences d'un pays à l'autre. Néanmoins, si on examine d'autres indicateurs de type socio-économique, on découvre que les tendances du secteur agricole général n'ont pas été aussi satisfaisantes. En premier lieu, il faut observer que l'amélioration de la consommation moyenne par habitant, qui est d'environ 1 pour cent par an, se fait à un rythme relativement lent et qu'il subsiste des secteurs importants de la population qui souffrent de sous-alimentation ou la malnutrition.

Mis à part les facteurs liés au milieu et à la culture, ce phénomène se trouve étroitement associé à l'inégalité des niveaux de revenu à l'intérieur du secteur agricole même. Il est probable que plusieurs millions de familles rurales ont un revenu annuel par habitant extrêmement faible, d'un niveau qui leur permettent à peine de subsister, alors qu'un petit groupe retire une proportion extraordinairement élevée du produit du secteur. Cette énorme disparité des revenus oblige un très grand nombre de personnes à vivre dans une situation économique extrêmement précaire. L'apparition au cours d'années récentes d'un nouveau type d'entreprise agricole commerciale, qui applique les techniques les plus modernes et atteint des niveaux élevés de productivité, a probablement provoqué une accentuation du processus de concentration des revenus agricoles. Sans doute l'augmentation moyenne de la productivité de la population active a-t-elle été due à la conjonction des taux de croissance considérables qu'obtiennent des groupes relativement réduits d'agriculteurs modernes, et des taux nuls ou même négatifs que connaît la grande majorité. Même si les bénéfices provenant de l'augmentation de la productivité dans les entreprises modernes étaient distribués équitablement aux salariés qui travaillent dans ces entreprises, chose qui n'est pas sûre, l'augmentation des salaires réels n'aurait même pas touché une fraction minime de la population active rurale.

Si l'on fait la part de l'augmentation de la productivité de chacun des groupes d'ouvriers et de salariés agricoles, on peut constater que le phénomène du chômage, tant aigu que larvé, tend à s'aggraver dans les diverses zones rurales de la région. Malgré le taux élevé des migrations des campagnes vers les villes qu'on enregistre en Amérique latine, si ce déplacement représente à peu près la moitié de l'augmentation naturelle de la population rurale, en termes absolus la migration atteint un chiffre de près d'un million et demi de personnes par an. Du fait des limitations imposées par le régime foncier actuel, la structure de la demande des produits agricoles et sa faible croissance, ainsi que la concentration progressive de la productivité indiquée plus haut, seule une fraction relativement faible de ces nouveaux contingents de la population active agricole trouve un travail permanent à des niveaux de revenus convenables. D'après certaines études effectuées récemment, 30 pour cent de la population économique active du secteur s'emploie à des activités de très faible productivité.

La mécanisation des travaux agricoles, qui dans certains pays a pris un grand essor au cours des dernières années, a contribué à aggraver le phénomène susmentionné. Les entreprises plus grandes, qui disposent d'un capital plus important et d'un niveau de revenus globaux plus élevés, ont fait appel de façon croissante à l'emploi de matériel mécanique, appuyé plus ou moins, selon les pays, par des politiques visant à faire baisser le prix de ces machines et de ces équipements et les mettre davantage à la portée des agriculteurs.

La différence des conditions de vie dans les campagnes et dans les villes a été l'une des causes principales de l'exode rural massif vers les villes qui a eu lieu dans les régions au cours des dernières décennies, sans compter d'autres facteurs d'attraction également importants; en outre, le développement économique appelle une croissance plus accélérée des activités secondaires que des activités primaires, car c'est dans la mesure où le rapport entre le nombre des producteurs agricoles et des consommateurs urbains diminuera qu'on pourra élever le revenu et le niveau de vie des premiers et diversifier les bases de production nationales. Etant entendu que certains secteurs, ou mieux certaines strates des secteurs non agricoles ont élevé leur productivité plus rapidement que la moyenne, et comme il est probable que dans l'économie urbaine on ait vu se répéter le phénomène de concentration croissante qu'on a déjà analysé pour l'économie rurale, le résultat évident est que l'exode signalé n'a été dans beaucoup de cas qu'un déplacement géographique du chômage et du sous-emploi.

A ce jour, les travaux du secrétariat dans le domaine agricole se sont concentrés dans deux grands domaines d'action qui sont étroitement liés l'un à l'autre: i) la stratégie du développement agricole en fonction de diverses hypothèses d'amélioration et de redistribution du revenu et ii) les possibilités de réaliser un meilleur degré de complémentarité entre les économies agricoles des divers pays de la région, en particulier ceux qui font partie de l'Association latino-américaine de libre-échange.

(Agriculture)

Parmi les possibilités d'analyse et de formulation de projets d'action, on a limité les travaux aux aspects présentant un caractère très général. Néanmoins on se propose de distinguer à l'avenir entre l'analyse et les projets relatifs de stratégie au niveau des pays.

Il faut donc rassembler des renseignements qui puissent servir à la stratégie et à la politique agricoles qu'adopteront les pays au cours de la décennie.

Un domaine qui méritera l'attention spéciale du secrétariat dans les années qui viennent est celui qui porte sur les rapports entre la technique et l'emploi en matière d'agriculture. Etant donné la complexité du problème et l'insuffisance de données empiriques sur la nature de ces rapports, il faudra commencer, en collaboration avec les organisations intéressées et, en particulier, la FAO, à effectuer des études directes dans divers pays, en collaborant essentiellement avec des organismes de recherche.

A mesure que les pays progressent dans la définition d'une stratégie politique du développement agricole, l'harmonisation de ces politiques se trouve facilitée au niveau sous-régional et régional. Aussi, pour compléter les travaux indiqués ci-dessus, on poursuivra la préparation d'études sur la production et la consommation de produits déterminés, qui permettront de définir les possibilités de développer le commerce intra-régional de ces produits et d'établir les bases qui serviront à mieux coordonner la production. Ces études contribueront à élargir les connaissances sur les politiques les plus complexes et les plus diverses qui, à l'intérieur de chaque pays, affectent la production, la commercialisation et la consommation des produits en question.

Le cas des produits agricoles qui constituent des matières premières industrielles, comme les fibres ou le tabac, exigeront une attention particulière aux fins d'intégration, puisqu'il faudra concilier des politiques et des intérêts qui pourront parfois être contradictoires.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

06-0 Planification et développement agricole

Ce projet comprend la préparation annuelle des données pour les documents de référence et les études destinées aux conférences régionales de la FAO en Amérique latine et aux sessions de la CEPAL, ainsi que la préparation, selon les besoins, de données sur des problèmes économiques particuliers de l'agriculture. On accorde une attention particulière au rassemblement des renseignements nécessaires pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Environ deux mois seront consacrés chaque année à la collaboration avec l'ILPES, notamment en ce qui concerne la formation dispensée par ce dernier en matière de planification de l'agriculture, les activités de ses missions consultatives et ses travaux de recherche. En outre, la Division collabore avec d'autres programmes de la CEPAL, notamment

celui des pays relativement moins développés, en participant à des missions consultatives envoyées dans ces pays (Bolivie, Equateur, Paraguay).

06-3 Etude sur le développement agricole intégré de l'Amérique latine

Conformément à l'accord conclu entre les secrétariats de la CEPAL et de l'ALALE, une analyse systématique de la production, de la consommation et du commerce des principaux produits agricoles a été entreprise en 1967. On a achevé des rapports sur le blé, le maïs, le riz, le sucre et la viande de boeuf, qui ont été soumis aux gouvernements membres de l'ALALE aux fins d'examen et d'observations. Des études sur le coton, le café, le cacao, les produits laitiers, le tabac et la laine sont en cours. Sur la base de cette analyse et d'autres études de produits, on fera établir un tableau général du commerce intra-régional des produits agricoles, et proposer des mesures propres à développer ce commerce en se fondant sur des critères coordonnés. Ce projet comprend également une assistance directe permanente à l'ALALE par l'intermédiaire des économistes de la FAO détachés à Montevideo. En 1971 et 1972, on fournira aussi une aide à l'Association de libre échange des Antilles ainsi qu'au Traité d'intégration sous-régionale du Groupe andin.

Outre les travaux sur le développement général de l'agriculture en Amérique latine, qui s'effectuent avec la collaboration de l'ILPES, il sera peut-être nécessaire d'étudier les moyens de perfectionner les systèmes de renseignement et de consultation aux fins de faciliter le développement du commerce intra-régional de produits agricoles.

LISTE DE PROJETS, 1971-1973 ^{24/}

Données pour les documents de référence (06-01)

Ce projet consiste à préparer les études qui doivent être publiées dans l'Estudio Económico de América Latina (CEPAL) et dans la Situation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO).

Mise en route: janvier (annuellement) Autorisation: CEPAL 271 (XII) et
281 (XII)

Achèvement: décembre (annuellement) Priorité: élevée

^{24/} Les travaux relatifs à certains projets qui figurent dans le programme de travail précédent seront retardés du fait de l'augmentation imprévue des demandes de coopération présentées par les gouvernements de la région. En ce qui concerne les autres projets agricoles, voir le Bureau de Mexico et le Bureau des Antilles.

(Agriculture)

Stratégie du développement (06-02)

On poursuivra les travaux d'analyse sur divers modèles de développement agricole en Amérique latine. Les hypothèses fondamentales qui figurent dans le document provisoire (E/CN.12/829) présenté à la treizième session de la CEPAL (Lima, avril 1969) seront élargies de façon à présenter des variables supplémentaires relatives à la distribution du revenu, à la technique et à l'emploi. On prépare un nouveau document plus complet sur la stratégie du développement agricole, comme contribution de la FAO et de la CEPAL à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. De même, on applique actuellement le modèle de stratégie agricole dans plusieurs pays.

Mise en route:	1969	Autorisation:	CEPAL 271 (XII), 281 (XII) et 290 (XIII)
Achèvement:	1971	Priorité:	élevée

Production, consommation et commerce des produits laitiers dans les pays de l'ALALE (06-31) 25/

Cette étude a pour objet d'analyser et de recommander des mesures concrètes pour développer le commerce intra-régional de produits agricoles et harmoniser les politiques de production nationale dans les pays de l'Association latino-américaine de libre échange. Le rapport sur le riz, qui avait été initialement inclus dans le présent projet, a déjà été achevé et distribué.

Mise en route:	1969	Autorisation:	CEPAL 265 (XII) et 281 (XIII)
Achèvement:	milieu de 1971	Priorité:	élevée

Production, consommation et commerce du coton, du café, du cacao, du tabac et d'autres produits agricoles dans les pays de l'ALALE (06-32) 26/

Cette étude a pour objet d'analyser et de recommander des mesures concrètes pour développer le commerce intra-régional des produits agricoles et harmoniser les politiques nationales de production dans les pays de l'Association latino-américaine de libre échange. On ne rédigera pas de rapport distinct pour chacun des produits mentionnés; l'analyse correspondante figurera dans un rapport général sur la région.

Mise en route:	1970	Autorisation:	CEPAL 265 (XII) et 281 (XII)
Achèvement:	fin de 1971 <u>27/</u>	Priorité:	élevée

25/ Il a fallu différer ce projet pour faire face aux demandes du Conseil de l'Accord de Carthagène.

26/ Voir aussi le projet 06-34.

27/ Le présent projet, qu'on avait prévu de mettre en route en 1969, n'a pas pu l'être avant 1970.

Services consultatifs en matière d'intégration agricole (06-34)

La Division mixte a détaché à Montevideo un économiste qui conseille directement le Secrétariat de l'ALALE en matière d'intégration agricole. En 1970, ces services ont également été fournis, sans augmentation des effectifs, au Groupe andin. La Section agricole mixte CEPAL/FAC du Bureau de Mexico prête certains services de collaboration au processus d'intégration centraméricain.

Mise en route: activité permanente	Autorisation: CEPAL 251 (XI), 254 (XI)
Achèvement: à mesure que prendront fin les différentes activités	et 290 (XIII) Priorité: moyenne

Projets achevés, 1969-1970

Données pour les documents de référence (06-01) (projet permanent)

Production, consommation et commerce du riz dans les pays de l'ALALE (06-31)

Projets suspendus, différés, supprimés ou regroupés, 1969-1970

Les pays relativement peu développés et l'intégration agricole (06-33)

Ce projet consiste à collaborer au projet 00-71 intitulé "Problèmes économiques des pays relativement peu développés" et confié à la Division de la recherche et du développement économique de la CEPAL. Bien qu'on continue à fournir cette collaboration, le projet lui-même ne figure plus en tant que tel dans le programme de travail.

(Agriculture)

CEPAL: DIVISION MIXTE CAPAL/FAO DE L'AGRICULTURE
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
06-0 Planification et développement agricoles															
Données pour les documents de référence (06-01)	A	R	CP	11				10	11			10	11		10
Stratégie du développement (06-02)	A	R	CP	11				10	11			10	11		10
06-3 Etude sur le développement agricole intégré de l'Amérique latine															
Production, consommation et commerce des produits laitiers dans les pays de l'ALALE (06-31)	A	NR	CP	12				5	12			5	12		5
Production, consommation et commerce du coton, du café, du cacao et du tabac et d'autres produits agricoles dans les pays de l'ALALE (06-32)	A	NR	CP	12				5	12			5	12		5
Services consultatifs en matière d'intégration agricole (06-34)	B	R	CP												
Activités d'administration, d'appui et de coopération technique				2				6	2			6	2		6
<u>Total</u>				<u>48</u>				<u>36^{a/}</u>	<u>48</u>			<u>36^{a/}</u>	<u>48</u>		<u>36^{a/}</u>

Note: La Division compte en 1971 un poste d'agent des Services généraux imputé sur le budget.

a/ Fourni par la FAO; la FAO finance un autre poste à Montevideo dans le cadre du projet 06-34.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

SERVICE: Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie PROGRAMME: 07 Ressources naturelles et énergie

Dans le cadre général de l'étude des ressources naturelles, le secrétariat a entrepris dans le passé des travaux liés aux ressources hydrauliques, à l'énergie et aux ressources minérales. Les éléments du secrétariat chargé de cette question étant peu nombreux et, d'autre part, cette étude exigeant du personnel hautement spécialisé, dans la première étape on se bornera à poursuivre des recherches générales et des activités d'assistance technique et à participer à des groupes consultatifs pour des études sur le développement régional dans ce domaine. Lorsqu'on sera parvenu à augmenter les ressources, on s'efforcera de poursuivre ces tâches plus activement qu'à présent, surtout en ce qui concerne les ressources minières et de prêter plus d'attention aux problèmes et aux stratégies de l'environnement.

La connaissance des ressources en eaux superficielles de la région est généralement insuffisante, situation qui est aggravée par l'irrégularité des précipitations, tant en ce qui concerne leur cycle saisonnier que leur répartition géographique. Les ressources souterraines, qui représentent une part importante de l'eau destinée à la consommation de l'homme, à l'irrigation, à la salubrité et à l'industrie, sont encore moins connues et leur utilisation est peu importante par rapport aux vastes disponibilités que possède sans doute la région dans son ensemble.

D'autre part, la planification de l'utilisation de l'eau en fonction du développement général réalisée dans chaque pays est insuffisante; une politique appropriée fait défaut et les lois portant sur cette question sont généralement inadéquates, étant donné qu'elles ont été conçues pour stimuler les usages individuels et qu'elles ne tiennent compte ni de la réalité socio-économique de la région ni des progrès techniques. D'autre part, les travaux hydrauliques exigent d'importants investissements et les programmes de développement n'ont généralement pas attribué à ce secteur un rang de priorité très élevé.

Dans ces conditions, le secrétariat devra vraisemblablement collaborer avec les autorités pertinentes dans l'étude et l'analyse des possibilités de mise en valeur intégrale des bassins, notamment au moyen de projets multinationaux sans négliger ses travaux de promotion et la collaboration technique en matière de planification avec les organismes nationaux et régionaux qui le demandent.

Pour l'étude de sujets interdisciplinaires tels que le développement régional et local, l'eau sera considérée comme un des éléments de base. De même, on a l'intention d'encourager les recherches météorologiques et hydrologiques, ainsi que les études connexes - cartographie, géologie, sols et couverture végétale - en insistant spécialement sur les recherches portant sur l'utilisation des eaux souterraines dans les zones arides ou semi-arides.

(Ressources naturelles)

La croissance rapide de la consommation d'énergie sous ses formes diverses en Amérique latine se heurte aux investissements élevés qu'exige l'augmentation de la puissance installée et au degré élevé de compétence et de spécialisation que doit avoir le personnel technique affecté à cette branche d'activité. Il faut donc programmer soigneusement les recherches techniques et les travaux à exécuter, en établissant une relation rigoureuse entre les projections de la demande et la planification de l'offre d'énergie sous ses formes diverses et de fixer leur place dans le programme général de développement économique de chaque pays.

Le secteur de l'énergie a reçu pendant la décennie des années 60 une attention particulière de la part des gouvernements. Il y a eu cependant une nette disparité entre ce que l'on considère comme la politique économique générale, qui s'efforce de coordonner le développement des secteurs et l'orientation effective de la politique adoptée dans le domaine de l'énergie. Ainsi, on peut citer des exemples où le coût de l'énergie électrique utilisée pour produire de la chaleur est très élevé faute de coordination entre les prix des diverses formes d'énergie interchangeables et de ressources suffisantes pour l'investissement, celles-ci provenant principalement des recettes correspondant à des tarifs anormalement bas, ce qui a nui à l'augmentation des investissements et à l'accroissement de la production.

Il est facile de déterminer les principaux objectifs à atteindre:

- i) obtenir une offre suffisante d'énergie sous ses diverses formes, pour permettre de réaliser le taux de croissance économique qui sera fixé;
- ii) garantir une stabilité raisonnable de cette offre;
- iii) faire en sorte qu'il soit possible d'assurer cette offre au moindre coût social et que les tarifs des diverses formes d'énergie correspondent aux prix de revient et déterminent ainsi la structure optimale à l'intérieur du secteur.

Pour atteindre ces objectifs, il conviendrait d'élaborer et de recommander des stratégies et des politiques nationales et régionales en vue de développer le secteur en conformité avec le développement économique général, d'encourager l'utilisation optimale des ressources énergétiques, y compris l'exécution des projets d'intérêt multinational, et de créer des groupes de travail pluridisciplinaires chargés d'étudier les possibilités de développement de certaines régions afin de donner des avis sur les politiques à suivre.

Bien que le secteur minier emploie seulement une petite fraction de la main-d'oeuvre et que sa contribution au produit intérieur brut ne dépasse 6 pour cent que dans deux pays d'Amérique latine, son rapport d'environ deux milliards cinq cents millions de dollars à la valeur globale des exportations de la région représente plus de 20 pour cent du total. Pour deux pays andins ce rapport est assez nettement supérieur aux trois quarts du total et pour un autre il en représente la moitié.

D'autre part, bien que le secteur minier de l'Amérique latine constitue déjà une importante source d'approvisionnement en facteurs de production pour l'industrie manufacturière et pour le bâtiment et les travaux publics, il apparaît nécessaire d'intensifier la transformation locale de ses produits. De même, le désir de plusieurs pays de reviser leurs politiques nationales d'utilisation des ressources naturelles - surtout les ressources épuisables - met en relief la nécessité de rénover les lois et les institutions pertinentes. En conséquence, le secrétariat de la CEPAL estime utile de s'occuper également de ces aspects des ressources pendant la deuxième Décennie du Développement.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

07-0 Energie

Le secrétariat établit chaque année des documents sur le secteur de l'énergie (production, commerce et consommation du pétrole et de ses dérivés, du gaz naturel, de l'électricité, de la houille, etc.) pour l'Estudio Económico de América Latina, et tient à jour de façon permanente des séries statistiques destinées à la même étude. Il donne des conseils d'ordre économique aux organismes techniques compétents de divers gouvernements, effectue des recherches spéciales, et encourage l'organisation de séminaires et de réunions pour résoudre les problèmes techniques et économiques liés à l'approvisionnement en énergie. Il continuera de rédiger quelques études économiques portant sur l'électricité et le pétrole pour connaître les modalités de leur évolution et suggérer aux autorités les mesures à prendre.

07-1 Ressources hydrauliques

Ce sous-programme a pour objet d'examiner dans quelle mesure on connaît les ressources disponibles en eau dans chaque bassin et leurs caractéristiques, ainsi que l'utilisation qui doit en être faite pour favoriser le développement économique et social. Outre les aspects techniques, les études portent sur les aspects juridiques et les aspects liés à l'organisation administrative. Toutes les utilisations de l'eau sont comprises (eau potable, irrigation, eau destinée aux industries, houille blanche, élimination des eaux usées, navigation, etc.), ainsi que les aspects négatifs (crues, inondations, contamination et érosion).

07-2 Autres ressources naturelles

Ce sous-programme, qui porte sur les ressources minérales, dispose de moins de ressources que les deux autres sous-programmes. Il consiste essentiellement à rassembler et à analyser des informations sur les réserves, la consommation, la production, le commerce, les prix, les projets et les principaux investissements, etc., aux fins principalement de l'Estudio Económico de América Latina.

(Ressources naturelles)

LISTE DE PROJETS, 1971-1973 28/

Développement de la production d'énergie électrique (07-01)

L'objet de ce projet est d'encourager la planification et l'extension des réseaux électriques dans les pays d'Amérique latine (électrification urbaine, industrielle, rurale), en vue de favoriser le développement économique et social. Les travaux prennent la forme de recherches et d'études spéciales d'assistance technique et de séminaires, de colloques et de voyages d'étude. On prévoit, entre autres possibilités d'action, l'interconnexion de systèmes, l'exécution de projets multinationaux, l'expansion de l'électrification des campagnes, la normalisation des matériels et fournitures, etc.

Mise en route:	permanente	Autorisation:	CEPAL 130 (VI), 163 (VIII), 204 (IX), 290 (XIII)
Achèvement:	à mesure que les diverses activités seront achevées	Priorité:	moyenne

Etude des ressources pétrolières et de leur utilisation en Amérique latine (07-02)

On met la dernière main à cette étude en vue de sa publication. En 1970, de nombreuses séries statistiques ont été mises à jour et les projections de la consommation du pétrole dans divers pays d'Amérique latine ont été révisées. Ce document donnera une idée des principaux faits qui sont survenus dans le domaine complexe de l'économie des hydrocarbures, en ce qui concerne l'exploration, la production, les investissements, le commerce, le raffinage et la consommation du pétrole et du gaz naturel dans les pays d'Amérique latine. Les autorités nationales pourront y trouver des renseignements et quelques principes généraux qui les aideront à choisir des politiques appropriées à chaque cas.

Mise en route:	1966	Autorisation:	CEPAL 239 (X), 290 (XIII)
Achèvement:	fin de 1971 <u>29/</u>	Priorité:	moyenne

28/ En ce qui concerne d'autres projets en la matière, voir le Bureau de Mexico et le Bureau des Antilles.

29/ Les délais fixés pour achever cette étude ont été prolongés d'un an et reportés à 1971 en raison des difficultés à recruter du personnel.

Economie de la consommation d'énergie (07-03)

Cette étude, où l'on examine les utilisations des différentes sources d'énergie par catégorie de consommateurs, essaie de déterminer la répartition globale plus avantageuse pour chaque pays. Elle servira de base à la formulation de politiques coordonnées en matière d'énergie. Les études seraient établies sur la demande des autorités compétentes de chaque pays par des groupes de travail et des experts locaux. L'expérience prouve que dans divers pays la structure de la consommation d'énergie est loin d'être la mieux appropriée et se révèle parfois très inadaptée à la politique économique générale. Ces études aideraient les autorités compétentes à formuler une politique énergétique adaptée à la politique économique et sociale générales et coordonnée avec les autres politiques du même secteur, compte tenu des ressources naturelles elles-mêmes et du coût de leur utilisation.

Mise en route:	dès que l'on trouvera un candidat pour pourvoir le poste vacant	Autorisation:	CEPAL 264 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement:	selon les demandes des gouvernements	Priorité:	élevée

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (07-08)

On poursuivra l'examen de l'évolution des secteurs de l'énergie, des mines et des ressources hydrauliques. On cherchera à identifier les problèmes et à définir les objectifs afin de suggérer des stratégies de développement. L'achèvement de ce projet fournira aux autorités des pays de la région quelques données de caractère général qui les aideront à formuler des politiques dans le domaine des ressources naturelles et de l'énergie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Mise en route:	1969	Autorisation:	CEPAL 204 (IX), 239 (X) et 290 (XIII)
Achèvement:	en 1980, à mesure que les différentes tâches auront été achevées	Priorité:	moyenne

Information de base sur l'économie de l'énergie électrique (07-091)
(projet nouveau)

Le secrétariat tient à jour des statistiques sur l'énergie électrique par pays et par source (puissance installée et production), que l'on publie dans l'Estudio Económico, en même temps que des renseignements sur les principaux travaux (centrales, lignes de transport, etc.) en cours d'exécution et en projet, leurs principales caractéristiques (coûts, sources de financement, etc.). La récapitulation de ces données de base est utile à plusieurs égards, notamment: a) ces données constituent un indice précieux de l'évolution du développement économique et social, non

(Ressources naturelles)

seulement en raison de l'étroite relation entre l'énergie électrique et le développement, mais aussi parce que ce secteur est communément en matière de statistique l'un des domaines sur lesquels on possède le plus de renseignements à jour et détaillés en ce qui concerne la répartition dans l'espace et dans le temps; b) elles constituent pour les autorités compétentes des indications très utiles sur le développement économique à long terme et sur la situation conjoncturelle; c) elles permettent au secrétariat de la Commission d'établir les rapports que lui demandent les gouvernements.

Mise en route: permanente	Autorisation: CEPAL 99 (VI), 163 (VIII), 204 (IX) et 239 (X)
Achèvement: permanent	Priorité: élevée

Ressources hydrauliques du Paraguay (07-12)

Comme tous les rapports de la série sur les ressources hydrauliques de l'Amérique latine, cette étude donnera un aperçu général des ressources en eau du pays, de leur répartition géographique, leurs principales caractéristiques, le rôle qu'elles jouent actuellement dans le développement économique et social et quelques prévisions. On y formulera également des recommandations portant notamment sur des aspects juridiques et institutionnels en vue de renforcer leur apport dans ce sens. Les travaux de recherche directe sont terminés et il convient de passer à l'étape suivante, à savoir mettre au point le rapport définitif.

Mise en route: fin 1970	Autorisation: CEPAL 239 (X) et 290 (XIII)
Achèvement: milieu de 1971 30/	Priorité: élevée

Les ressources hydrauliques d'Amérique latine et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (07-15) (projet nouveau)

Le secrétariat établira un rapport donnant un aperçu global de l'utilisation des ressources en eau de l'Amérique latine, des problèmes que pose l'évolution de cette utilisation et des objectifs que l'on peut fixer pour les années 70, ainsi que de quelques éléments de stratégie permettant de les atteindre. L'objet du projet est de permettre aux autorités nationales de formuler leur politique de développement des ressources en eau (approvisionnement en eau potable et industrielle, énergie hydro-électrique, irrigation, lutte contre la contamination des cours d'eau, etc.) avec plus de facilité. Il permettrait également d'intégrer tout projet

30/ La réalisation de cette étude a six mois de retard par suite des difficultés dans les recrutements du personnel.

d'utilisation de l'eau au développement économique et social, grâce à quoi on pourrait lui accorder la place qu'il mérite dans les travaux de planification nationale et régionale et lui affecter suffisamment tôt des ressources financières.

Mise en route: 1971

Autorisation: CEPAL 239 (I) et 290 (XIII)

Achèvement: 1973

Priorité: élevée

Groupe d'experts sur les ressources hydrauliques de l'Amérique latine et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 1972 (B) (07-16) (projet nouveau)

Ce groupe examinera l'étude dont la préparation est prévue dans le projet antérieur (07-15) et qui sera complétée et amendée par les conclusions obtenues lors de cette réunion. Grâce à cette réunion, les connaissances et les expériences accumulées pendant plusieurs années par le groupe sur les ressources hydrauliques CEPAL/BCT/OMM/OPS/OMS seront échangées avec l'expérience de 10 experts choisis dans les pays de la région.

Mise en route: début de 1972

Autorisation: CEPAL 239 (X) et 290 (XIII)

Achèvement: milieu de 1972

Priorité: élevée

Etude sur les ressources minérales et le secteur minier (07-21)

Des séries statistiques par pays sur la production, les exportations, les réserves, les investissements, les prix, etc., sont tenues à jour pour les principaux minéraux de la région. On examine également dans cette étude les tendances des politiques minières, des marchés internationaux, de l'intégration régionale, des progrès techniques, etc. Dans l'Estudio Económico de América Latina on consacre tous les ans un chapitre à l'examen de l'évolution du secteur minier, en donnant notamment des renseignements sur les principaux projets terminés et en cours avec l'indication de leur portée, de leur localisation, du montant des investissements, du revenu annuel en devises, etc.

L'objet de ce projet est de fournir aux autorités compétentes, sur leur demande, des données et une analyse rapide qui facilitent la formulation de leur politique minière.

Mise en route: permanente

Autorisation: CEPAL 239 (X) et 290 (XIII)

Achèvement: permanent

Priorité: moyenne

Projets achevés, 1969-1970

Ressources hydrauliques de l'Amérique centrale (07-11)

Ressources hydrauliques de l'Uruguay (07-13)

Développement du bassin de Rio de la Plata - Contribution à l'étude de faisabilité sur Puerto Busch, en collaboration avec la BID, d'autres divisions de la CEPAL et l'ILPES (07-14).

(Ressources naturelles)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés, 1969-1970

Programme quinquennal pour le développement des ressources naturelles (07-09)

Ce projet n'a pu être exécuté, le financement prévu ne s'étant pas concrétisé.

CEPAL: PROGRAMME DE RESSOURCES NATURELLES ET ENERGETIQUES
LISTE DE PROJETS ET MOIS DE TRAVAIL PREVUS

Projets	A B C	R/ NR	PC/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
07-0 Energie						9				8		3		8	
Développement de la production d'énergie électrique (07-01)	B	R	CP	4				5				5			
Etude des ressources pétrolières et leur utilisation en Amérique latine (07-02)	A	NR	CP	4											
Economie de la consommation d'énergie (07-03)	A	NR	CP	7				9				9			
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (07-08)	B	R	CP	5	3	11		6	3	11		7	3	11	
Information de base sur l'économie de l'énergie électrique (07-09)	A	R	N	2				2				2			
07-1 Ressources hydrauliques						8				7		3		7	
Ressources hydrauliques du Paraguay (07-12)	A	NR	CP	6		16		2							
Les ressources hydrauliques de l'Amérique latine et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (07-15)	A	NR	N	6		16		4		16		4		32	
Groupe d'experts sur les ressources hydrauliques de l'Amérique latine et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 1972(B) (07-16)	A	NR	N					6		16					
07-2 Autres ressources naturelles															
Etude sur les ressources minérales et le secteur minier (07-21)	B	R	CP	8	3	12		8	3	11		10	3	11	
Activités d'administration, d'appui et de coopération technique				6		3		6		3		17		3	
<u>Total</u>				<u>46^{a/}</u>	<u>6</u>	<u>75</u>		<u>46^{a/}</u>	<u>6</u>	<u>72</u>		<u>60^{a/}</u>	<u>6</u>	<u>72</u>	

Note: Le Programme compte en 1971, six postes d'agents des Services généraux imputés sur le budget.

a/ On dispose également de postes vacants pour les services généraux pour 24 mois de travail.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

SERVICE: Programme relatif aux transports

PROGRAMME: 08 Transports

Parmi les grands problèmes qui se posent dans une stratégie tendant à accélérer le développement économique et social en Amérique latine dans les années 70, ceux des transports occupent une place prépondérante. Il n'est pas d'aspect de cette stratégie qui n'ait un lien plus ou moins direct avec les problèmes ou les objectifs concernant le secteur des transports.

Les gouvernements et les organismes régionaux devront intensifier, au cours des dix années à venir, les efforts qu'ils déploient pour moderniser et étendre les réseaux de transport afin de réaliser les objectifs suivants: 1) le développement accéléré et l'intégration nationale des divers pays, grâce à la construction d'une infrastructure adéquate qui s'étende sur tout le territoire national et soit capable d'en mobiliser toutes les ressources; 2) la création d'une infrastructure de base et d'un réseau régional de transports terrestres, pour favoriser l'intégration économique; et 3) l'expansion et la modernisation, sur la base de critères économiques rationnels, des transports maritimes et aériens de l'Amérique latine afin d'assurer aux pays de la région une participation plus grande dans le transport des produits entrant dans leur commerce extérieur et de promouvoir de nouvelles exportations.

Il convient non seulement de définir et d'appliquer des politiques générales de développement et de coordination des transports, mais aussi d'assurer de façon sûre et continue la réalisation de programmes d'investissement et de modernisation des méthodes d'exploitation intéressant les diverses branches des transports, conformément aux politiques générales de développement et compte tenu notamment du facteur espace. Il faut en outre adopter des mesures propres à rationaliser les services et à réglementer les transports.

Pour ce qui est des transports ferroviaires, divers pays continuent de se heurter aux graves problèmes que représentent d'une part la modernisation de l'infrastructure, du matériel et de l'exploitation et de l'autre la réduction de déficits financiers considérables. Le secrétariat de la CEPAL continuera de collaborer avec l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) dans ce domaine et s'attachera particulièrement à améliorer les systèmes de statistique, de comptabilité et de coûts, car ces instruments sont indispensables pour reconnaître les problèmes qui se posent, formuler des politiques adéquates et évaluer les résultats obtenus.

Malgré les progrès considérables accomplis dans tous les pays en ce qui concerne la construction de routes, il importera, pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie du développement, d'intensifier les efforts en vue d'étendre et d'améliorer les réseaux routiers nationaux. Ces efforts devront tendre à augmenter la longueur des routes revêtues, améliorer et étendre les réseaux de routes secondaires et assurer un entretien meilleur des grandes routes. Etant donné l'importance qu'un

entretien adéquat des routes revêt pour la préservation du capital que ces routes représentent, on se propose d'organiser un séminaire latino-américain pour examiner les techniques de programmation, d'organisation, de financement et de fonctionnement des services d'entretien.

La réalisation, dans les années 70, des grands projets routiers régionaux - actuellement au stade initial d'exécution ou en cours d'examen - compléterait le canevas d'un réseau routier continental, que devrait encore parachever la construction de routes secondaires et de routes de raccordement. L'ampleur des projets régionaux en question et d'autres projets qui pourraient s'avérer nécessaires ultérieurement rend nécessaire d'examiner la mesure dans laquelle le réseau de tronçons régionaux en construction, prévu ou à l'examen, correspondrait dans les années à venir à une infrastructure économique optimale dans un continent intégré. On a entrepris en 1969 une étude sur le développement régional dans la partie orientale de la Bolivie, dans le cadre de l'évaluation d'un projet de construction d'un port (Puerto Busch) sur le Paraguay, que le Gouvernement bolivien exécute actuellement avec l'assistance de la BID. D'autres études régionales interdisciplinaires analogues seront effectuées: elles serviront de base à la planification régionale et permettront aussi de mettre au point des méthodes adéquates pour évaluer des projets de construction de routes en vue de l'intégration du continent. Dans une première étape, les travaux porteront également sur la région andine et les Antilles.

Il est un autre problème de caractère régional qui devra faire l'objet d'une attention particulière au cours de la prochaine décennie: c'est celui des transports ferroviaires régionaux, notamment l'étude et l'application des mesures que les compagnies de chemin de fer et les gouvernements pourraient adopter pour rationaliser l'utilisation des lignes de chemin de fer internationales existantes.

Pour tirer pleinement profit des avantages offerts par les communications terrestres, il sera de plus nécessaire, au cours des 10 prochaines années, d'éliminer les obstacles de caractère structurel, juridique et administratif qui existent encore dans maints pays. Ces obstacles sont une entrave à la rentabilité au fonctionnement des services de transports régionaux et rendent difficile la création d'entreprises ou de consortiums régionaux pour l'exploitation en commun desdits services. La CEPAL a collaboré avec l'ALALE dans le domaine des transports terrestres régionaux, et ces activités se poursuivront dans la mesure où les ressources le permettront.

La promotion des transports fluviaux revêtira une importance particulière pour les régions peu évoluées de certains pays latino-américains. En dépit des possibilités offertes par ce mode de transport, on sait peu de choses quant à sa situation actuelle et aux problèmes qui freinent son développement. Une étude sera entreprise pour définir les domaines précis qui feront l'objet d'examen ultérieurs.

(Transports)

L'importance que les transports maritimes revêtent pour le commerce extérieur de la région est évidente. Néanmoins, la part du tonnage des flottes marchandes latino-américaines dans le tonnage mondial est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était il y a 15 ans. La participation des marines marchandes de la région est particulièrement peu élevée en ce qui concerne les exportations de marchandises de vrac.

Il faudra notamment, au cours des 10 prochaines années, que les pays de la région intensifient leurs efforts pour faire adopter par les conférences maritimes une politique sur le montant et la composition du fret qui réponde réellement aux besoins de l'expansion du commerce extérieur latino-américain, en particulier de la promotion de nouvelles exportations d'articles manufacturés. De même, la CEPAL continuera de fournir des services consultatifs aux conseils de chargeurs qui se sont constitués dans divers pays et désire intensifier les travaux dans ce domaine, dans la mesure où les ressources du secrétariat le permettent. Enfin, la CEPAL continuera de fournir des services consultatifs à la CECLA pour ce qui est des questions maritimes, et de maintenir la collaboration avec la CNUCED.

D'immenses progrès techniques sont actuellement réalisés dans le domaine des transports maritimes grâce à la création de systèmes de transports totalement nouveaux. La politique d'expansion des marines marchandes régionales devrait tenir particulièrement compte de la nécessité d'assimiler ces changements techniques, de même que les modifications prévisibles de la composition du commerce international de la région.

Les découvertes techniques dans le domaine des transports maritimes soulèveront également de graves problèmes de restructuration pour de nombreux ports de la région. Le problème des ports devient plus aigu encore si l'on considère que, malgré les efforts consentis par divers gouvernements en vue d'améliorer la situation dans les ports, les opérations, dans nombre de ports latino-américains, continuent d'être lentes et onéreuses. Le secrétariat compte mettre au point des méthodes qui permettront de quantifier le coût des opérations portuaires et de procéder à une évaluation comparée de la rentabilité des différents ports de la région. De même, le secrétariat désire collaborer avec les autorités portuaires en vue de la mise au point et de la création de systèmes de renseignements statistiques et de renseignements intéressant les coûts. Les progrès techniques sont encore plus considérables dans le domaine des transports aériens. Ils requièrent d'importants capitaux et de vastes marchés, ce qui implique nécessairement une coordination plus étroite des compagnies aériennes existantes. Les efforts devront porter non seulement sur le transport des passagers, mais aussi sur celui des marchandises.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES: 1971-1977

08-0 Situation générale et problèmes relatifs à la politique nationale des transports et à la coordination des transports

En ce qui concerne leur politique nationale des transports et la coordination des transports, les gouvernements de la région continuent à se heurter à des problèmes de plus en plus complexes qui font l'objet de controverses et dont la plupart ne sont toujours pas résolus. Les nouveaux progrès scientifiques et techniques qui risquent d'entraîner à l'avenir des changements profonds de la structure technique et économique du système des transports compliquent encore la situation.

08-1 Transports et intégration régionale

Il s'agit là d'activités touchant l'expansion et l'amélioration des réseaux de transports régionaux et sous-régionaux qui sont indispensables pour l'intégration économique régionale, le développement économique et le commerce.

08-2 Transports maritimes

C'est là un domaine extrêmement important pour la région, étant donné, notamment, que a) sauf, dans certains cas, pour le Mexique, le commerce latino-américain avec le reste du monde se fait par mer; b) s'il est nécessaire de développer de plus en plus les transports terrestres pour faciliter l'intégration régionale et le commerce, la plus grande partie des échanges intrarégionaux continuera aussi pendant longtemps à se faire par mer; c) les flottes marchandes des pays de la région ne représentent qu'une petite proportion, de plus en plus faible, du tonnage mondial et leurs recettes brutes au titre du fret ne représentent que 12 pour cent environ du montant que produit le commerce extérieur de la région, et d) les paiements pour le transport des marchandises sont un des postes les plus déficitaires de la balance des paiements des pays de la région.

08-3 Routes et transports routiers

Les pays de la région ont fait et continuent à faire des efforts considérables pour développer leurs réseaux routiers, et les transports routiers sont devenus le secteur le plus important des transports par terre. Néanmoins, tout récemment, la longueur totale des routes revêtues et des routes carrossables en toute saison de l'Amérique latine ne représentait que 2,2 pour cent et 3,2 pour cent respectivement du réseau routier mondial (à l'exclusion de l'Union soviétique et de la Chine continentale). Une des insuffisances les plus graves du réseau routier latino-américain est le petit nombre des routes internationales.

(Transports)

08-4 Transports ferroviaires

En dépit des efforts faits ces dernières années dans certains pays, les chemins de fer de la région continuent à se heurter à de très graves problèmes: modernisation et réparation des réseaux existants, amélioration de leur exploitation, déficit financier considérable. En outre, le volume du trafic ferroviaire international en Amérique latine est actuellement très faible et les chemins de fer pourraient certainement contribuer bien davantage à l'intégration et au commerce de la région.

Les sous-programmes 08-5 Transports fluviaux, 08-6 Transports aériens et 08-7 Tourisme ont une priorité plus faible.

LISTE DE PROJETS: 1971-1973 ^{31/}

(Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés dans les délais prévus que si le nouveau poste d'administrateur (P.4) demandé pour 1972 est approuvé et pourvu).

* Transports et intégration économique de l'Amérique latine (08-11)

Il s'agit en particulier d'analyser les problèmes que pose l'aménagement progressif d'un réseau régional de transport, en particulier d'un réseau routier, qui serait un facteur essentiel de l'intégration économique régionale, comme les Présidents des Etats américains l'ont souligné dans leur Déclaration (Punta del Este, avril 1967).

Un consultant a entrepris les travaux préliminaires qui s'ensuivent dans le cadre de ce projet et procédera au rassemblement de renseignements concernant la situation actuelle et l'état des routes internationales de la région.

Mise en route: 1970	Autorisation: CEPAL 291 (XIII)
Achèvement: (premier stade) 1971	Priorité: moyenne

Transports et intégration des pays du Groupe andin (premier stade) (08-14) (projet nouveau)

Il s'agit d'un projet non définitif qui ne sera exécuté que si les ressources le permettent. Au cours du premier stade, un manuel des transports sera établi, qui contiendra des renseignements concrets sur les services et les coûts de transport des marchandises qui font ou pourront

^{31/} Pour d'autres projets dans ce domaine, voir le Bureau de Mexico et le Bureau des Antilles.

faire l'objet d'un échange entre les cinq pays membres (dont le Venezuela), et qui serait de quelque utilité au secrétariat du Comité de l'Accord de Carthagène (Groupe andin) et à d'autres organismes qui étudient l'intégration des pays andins et ont besoin de renseignements concernant les transports.

Mise en route: 1971

Autorisation: CEPAL 290 (XIII)

Achèvement: 1972

Priorité: élevée

Transports et intégration des pays du Groupe andin (deuxième stade) (08-15)
(projet nouveau)

Il s'agit d'un projet non définitif qui ne sera exécuté que si les ressources le permettent. Au cours du deuxième stade, on procédera à une étude analytique des problèmes de transport eu égard à l'intégration des pays andins et l'on formulera des recommandations concernant la manière de résoudre ces problèmes. Cette étude sera établie à partir des renseignements qui seront contenus dans le manuel des transports.

Mise en route: fin 1972

Autorisation: CEPAL 290 (XIII)

Achèvement: 1973

Priorité: élevée

Les problèmes de transports maritimes en rapport avec les programmes de travail et les activités respectifs de la CNUCED, de l'OMCI, de la CECLA et de l'ALALE (08-22)

Il s'agit d'une activité régulière qui suppose une coopération avec les secrétariats de la CNUCED, de l'OMCI, de la CECLA et de l'ALALE et avec d'autres organismes pour toutes les parties de leurs programmes de travail respectifs qui concernent la région de la CEPAL.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 289 et 291 (XIII)

Achèvement: activité permanente

Priorité: élevée

Etablissement et fonctionnement d'un mécanisme consultatif, aux échelons national et régional, entre les conseils de chargeurs, les conférences maritimes et les armateurs (08-24)

Conformément à diverses résolutions de la CNUCED et au programme de travail de sa Commission des transports maritimes, la CEPAL encourage l'établissement de conseils de chargeurs dans divers pays de la région. Ces travaux ont un caractère permanent et consistant, notamment, à assurer la liaison avec les conseils de chargeurs, auxquels la CEPAL communique des informations utiles pour leurs activités et des renseignements sur ce que fait la CNUCED dans ce domaine. La CEPAL s'occupera de promouvoir l'établissement de mécanismes de consultation entre les conseils de chargeurs existants et les conférences d'armateurs.

Mise en route: activité permanente

Autorisation: CEPAL 289 (XIII) et
291 (XIII)

Achèvement: activité permanente

Priorité: élevée

(Transports)

Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique latine (08-26) (projet nouveau) 32/

Les innovations techniques dans le domaine des transports maritimes, et notamment l'utilisation croissante de systèmes d'unités de charge et de transporteurs de vrac de plus en plus grands, ont modifié ces dernières années les pratiques et les modalités traditionnelles de transport à destination des pays hautement industrialisés. L'influence de ces innovations commence à se faire sentir en Amérique latine ainsi que dans d'autres régions en voie de développement, mais peu d'études systématiques ont été effectuées sur les effets de cet état de choses sur lesdites régions, notamment en ce qui concerne la qualité des services de transport, le coût total de ces services, la rentabilité des ports et les investissements qu'ils requièrent, l'utilisation et l'expansion des marines marchandes latino-américaines et la part des marchandises latino-américaines transportées à bord de navires battant pavillon de pays latino-américains, les conférences maritimes et la composition du fret, etc. Les différentes innovations techniques se font concurrence dans une certaine mesure, comme l'utilisation de containers et le recours au système LASH (lighter aboard ship). L'étude systématique des coûts et avantages des différents systèmes possibles permettrait aux gouvernements latino-américains d'encourager l'adoption du système ou des systèmes qu'ils jugent les plus adéquats. Le projet envisagé, dont la réalisation dépend de la possibilité de recruter un expert en la matière, portera sur l'examen des questions importantes susmentionnées. Cette étude constitue dans une certaine mesure le corollaire naturel de l'étude sur les frets maritimes qui a été effectuée et compléterait ainsi le projet relatif aux transports et à l'intégration des pays du Groupe andin (08-14).

Mise en route: 1971

Autorisation: CEPAL 290 et 291 (XIII)

Achèvement: 1972 (premier stade)

Priorité: élevée

Transports routiers nationaux et internationaux (0-31)

Il s'agit là d'une activité permanente à laquelle collabore l'Asociación Latinoamericana del Transporte Automotor por Carreteras. Une étude préliminaire entreprise à ce titre traite des règlements juridiques et administratifs qui régissent les transports commerciaux de voyageurs et

32/ Voir également les projets 00-22 "Assimilation du progrès technique" (Division de la recherche et du développement économique); 05-1 "Les techniques au Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro); 05-3 "L'évolution des techniques au Mexique"; 04-094 "L'évolution technologique en Amérique centrale: progrès et obstacles"; 04-24 "Identification de nouveaux projets industriels et des besoins de recherche technique" (Bureau de Mexico); 05-11 "Le transfert des connaissances techniques dans l'industrie brésilienne" (Division du développement industriel).

de marchandises par la route dans certains pays latino-américains, de la situation économique du secteur des transports routiers et de ses problèmes dans divers pays et des moyens de développer et de faciliter les transports routiers internationaux entre les pays d'Amérique latine.

Mise en route: 1968	Autorisation: CEPAL 290 et 291 (XIII)
Achèvement: activité permanente	Priorité: élevée

Préparation et application d'une convention régionale sur les transports terrestres dans les pays de l'ALALE; aspects relatifs au transport automobile (08-32)

En coopération étroite avec l'ALALE, la CEPAL a établi un avant-projet de convention qui a été examiné à une réunion du Comité des transports de l'ALALE, en août 1968. A cette réunion, le secrétariat de la CEPAL a présenté un document sur les règlements qui régissent les transports routiers dans un certain nombre de pays. Etant donné la diversité des problèmes qui se posent, les travaux s'inscrivant dans le cadre de ce projet devront se poursuivre pendant plusieurs années encore.

Mise en route:	activité permanente	Autorisation:	CEPAL 222 (X); 291 (XIII)
Achèvement:	à mesure que les	Priorité:	élevée
	diverses activités		
	seront achevées		

Collaboration avec l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) et le Comité de statistiques, de comptabilité et des coûts des compagnies ferroviaires (08-42)

Il s'agit d'une activité permanente qui a été inaugurée avec le séminaire organisé sur ce thème en 1968. L'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) a créé un comité permanent chargé de continuer d'améliorer les systèmes de renseignements sur les chemins de fer en Amérique latine et auquel la CEPAL par l'entremise de son programme des transports fournira des services consultatifs.

Mise en route: 1968	Autorisation: CEPAL 254 (XI) et 290 (XIII)
Achèvement: activité permanente	Priorité: moyenne

Projets achevés: 1968-1970

Les problèmes de transport des pays relativement peu développés (08-12)

Problèmes de transport que pose l'aménagement intégré du bassin du Rio de la Plata (08-13)

(Transports)

Chemins de fer internationaux et lignes de raccordement en Amérique latine (08-41)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés: 1969-1970

Coûts et rentabilité des ports en Amérique latine (08-23). Il a été en partie groupé avec les projets 08-26 et 08-14.

Le fret maritime et la promotion et la diversification des exportations (08-25). Ce projet a été en partie groupé avec les projets 08-26 et 08-14.

Etude générale sur les transports fluviaux en Amérique latine (08-51). Ce projet a été différé faute de ressources.

CEPAL: PROGRAMME RELATIF AUX TRANSPORTS
 LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
00-0 Situation générale et problèmes relatifs à la politique nationale des transports et à la coordination des transports						12				12				12	
08-1 Transports et intégration régionale				4				4				9			
*Transports et intégration économique de l'Amérique latine (08-11)	B	NR	CP	2				2				7			
Transports et intégration des pays du Groupe andin (1er stade) (projet nouveau) (08-14)	A	NR	N	18				-				-			
Transports et intégration des pays du Groupe andin (2ème stade) (Projet nouveau) (08-15)	A	NR	N					14				5			
08-2 Transports maritimes															
Les problèmes de transports maritimes en rapport avec les programmes de travail et les activités respectifs de la CNUCED, de l'OMCI, de la CECLA et de l'ALALE (08-22)	A	R	CP	3				3				3			
Etablissement et fonctionnement d'un mécanisme consultatif, aux échelons national et régional, entre les conseils de chargeurs, les conférences maritimes et les armateurs (08-24)	A	R	CP	2				2				8			
*Les conséquences des innovations techniques dans les transports maritimes en Amérique latine (projet nouveau) (08-26)	A	NR	N					16				12			
08-3 Routes et transports routiers															
Transports routiers nationaux et internationaux (08-31)	B	R	CP	1				3				10			
Préparation et application d'une convention régionale sur les transports terrestres dans les pays de l'ALALE; aspects relatifs au transport automobile (08-32)	B	NR	CP	1				1				1			
08-4 Transports ferroviaires															

.../...

(Transports)

CEPAL: PROGRAMME RELATIF (conclusion)

Projets	A B C	R/ NR	PC/ N	1971			XB	1972			XB	1973			XB
				BUDGET ORDINAIRE				BUDGET ORDINAIRE				BUDGET ORDINAIRE			
				P	C	RA	P	P	C	RA	P	P	C	RA	P
Collaboration avec l'ALAF et le Comité chargé de statistique, de comptabilité et des coûts des compagnies ferroviaires (08-42)	B	R	CP	2				2				2			
08-5 Transports fluviaux)															
08-6 Transports aériens)				1				1				6			
08-7 Tourisme)															
Activités d'administration, d'appui et de coopération technique				8				8				9			
<u>Total</u>				<u>48</u>		<u>12</u>		<u>60</u>		<u>12</u>		<u>72</u>		<u>12</u>	

Note: Le programme relatif aux transports compte en 1971 trois postes d'agents des Services généraux imputés sur le budget. Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés sous la forme prévue que si le Programme dispose de ressources supplémentaires.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

SERVICE: Division de statistique

PROGRAMME: 09 Statistique

Ce programme comporte la collecte, l'analyse et la présentation de statistiques pour l'usage du secrétariat de la CEPAL et aux fins de la communication de renseignements sur les affaires économiques et sociales en général. Dans le cadre du programme général du Bureau de statistique de l'ONU, on s'attache à promouvoir le développement des statistiques nationales et l'amélioration de la comparabilité internationale. La Division participe au programme régional d'assistance technique. La liaison est maintenue avec les activités régionales des institutions spécialisées et avec l'Institut interaméricain de statistique.

Le programme de base de la Division de statistique porte sur les domaines suivants: statistiques du commerce extérieur, comptes nationaux, statistiques industrielles et commerciales et statistiques démographiques et sociales.

Les objectifs de base sont restés les mêmes, mais les activités s'étendront aux statistiques des transports, aux statistiques monétaires et financières (y compris les balances de paiements), aux statistiques du travail et à l'utilisation d'ordinateurs qui seront installés à la CEPAL si l'on dispose de ressources nécessaires. Il faudra s'attacher particulièrement à l'élaboration d'un programme de statistique de base dans divers pays, ce qui facilitera l'application et le contrôle d'un plan général de développement économique et social, compte tenu en particulier des besoins de la deuxième Décennie du développement.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

09-1 Séries statistiques

Ces séries couvrent tous les principaux champs d'activité, c'est-à-dire la démographie et les questions sociales, les comptes nationaux, le commerce extérieur, l'industrie extractive, l'industrie manufacturière, le bâtiment et les travaux publics et l'électricité, l'agriculture et l'élevage, les transports, la main-d'oeuvre et les prix. Une liaison étroite est assurée avec le Bureau de statistique de l'ONU, les institutions spécialisées et les gouvernements.

09-2 Services consultatifs régionaux en matière de statistiques

Sur la demande des pays membres, la CEPAL fournit des services consultatifs en matière de statistiques. Elle dispose à cette fin de conseillers régionaux détachés à la CEPAL au titre du programme régional du Bureau de la coopération technique de l'ONU. Le personnel du Secrétariat participe aussi à cette activité, soit par correspondance, soit sur le terrain si les ressources le permettent.

(Statistique)

09-3 Réunions et séminaires

L'organisation de ces réunions dépend de l'allocation des fonds nécessaires par le Bureau de la coopération technique. Le Secrétariat établit des documents spécialisés pour chaque réunion. Les réunions indiquées plus bas peuvent être remplacées par d'autres, suivant les besoins du programme mondial. Toutes les réunions sont organisées en coopération étroite avec le Bureau de statistique de l'ONU.

09-4 Développement des statistiques en Amérique latine

Etant donné la nécessité d'améliorer qualitativement et quantitativement les statistiques et les exigences liées à la deuxième Décennie du développement, la CEPAL envisage de contribuer à la formulation d'un plan de développement des statistiques pour la région. Ce programme comprend les programmes antérieurs: programme minimum de statistiques de base et systèmes de correspondants statistiques.

09-5 Etude de sujets statistiques particuliers

Ce programme comprend divers sujets détaillés qui sont énumérés dans la liste de projets.

LISTE DE PROJETS, 1971-1973

Boletín Estadístico de América Latina, Vol. VIII, Nos 1 et 2 (1971);
Vol. IX, Nos 1 et 2 (1972) et Vol. X, Nos 1 et 2 (1973) (09-11)

Les séries publiées dans le Boletín Estadístico sont établies à l'intention du secrétariat. Ce bulletin présente régulièrement des séries de statistiques de base et une section spéciale consacrée au commerce extérieur ou aux comptes nationaux. L'objectif de cette publication est de donner des renseignements statistiques sur l'Amérique latine et de les mettre à la disposition des gouvernements et d'autres utilisateurs.

Mise en route: activité annuelle	Autorisation: CEPAL 48 (V) et 78 (V)
Achèvement: activité annuelle	Priorité: élevée

Séries statistiques pour l'Estudio Económico de América Latina (09-12)

Cette section du programme de travail ordinaire de la Division de statistique comprend la préparation d'estimations préliminaires pour l'année en cours.

Mise en route: activité permanente	Autorisation: CEPAL 44 (V) 64 (V) et 79 (VI)
Achèvement: première étape:	Priorité: élevée
31 décembre de chaque année;	
deuxième étape:	
31 mars de chaque année	

Séries statistiques pour les études spéciales d'autres divisions (09-13)

Il s'agit d'une activité courante de la Division de statistique. Les demandes sont formulées à intervalles réguliers et il y est donné suite dans la mesure où les ressources le permettent.

Mise en route:	activité permanente	Autorisation:	CEPAL 44 (V)
Achèvement:	à mesure que prendront fin les différentes activités	Priorité:	élevée

Conseillers statistiques régionaux (09-21)

L'objet de ce projet est de contribuer à améliorer l'organisation des statistiques dans les pays membres. En 1971 la Division compte avec un poste de conseiller pour les enquêtes par sondage; de même, les pays d'Amérique latine peuvent utiliser les services d'un conseiller interrégional en matière de recensement de la population et de l'habitation et de statistiques de l'état civil et un conseiller interrégional en matière de méthodologie des ordinateurs et de traitement électronique des données.

Mise en route: activité permanente	Autorisation: CEPAL 154 (VIII) et 196 (IX)
Achèvement: à mesure que les missions prendront fin	Priorité: élevée

Services statistiques consultatifs fournis par le secrétariat (09-22)

L'objet de ce projet est de contribuer au perfectionnement de l'organisation des services de statistique et de la production de statistiques dans les pays membres.

En tant que partie permanente du travail du secrétariat, des conseils par correspondance sont donnés à divers pays sur des questions particulières. Si les ressources le permettent, on envoie des missions auprès des gouvernements sur leur demande. Ce projet comprend également les activités liées au programme par pays du PNUD (Assistance technique). Afin de répondre à la demande accrue de statistiques qui est escomptée pour la deuxième Décennie de développement, la CEPAL se propose d'élargir ses activités dans certains pays et de recommander des mesures propres à améliorer la situation en matière de statistiques.

Mise en route: mai 1969	Autorisation: CEPAL 154 (VIII), 196 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement: à la fin des travaux dans chaque pays	Priorité: élevée

(Statistique)

Groupe spécial d'experts en matière de répartition du revenu, 1972 (B)
(09-33) 33/

Ce groupe, qui se réunira en 1971, examinera les problèmes de statistique que pose la répartition du revenu. La réunion du groupe peut être considérée comme l'étape faisant suite à la série de réunions sur les groupes nationaux, convoquées régulièrement tous les deux ans pour examiner le nouveau système élargi de comptabilité nationale, établi par l'Organisation des Nations Unies. On s'efforcera, lors de cette réunion, qui sera la première sur la répartition du revenu, d'établir des concepts uniformes qui seraient utilisés dans la région. La CEPAL et le Bureau de statistique des Nations Unies prépareront les documents à l'intention de cette réunion. La CEPAL prendra les dépenses à sa charge.

Mise en oeuvre: avril 1971	Autorisation: CEPAL 196 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement: décembre 1971	Priorité: élevée

Séminaire sur les statistiques démographiques et sur l'utilisation de la
méthodologie des ordinateurs, 1973 (XB) (09-34) 34/

Ce séminaire examinera les moyens les plus efficaces d'exploiter les données pour obtenir les résultats des recensements et les statistiques de l'état civil courantes et il permettra un échange d'informations en la matière. Il sera organisé par un organisme de la République fédérale d'Allemagne. Le secrétariat de la CEPAL aura une participation limitée.

Mise en route: 1971	Autorisation: CEPAL 196 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement: 1973	Priorité: élevée

Groupe de travail sur les statistiques relatives au commerce du secteur de
la distribution et aux services, 1972 (XB) (09-36) (projet nouveau)

On proposera au BCT de financer cette réunion où l'on examinera les méthodes et les procédés de rassemblement des statistiques du commerce de gros et de détail, des services d'hôtellerie et des restaurants, des services de distribution et des services personnels. De 30 à 40 pour cent du produit intérieur brut de la moyenne des pays d'Amérique latine provient de

33/ Ce groupe était dénommé antérieurement Groupe spécial d'experts de la comptabilité nationale, 1971.

34/ Précédemment dénommé Séminaire sur l'exploitation des données de recensement de la population et de l'habitation.

ces secteurs, qui occupent de 20 à 30 pour cent de la population active. La Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies a exprimé la nécessité d'accorder davantage d'attention aux problèmes spéciaux de ce secteur.

Mise en route: septembre 1971	Autorisation: CEPAL 196 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement: novembre 1972	Priorité: moyenne

Groupe d'experts sur les statistiques du secteur public, 1972 (B) (09-37)
(projet nouveau)

Dix experts d'Amérique latine se réuniront à Santiago pendant deux semaines pour examiner le rassemblement systématique d'informations dans le secteur public. L'utilisation des concepts et de normes uniformes améliorerait les possibilités de comparaison internationale, ce qui accroîtrait l'efficacité des statistiques de ce secteur, qui a une importance fondamentale pour la planification du développement social et économique. CEPAL financera cette réunion si elle est approuvée.

Mise en route: 1971	Autorisation: CEPAL 196 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement: 1972	Priorité: élevée

Séminaire sur les statistiques du commerce extérieur, 1972 (XB) (09-39)
(projet nouveau)

On proposera au BCT de financer ce séminaire. L'utilisation des statistiques du commerce extérieur facilite la formulation de la politique commerciale par les gouvernements et l'adoption de décisions par les entreprises privées. Pour pouvoir remplir ce rôle de façon satisfaisante, les statistiques du commerce extérieur doivent remplir plusieurs conditions minimales de qualité, avoir une certaine portée et paraître en temps voulu, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de pays faisant partie de la CEPAL.

Le séminaire aurait les objets suivants: a) faire des recherches sur le système de statistiques du commerce extérieur employé dans les pays d'Amérique latine, ainsi que sur les problèmes qui se posent en ce qui concerne la portée des données, leur classification, le mode d'évaluation, les pays avec lesquels se font les échanges, la codification et publication des statistiques; b) identifier les difficultés à obtenir en temps voulu des données fiables; c) examiner l'utilité et les possibilités d'appliquer les recommandations régionales et mondiales et en particulier les systèmes centralisés du Centre de statistiques de commerce international, de l'ALALE et la SIECA; et d) définir les indicateurs les plus utiles de la situation du commerce extérieur.

Mise en route: milieu de 1971	Autorisation: CEPAL 290 (XIII)
Achèvement: milieu de 1972	Priorité: élevée

(Statistique)

Activités liées au développement des statistiques en Amérique latine (conférences sur la planification et les statistiques) (09-42) (projet nouveau)

Etant donné les recommandations formulées et l'importance des statistiques pour l'analyse, la planification et l'intégration, il convient d'établir un programme minimum de statistiques. Ce projet servira également de base à l'exécution du projet 09-22.

Mise en route:	1970	Autorisation:	CEPAL 196 (IX), 197 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement:	juin 1971 (première partie)	Priorité:	élevée

Revision d'une nomenclature uniforme de produits miniers et des articles manufacturés (09-51)

On a présenté en 1970 le projet de nomenclature uniforme au Groupe de travail sur les statistiques industrielles, qui a demandé que l'on poursuive les travaux en la matière. Ce travail est lié à l'élaboration de recommandations internationales visant à établir une nomenclature de base de quelques produits sur lesquels on doit rassembler des données de production industrielle.

Mise en route:	1967	Autorisation:	CEPAL 196 (IX) et 290 (XIII)
Achèvement:	fin de 1971 (deuxième étape)	Priorité:	élevée

Centre régional de traitement électronique de l'information (09-52)

Etant donné la perspective de l'établissement d'un centre régional de traitement électronique de l'information au siège de la CEPAL, la Division s'est chargée des travaux préalables de caractère administratif et technique. Le centre de traitement des données aurait en premier lieu des utilisations mathématiques, statistiques, administratives, opérationnelles, éducatives et faciliterait les recherches pour les autres divisions de la CEPAL. Il servirait également à l'ILPES, à la CELADE et à d'autres organismes des Nations Unies qui ont des activités à Santiago.

Mise en route:	1969	Autorisation:	CEPAL 271 (XIII) et 290 (XIII)
Achèvement:	1972 (selon les ressources supplé- mentaires disponibles)	Priorité:	élevée

Comptabilité nationale (09-55) (projet nouveau)

Ce projet comprend trois sous-projets. L'un sur le rapport facteurs-production (09-51) comprend une enquête sur la situation actuelle des statistiques d'entrée-sortie en Amérique latine, une étude analytique comparée et des observations sur l'utilisation des tableaux intersecteurs dans le cadre du nouveau système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies. Un deuxième projet sur les statistiques de la formation de capital (09-552) concerne les données indispensables sur la formation brute de capital et l'amortissement. Ces données sont indispensables pour l'analyse économique, la construction de modèles et la planification du développement industriel. Un troisième sous-projet sur le secteur public (09-553) examine l'importance statistique de ce secteur en ce qui concerne les dépenses nationales et le système économique général. Il porte également sur l'organisation du rassemblement systématique de données.

Mise en route: 1970

Autorisation: CEPAL 196 (IX)
et 290 (XIII)

Achèvement: 1975

Priorité: élevée

Statistiques industrielles et statistiques sur le commerce du secteur de distribution (09-56) (projet nouveau)

Ce projet comprend trois sous-projets: le premier porte sur l'indice régional de production industrielle (09-561) et consiste à revoir et à élargir, en consultation avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, les méthodes utilisées pour calculer l'indice régional de production industrielle. Ces travaux sont indispensables pour l'analyse régionale et contribueront à améliorer le développement des statistiques nationales. Un deuxième sous-projet porte sur les indicateurs statistiques des industries dynamiques (09-562) et a pour objet d'établir des critères permettant d'établir une distinction entre les établissements industriels suivant leur degré de développement, leur potentiel de croissance, l'effet multiplicateur, etc. Un troisième sous-projet sur la méthodologie des statistiques relatives au commerce de distribution et aux services (09-563) (voir également le projet 09-36) consiste à réviser ce qui a été fait dans la pratique, compte tenu des recommandations internationales et à élaborer une étude où l'on propose de mettre à jour les méthodes et les procédés.

Mise en route: mars 1970

Autorisation: CEPAL 196 (IX)
et 290 (XIII)

Achèvement: juin 1972

Priorité: moyenne

Statistiques du commerce extérieur (09-57) (projet nouveau)

Ce projet comprend deux sous-projets. L'étude sur l'évolution des courants d'échanges (09-571) se fonde sur les résultats obtenus dans des études récentes établies par ce service sur les indices des prix et du quantum. On y analyse les courants d'échanges et leur évolution. Un second sous-projet

(Statistique)

sur les classifications statistiques relatives au commerce extérieur (09-572)
analyse les classifications utilisées pour les statistiques du commerce
extérieur, y compris les critères de base, leur application et leur impor-
tance économique pour la planification du développement de l'Amérique latine.

Mise en route: janvier 1970 Autorisation: CEPAL 196 (IX) et
290 (XIII)
Achèvement: novembre 1971 Priorité: élevée

Statistiques démographiques et sociales (09-58) (projet nouveau)

Le sous-projet sur les indices du niveau de vie (09-581) fait suite à un
projet qui était inclus dans le programme de travail il y a quelques années.
Il comprend des observations sur l'opportunité des indicateurs économiques
et sociaux du niveau de vie de la population. Un second sous-projet sur la
classification des professions et les statistiques démographiques (09-582),
qui sera exécuté avec la collaboration de l'OIT, se compose de commentaires
sur la classification actuelle des professions, son application aux statis-
tiques démographiques et surtout aux recensements de la population.

Mise en route: janvier 1971 Autorisation: CEPAL 196 (IX)
et 290 (XIII)
Achèvement: juin 1972 Priorité: élevée

Projets terminés, 1969-1970

Groupe spécial d'experts sur les statistiques industrielles, 1970 (B) (09-35).
Voir le rapport de la réunion (E/CN.12/864) (il était initialement prévu
pour 1972).

Boletín Estadístico de América Latina (09-11). Trois numéros, 1969 (Vol. VI,
Nos 1 et 2), 1970 (Vol. VII, Nos 1-2).

Groupe spécial d'experts sur les statistiques des prix et du quantum (09-31).
Voir le rapport de réunion (E/CN.12/849).

Etude sur la complétude des données des statistiques de l'état civil (09-53).
Publiés en collaboration avec la Direction de statistiques et de recensement
du Chili.

Statistiques concernant l'enfance et la jeunesse en Amérique latine (09-54).
Publié dans le supplément du Boletín Estadístico (Vol. VI, Nos 1 et 2).

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés, 1969-1970

Séminaire sur les statistiques de l'état civil (en collaboration avec l'OIT),
1972 (09-38).

Voyage d'étude de l'Organisation des services de statistique (09-32).

Préparation d'un programme minimum (09-41) (terminé avec le projet 09-42)

Création d'un système de correspondants statistiques (09-61) (terminé
avec le projet 09-22)

CEPAL: DIVISION DE STATISTIQUES

LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971			1972			1973		
				BUDGET ORDINAIRE		XB	BUDGET ORDINAIRE		XB	BUDGET ORDINAIRE		XB
				P	C	RA	P	P	C	RA	P	P
09-1 Séries statistiques Boletín Estadístico de América Latina deux numéros annuels (09-11) Séries statistiques pour l'Estudio Económico de América Latina (09-12) Séries statistiques pour les études spéciales d'autres divisions (09-13)	A	R	CP	54	3		54			54		
09-2 Services consultatifs régionaux en matière de statistiques Conseillers statistiques régionaux (09-21) Services statistiques consultatifs fournis par le Secrétariat (09-22)	A	R	CP	6		12	6		12	6		12
09-3 Réunions et séminaires Groupe spécial d'experts en matière de réparti- tion du revenu, 1971 (B) (09-33) Séminaire sur les statistiques démographiques et l'utilisation de la méthodologie des ordinateurs serait financé par un organisme allemand à l'intention des pays en voie de développement (XB) (09-34) Groupe de travail sur les statistiques relatives au commerce du secteur de distribution et aux services (proposés à l'OCT) (XB) (09-36) Groupe d'experts sur les statistiques du secteur public 1972 (B) (09-37) Séminaire sur les statistiques relatives au commerce extérieur, 1972 (XB) (09-39)	A	NR	CP	14			14			26		
09-4 Développement des statistiques en Amérique latine (nouveau nom) Activités liées au développement des statistiques en Amérique latine (09-42)	A	NR	N	12			12			12		
09-5 Etude de sujets statistiques particuliers Revision d'une nomenclature uniforme de produits miniers et des articles manufacturés (09-51) Centre régional du traitement électronique de l'information (09-52) Comptabilité nationale (09-55) Statistiques industrielles et statistiques sur le commerce du secteur de distribution (09-56) Statistiques du commerce extérieur (09-57) Statistiques démographiques et sociales (09-58) Activités d'administration, d'appui et de coopération technique	A	NR	CP	20			20			20		
	A	NR	CP									
	A	NR	N									
	B	NR	N									
	B	NR	N									
	A	NR	N									
				2 ^{a/}			2 ^{a/}			2 ^{a/}		
				108 ^{a/}	3	12	108 ^{a/}		12	120 ^{a/}		12
Total												

Note: La División compte en 1971, 16 postes d'agents des Services généraux imputés sur le budget, dont un poste provisoire.

a/ Y compris un poste provisoire approuvé pour 1970.

Abréviations: A,B,C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet poursuivi, nouveau projet; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

(Centre de projections)

SERVICE: Centre latino-américain de
projections économiques

PROGRAMME: 10 Projection et
planification
économique

Le Centre a pour objet d'établir des projections pour les variables macroéconomiques des pays latino-américains en analysant les perspectives et leurs incidences éventuelles, à partir de différentes hypothèses, ainsi que les rapports avec les modèles de planification et de décision.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

10-0 Planification et projections économiques

Il s'agit d'exposer les objectifs et les aspects méthodologiques. Les résultats peuvent être répartis en projections directes ou simples, qui sont essentiellement des extrapolations des tendances et des structures actuelles, en projections d'objectifs, qui résultent de la fixation d'objectifs de croissance, et enfin en projections factibles, qui portent sur les variations obtenues à partir de différentes hypothèses optimales considérées compatibles avec les changements et les modifications structurels possibles des tendances.

10-1 Etablissement de projections sur l'économie latino-américaine

Pour cela, il faut évaluer les paramètres des rapports d'un modèle, notamment les principales variables macroéconomiques. Le modèle permet d'examiner les principaux facteurs qui déterminent le processus de croissance.

10-2 Examen des techniques et méthodes de projection

Cette étude est en partie un sous-produit de l'examen des problèmes étudiés dans les sous-programmes précédents. On s'efforce notamment de trouver le macromodèle qui puisse s'adapter le mieux aux pays de la région. A cet égard, on accumule actuellement certaines expériences intéressantes mais il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne par exemple, l'interdépendance possible des variables et des coefficients et les conséquences que les modifications à apporter à certains d'entre eux ont sur l'ensemble ou sur une partie des autres.

10-3 Etude des renseignements statistiques et techniques nécessaires à l'établissement de projections

Il s'agit d'une étude systématique indispensable pour établir des projections par pays. Il faut commencer notamment par examiner les sources disponibles d'informations pour la sectorisation du modèle. En

effet, plus on avancera dans la sectorisation plus il faudra de connaissances techniques dans les domaines connexes. Il faudra aussi prendre une décision dans les cas où les données provenant de différentes sources varient ou sont même contradictoires. Il en va de même des problèmes régionaux qui seront examinés lors de la prochaine phase des études par pays.

10-4 Compilation et analyse des projections établies par d'autres organisations

Ce sous-programme porte d'une part sur le stade initial de l'établissement des projections, une fois qu'a été choisie la source de renseignements de la façon indiquée dans le projet précédent, et d'autre part sur les phases finales du tableau de projections, lorsque l'on compare les résultats. Parmi les organisations, les organismes ou les services qu'il faut considérer en ce qui concerne les résultats, il faut citer le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, la CNUCED et la FAO ainsi que la Commission interaméricaine de l'alliance pour le progrès (CIAP), les organismes nationaux de planification, etc.

10-5 Projections à court terme

L'utilité générale des différents procédés et méthodes employés pour faire des prévisions annuelles fait encore l'objet de discussions. Il faudrait examiner les divers indicateurs et indices économiques qui révèlent l'évolution actuelle des principaux éléments de comptabilités nationales et voir s'ils peuvent servir à faire des prévisions pour l'année en cours dès que l'on dispose des chiffres relatifs à l'année précédente.

LISTE DE PROJETS, 1971-1973

(Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés que si le nouveau poste demandé pour 1972 est approuvé.)

Projections économiques et planification (10-00)

Il s'agit d'analyser les projections des principales variables macro-économiques des pays de la zone géographique de la CEPAL dans la perspective de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. On accorde une attention particulière au volume du déficit commercial et du déficit de l'épargne, en partant de diverses hypothèses quant au taux de croissance de chaque pays. On examinera les conséquences

(Centre de projections)

de diverses tendances pour les exportations, ainsi que les résultats obtenus en utilisant différentes hypothèses de financement extérieur. On prévoit d'inclure les pays des Antilles dans les projections qui n'ont porté jusqu'alors que sur 18 pays d'Amérique latine.

Mise en route: milieu de 1971	Autorisation: CEPAL 227(X), 233 (X) et 265 (XII)
Achèvement: début 1973	Priorité: élevée

Groupe d'experts sur les projections globales et sectorielles à long terme et les modèles d'intégration régionale, 1972 (B) (10-01) (projet nouveau)

Ce groupe se réunira pour comparer résultats et points de vue avec d'éminents experts des projections pour l'Amérique latine; les méthodes et les procédés économétriques employés dans les projections à long terme seront analysés ainsi que leur rapport avec les problèmes que pose le grand nombre de données à traiter.

Mise en route: milieu de 1971	Autorisation: CEPAL 227 (X), 233 (X) et 263 (XII)
Achèvement: milieu de 1972	Priorité: élevée

Groupe d'experts sur la localisation optimale des complexes industriels, 1973 (B) (10-02) (projet nouveau)

Les aspects méthodologiques et pratiques seront examinés dans la perspective de l'intégration industrielle. Parmi les facteurs importants figureront les économies d'échelle, le coût du transport et autres aspects techniques et économiques. Le Groupe étudiera en particulier l'industrie sidérurgique. La Division du développement industriel participera également à ces réunions.

Mise en route: fin 1972	Autorisation: CEPAL 227 (X), 233 (X) et 263 (XII)
Achèvement: milieu de 1973	Priorité: élevée

*Modèle pour la comparaison des stratégies de développement (10-03) (projet nouveau)

On établira des objectifs souhaitables de demande et on définira différentes stratégies de production, comme le choix de la technologie et l'organisation administrative; on définira également des stratégies pour la répartition des revenus; politique, salaires, fiscalité, etc. En partant de certaines hypothèses sur les valeurs des coefficients techniques, le modèle indique le niveau des ressources en hommes et de capital étranger nécessaire pour atteindre les objectifs. On analyse les déficits et la possibilité de parvenir aux objectifs fixés.

Mise en route: milieu de 1971	Autorisation: CEPAL 227(X), 233 (X) et 263 (XII)
Achèvement: 1973	Priorité: élevée

Etablissement de projections sur l'économie latino-américaine (par pays)
(10-10)

L'établissement de projections par pays exige un examen annuel des chiffres récents disponibles ainsi que des changements rétroactifs dans les chiffres officiels concernant les comptes nationaux, qui peuvent se traduire par différentes évaluations des paramètres des rapports d'un modèle global de projections. Le modèle est en cours de modification, bien que l'on continue d'estimer que les principaux éléments déterminants de la croissance sont la production, l'épargne et l'investissement, les exigences du commerce extérieur et le financement extérieur. Ces changements sont liés aux relations ou identités stochastiques ou relations de définition et aux variables causales elles-mêmes. Les travaux préparatoires sur ce sujet seront bientôt terminés. Entre autres variables exogènes, on étudiera également les exportations, afin que les projections du commerce extérieur des pays correspondent mieux aux modèles utilisés dans différentes régions du monde.

Mise en route: janvier de chaque année Autorisation: CEPAL 227 (X), 233 (X)
et 263 (XII)
Achèvement: décembre de chaque année Priorité: élevée

Etude des renseignements statistiques et techniques nécessaires à la
préparation des projections (10-30)

La qualité et la portée des sources de renseignements statistiques disponibles actuellement donnent de moins en moins satisfaction et il semble que l'on projette d'introduire d'ici peu les modifications les plus urgentes, pour pouvoir améliorer les comptes nationaux et autres séries statistiques. Cela mènera à reconsidérer les possibilités dans tous les autres domaines, du fait de l'utilisation de techniques plus perfectionnées et d'évaluations plus précises; mais dans l'intervalle le problème demeure: il faut sélectionner soigneusement les renseignements statistiques existants et choisir entre des sources de données différentes et même contradictoires. L'un des aspects importants qui sera examiné concerne l'utilisation de taux de change et d'indices de parité pour les comparaisons entre les pays.

Mise en route: janvier de chaque année Autorisation: CEPAL 227 (X), 233 (X)
et 263 (XII)
Achèvement: décembre de chaque année Priorité: élevée

Compilation et analyse des projections établies par d'autres organisations
(10-40)

Il s'agit de procéder à un examen annuel des principales études et projections établies par d'autres groupes et organisations.

Mise en route: janvier de chaque année Autorisation: CEPAL 227 (X), 233 (X)
Achèvement: décembre de chaque année Priorité: élevée

(Centre de projections)

Projets achevés, 1969-1970

Planification et projections économiques: Etudes de classification (10-0)

Etablissement de projections sur l'économie latino-américaine (annuel) (10-1)

CEPAL: CENTRE DE PROJECTIONS ECONOMIQUES POUR L'AMERIQUE LATINE
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
10-0 Planification et projections économiques															
Projections économiques et planification (10-00)	A	R	CP	2				2				2			
Groupe d'experts sur les projections globales et sectorielles à long terme et les modèles d'intégration régionale, 1972 (B) (10-01)	A	NR	N	4				2				2			
Groupe d'experts sur la localisation optimale des complexes industriels, 1973 (B) (10-02)	A	NR	N					2				2			
*Modèle pour la comparaison des stratégies de développement (10-03)	A	NR	N	2				2				2			
10-1 Etablissement de projections sur l'économie latino-américaine (par pays) (10-10)	A	R	CP	18			18	18				24			
10-2 Examen des techniques et méthodes de projection	B	R	CP	12			18	12				18			
10-3 Etude des renseignements statistiques et techniques nécessaires à l'établissement de projections (10-30)	A	R	CP	10				10				10			
10-4 Compilation et analyse des projections établies par d'autres organisations (10-40)	A	R	CP	10				10				10			
10-5 Projections à court terme (10-50)	B	R	CP	12				12				12			
Activités d'administration, d'appui et de coopération technique				2				2				2			
<u>Total</u>				<u>72^{a/}</u>			<u>36^{b/}</u>	<u>72^{a/}</u>				<u>84^{a/}</u>			

Note: Le Centre compte, en 1971, deux postes d'agents des Services généraux imputés sur le budget, dont un poste provisoire. Les projets dont le titre est précédé d'un astérisque ne pourront être exécutés que si le Centre dispose de ressources supplémentaires.

a/ Dont un poste provisoire approuvé pour 1970.

b/ Postes financés par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la planification et les projections en matière de développement.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projets continués, projets nouveaux; R, NR: Projets périodiques, projets non périodiques; P: Administrateurs; C: Consultants; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

(Administration publique)

SERVICE: Administration publique

PROGRAMME: 11 Administration
publique

On connaît la faiblesse des mécanismes administratifs dont disposent les pays d'Amérique latine pour appliquer les directives de politique générale qu'exige le processus du développement.

Jusqu'à présent, les réformes n'ont donné que peu de résultats, et il semble que l'analyse critique ait permis d'expliquer ce succès limité. On a constaté que l'efficacité opérationnelle ne suffisait pas (on peut en effet appliquer avec efficacité de mauvaises décisions) et que l'on ne pouvait remédier au manque d'efficacité qu'en combattant les causes externes, notamment les pressions du chômage structurel, l'instabilité politique, l'inflation ou l'absence de ressources fiscales. On a également attribué la médiocrité des résultats obtenus à des stratégies et à des méthodes de réforme inadéquates. D'où un certain nombre de recommandations visant à renforcer les organismes de planification et à encourager la formation de cadres administratifs qui soient capables d'utiliser les techniques de gestion modernes et qui cherchent plus à définir et à atteindre des objectifs qu'à réaliser des économies dans le fonctionnement.

Même si elle est intrinsèquement valable, ce n'est qu'à long terme qu'une réorientation de la réforme administrative dans ce sens pourra produire des résultats significatifs. On a recommandé: a) de concentrer les efforts sur la création ou le renforcement des organismes prioritaires ou sur la formation des responsables chargés de formuler et d'appliquer les politiques visant à atteindre les objectifs indispensables au développement économique; b) de considérer la rationalisation de l'ensemble du secteur public comme un objectif à atteindre au moyen d'évaluations successives, à moyen et à long terme.

Le secrétariat effectuera des travaux de recherche pour déterminer les organismes et autres mécanismes qu'il sera nécessaire de créer ou de renforcer pour améliorer l'élaboration et l'exécution des plans de développement, en se fondant sur l'analyse de ces plans et sur les études du secteur public qui ont été effectuées par les organismes internationaux et les institutions publiques ou privées des pays de la région. On a déjà organisé à ce propos la réunion d'un groupe d'experts sur la capacité administrative pour le développement, qui s'est tenue en 1970.

L'expérience semble confirmer l'utilité des travaux d'experts dans ce domaine. C'est ainsi que la réunion d'un groupe d'experts sur les entreprises publiques en Amérique latine et dans les Antilles, organisée par la CEPAL en novembre 1969, a suscité un vif intérêt et donné suite à des recommandations tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies effectue des recherches sur les pratiques et techniques de gestion modernes, sur

l'organisation des entreprises et sur les aspects administratifs des entreprises multinationales, étant donné l'importance croissante de ces dernières pour l'intégration latino-américaine.

Dans sa résolution 290 (XIII), adoptée à sa treizième session, la Commission économique pour l'Amérique latine "recommande au secrétariat d'accorder une attention particulière, dans le contexte de son programme de travail, aux études, recherches et services consultatifs" touchant "les aspects de la rationalisation et de la modernisation de l'administration publique et l'adaptation de celle-ci aux exigences du développement". Il s'ensuit que la Commission concentrera probablement ses efforts sur le renforcement de l'efficacité des organismes présentant un intérêt immédiat pour le développement, notamment les services de rassemblement et d'exploitation des données (systèmes statistiques, de planification et autres), sur la création et le perfectionnement des entreprises publiques, en particulier les entreprises multinationales, sur la création ou le renforcement des organismes et mécanismes destinés à stimuler et à mobiliser l'épargne et à en orienter l'utilisation, et sur un développement de la recherche scientifique et technique qui soit conforme, sur le plan qualitatif et quantitatif, aux intérêts régionaux.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1971-1977

11-0 L'administration publique et le développement économique

Pour adapter l'administration publique aux besoins du développement, il importe d'agir essentiellement dans trois directions: premièrement, améliorer la prise des décisions, notamment en ce qui concerne la politique globale et sectorielle; deuxièmement, préparer les organes techniques chargés de mener à bien avec efficacité les plans de développement et de coopérer à leur formulation; et, troisièmement, assurer l'organisation et le bon fonctionnement des services généraux. Les activités d'assistance consultative du Groupe de l'administration publique aux pays latino-américains dans ces domaines comportent l'exécution de travaux de recherche et d'études générales et la fourniture de conseils pour résoudre des problèmes particuliers.

11-1 Réunions, séminaires et cours sur l'administration publique

Les séminaires, qui sont un moyen commode d'actualiser les connaissances techniques et d'échanger des idées, sont particulièrement utiles pour les pays en voie de développement. Les fonctionnaires de ces pays ont normalement des difficultés à se tenir au courant des progrès de la science et de la technique, et plus encore à saisir la nature des obstacles auxquels se heurte l'application des techniques modernes dans des milieux économiques

(Administration publique)

et sociaux attardés. L'objet de ce sous-programme est d'organiser des cours à l'intention d'administrateurs de haut niveau et de planificateurs administratifs régionaux. Le Groupe collaborera également avec l'ILPES pour ce qui est des aspects des cours de l'Institut relatifs à l'administration publique.

LISTE DES PROJETS, 1971-1973

Groupe d'experts sur les aspects administratifs de l'exportation d'articles manufacturés, 1971, (B) (11-13) (projet nouveau) 35/

Ce projet ferait partie du programme prioritaire de la CEPAL visant à encourager les exportations d'articles manufacturés en Amérique latine et sur d'autres marchés. Le Groupe de l'administration publique organisera à ce propos une réunion, en collaboration avec la Division du développement industriel et la Division de la politique commerciale, afin d'assurer au projet le caractère multidisciplinaire qui convient.

Mise en route: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 233 (X) et 290 (XIII)

Achèvement: fin de 1971

Priorité: élevée

Groupe d'experts sur le développement de l'administration en Amérique latine, 1972 (B) (11-15) (projet nouveau)

En ce qui concerne les problèmes actuels de l'administration publique en Amérique latine, les activités menées par le Groupe de l'administration publique constituent une expérience unique. Il conviendrait de généraliser cette expérience et de chercher à définir les principaux problèmes de l'administration publique dans la région. La réunion de ce groupe aurait pour but d'examiner les difficultés auxquelles on se heurte lorsque l'on cherche à accroître l'efficacité de l'administration publique en Amérique latine, et de suggérer des formules pour y remédier. Elle serait financée par la CEPAL, sous réserve d'être approuvée par le Secrétaire général et l'Assemblée générale.

35/ Voir également le programme de promotion des exportations.

Mise en route: août 1971
Achèvement: décembre 1972

Autorisation: CEPAL 233 (X) et 290 (XIII)
Priorité: élevée

Groupe d'experts sur l'utilisation des ordinateurs dans l'administration publique, 1973, (B) (11-16) (projet nouveau)

L'utilisation des ordinateurs dans le secteur public en Amérique latine est une question importante et difficile. Cette réunion aurait pour objectif d'examiner les différents problèmes propres aux différents pays et de recommander aux gouvernements de la région les méthodes les mieux appropriées pour accroître l'efficacité de l'application des techniques d'informatique au développement. Elle serait financée par la CEPAL, sous réserve d'être approuvée par le Secrétaire général et l'Assemblée générale.

Mise en route: milieu de 1972
Achèvement: décembre 1973

Autorisation: CEPAL 233 (X) et 290 (XIII)
Priorité: élevée

Projets achevés, 1969-1970

Groupe spécial d'experts sur les entreprises publiques en Amérique latine (11-11)

Groupe spécial d'experts sur la capacité administrative pour le développement (11-14)

Ce projet a remplacé le "Groupe spécial d'experts en matière d'achats et d'approvisionnement" (11-13)

Projets suspendus, supprimés, différés ou regroupés, 1969-1970

Conférence régionale sur la formation d'administrateurs de haut niveau.
Projet supprimé faute de ressources (11-12)

Groupe spécial d'experts en matière d'achats et d'approvisionnement (11-13); ce projet a été remplacé par le projet 11-14, dont le rang de priorité était plus élevé.

CEPAL: GROUPE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
11-0 L'administration publique et le développement économique (Missions demandées)	A	R	CP	4	6	16	12 ^{a/}	4	5	16	12 ^{a/}	4	5	16	12 ^{a/}
11-1 Réunions, séminaires et cours sur l'administration publique			CP												
Groupe d'experts chargé d'étudier les aspects administratifs de l'exportation d'articles manufacturés, 1971 (B) (11-13)	A	NR	CP	6	-	8									
Groupe d'experts sur le développement de l'administration publique en Amérique latine, 1972 (B) (11-15)	A	NR	N					6	-	8					
Groupe d'experts sur l'utilisation des ordinateurs dans l'administration publique, 1973 (B) (11-16)	A	NR	N									6	-	8	
Activités d'administration, d'appui et de coopération technique				2				2				2			
<u>Total</u>				<u>12</u>	<u>6</u>	<u>24</u>	<u>12^{a/}</u>	<u>12</u>	<u>5</u>	<u>24</u>	<u>12^{a/}</u>	<u>12</u>	<u>5</u>	<u>24</u>	<u>12^{a/}</u>

Note: Le groupe compte, en 1971, un poste d'agents des services généraux imputé sur le budget.

a/ Expert associé, payé par le gouvernement.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB extra-budgétaires.

PROGRAMMES DE GESTION, D'ADMINISTRATION ET D'APPUI

Le Cabinet du Secrétaire exécutif, le Groupe de coordination de l'assistance technique, le Bureau de Washington et la Division administrative n'ont pas de projets spécifiques à exécuter; leurs fonctions sont décrites ci-après.

(Secrétaire exécutif)

SERVICE: Cabinet du Secrétaire exécutif

Le Secrétaire exécutif dirige et coordonne les travaux du secrétariat et surveille l'exécution du programme de travail approuvé par la Commission. Il entretient des relations avec les gouvernements, les institutions spécialisées et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales de la région ainsi qu'avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies, les bureaux extérieurs de la Commission, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Le Secrétaire exécutif est membre du Conseil d'administration dudit Institut et président du Conseil d'administration du Centre latino-américain de démographie, projet décentralisé du Programme des Nations Unies pour le développement.

Sont rattachés directement au Cabinet du Secrétaire exécutif les services ci-après: Service d'information, Sections de reproduction et de distribution des documents, Services d'édition et Services linguistiques.

Le Cabinet du Secrétaire exécutif est chargé de préparer et de publier le Boletín Económico de América Latina qui paraît deux fois par an. Il est également responsable du Programme de promotion des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis, dont est plus spécialement chargé un coordonnateur, assisté de deux conseillers régionaux.

SERVICE: Groupe de coordination de
l'assistance technique

Ce groupe est chargé de toutes les activités d'assistance technique au niveau régional qui sont confiées au Secrétariat de la CEPAL par le Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies, la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi que de tous les projets mixtes de coopération technique faisant l'objet d'accords avec l'UNITAR, la Commission économique pour l'Europe, des gouvernements, des fondations et d'autres organisations bilatérales ou multilatérales. Il coordonne aussi les activités relatives aux projets régionaux du PNUD que la CEPAL a été chargée de superviser. Dans ce domaine, le Groupe coordonne ses travaux avec le Bureau de la coopération technique de l'ONU, avec les divisions techniques de la CEPAL et avec les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement. Le Groupe prête en outre son assistance au Bureau de la coopération technique de l'ONU en envoyant sur sa demande des missions de programmation qui collaborent avec les gouvernements à l'évaluation et à la formulation de projets d'assistance technique par pays. Le Groupe aide également l'ILPES à fournir des services consultatifs aux pays d'Amérique latine; enfin, il est chargé de l'administration du programme de bourses du Centre latino-américain de démographie (CELADE).

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES ET LISTES DES PROJETS

Les sous-programmes et projets dont l'exécution est confiée aux conseillers régionaux et aux experts figurent dans les sections consacrées aux services organiques correspondants. On trouvera ci-dessous, pour 1971, la liste, ventilée par programmes, de tous les conseillers régionaux et experts, avec l'indication de leur mandat précis.

<u>00 Développement économique</u>	1 conseiller (intégration économique régionale) 1 conseiller (planification régionale)
<u>01 Développement social</u>	1 conseiller (aspects sociaux du développement régional et local) 1 conseiller (planification physique: régionale et urbaine)
<u>02 Politique commerciale</u>	1 conseiller (questions institutionnelles et formulation de la politique commerciale) 1 conseiller (aspects financiers du secteur extérieur) 1 conseiller (promotion des exportations)

(Assistance technique)

- Promotion des exportations
 - 1 conseiller (commercialisation des exportations)
 - 1 conseiller (planification du développement des exportations)
- Intégration économique de la région des Antilles
 - 1 conseiller (transports maritimes)
 - 1 conseiller (politique commerciale et intégration)
 - 1 conseiller (aménagement des ports)
- Groupe consultatif multinational et pluridisciplinaire pour le développement économique de la région des Antilles
 - 1 économiste (chef de groupe)
 - 1 conseiller (développement économique)
 - 1 conseiller (développement rural et communautaire)
- 04 Intégration économique de l'Amérique centrale
 - 1 expert (financement du développement)
 - 1 expert (développement économique)
 - 1 expert (programmation industrielle) (détaché au SIECA)
 - 1 expert (développement industriel) (détaché au SIECA)
 - 1 expert (développement industriel)
 - 1 expert (prévisions budgétaires) (détaché au SIECA)
 - 1 expert (politique fiscale) (détaché au SIECA)
 - 1 expert (électrification, y compris le financement)
 - 1 expert (développement de l'énergie électrique)
 - 1 expert (utilisation de l'eau à des fins multiples)
 - 1 expert (économie des transports)
 - 1 expert (aménagement des ports et navigation)
 - 1 expert (unions douanières)
- 05 Développement industriel
 - 1 conseiller (industries mécaniques)
 - 1 conseiller (recherche technologique)
 - 1 conseiller (papier et cellulose)
 - 1 conseiller (industries chimiques)
 - 1 conseiller (aspects de l'offre en vue de l'exportation d'articles manufacturés)

07 Ressources naturelles et
énergie

1 conseiller (hydro-électricité)
1 conseiller (génie sanitaire)
1 conseiller (irrigation et drainage)
1 conseiller (hydrométéorologie)
1 conseiller (aspects juridiques et
institutionnels de l'exploitation
des ressources naturelles)
1 conseiller (exploitation minière)
1 conseiller (économie de l'industrie
pétrolière)

08 Transports

1 conseiller (économie des transports)

09 Statistiques

1 conseiller (enquêtes par sondage)

11 Administration publique

1 conseiller principal (administration
publique)
1 conseiller (administration publique)
1 expert régional associé (admi-
nistration publique)

(Washington)

SERVICE: Bureau de Washington

Le Bureau de Washington a principalement pour rôle d'aider les divisions techniques et les bureaux de la CEPAL situés dans divers pays d'Amérique latine à rassembler et à analyser les données que l'on obtient plus facilement à Washington qu'à Santiago ou dans d'autres bureaux.

Ce bureau n'entreprend pas de projets précis.

SERVICE: Division administrative 36/

La Division administrative gère les fonds et administre le personnel du Secrétariat de la CEPAL, en fonction des crédits alloués et de toutes autres dispositions financières (compte tenu notamment, des tableaux d'effectifs établis tous les deux mois) prises par le Service financier du Siège, et conformément au Statut et au Règlement du personnel. Elle recrute, au nom du Service du personnel du Siège, du personnel et des experts de l'assistance technique pour que le secrétariat de la CEPAL puisse mener à bien les projets d'assistance technique qui relèvent de la compétence de la Commission. Elle est responsable, sous réserve des normes et procédures générales établies par le Bureau des services généraux du Siège, de l'entretien des bâtiments et des bureaux, des achats de matériel, de fournitures de services, ainsi que des services d'enregistrement, du courrier et des communications; elle prend les dispositions administratives nécessaires pour les réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires et elle fournit les services d'appui pour ces réunions. La Bibliothèque, qui relève également de la Division administrative, fournit les documents de référence et autres instruments de recherche pour les études entreprises par la Commission. Dans le cadre du processus de décentralisation, la Division administrative s'occupe de tous les arrangements administratifs et financiers concernant les conseillers régionaux et les experts détachés au titre des programmes d'assistance technique des Nations Unies. Le Directeur de la Division est responsable de la gestion administrative et financière générale de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

Le fonctionnaire de l'administration et des finances de l'Institut, dont le traitement est imputé sur le budget de l'Institut, est considéré comme étant détaché par la Division de l'administration de la CEPAL. Le Directeur de la Division est également responsable de la gestion administrative et financière générale du Centre latino-américain de démographie.

Ce service n'exécute aucun projet.

36/ Les services qui constituent cette Division sont: le Cabinet du Directeur, la Section des finances, la Section du personnel, la Bibliothèque et la Section des bâtiments et des services généraux. Dans la présentation adoptée, les services administratifs du Bureau de Mexico ne figurent pas dans la rubrique "Administration" mais dans la section consacrée à ce Bureau.

CEPAL: DIRECTION, ADMINISTRATION ET APPUI
LISTE DES PROJETS PREVUS ET NOMBRE DE MOIS DE TRAVAIL NECESSAIRES

Projets	A B C	R/ NR	CP/ N	1971				1972				1973			
				BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB	BUDGET ORDINAIRE			XB
				P	C	RA		P	C	RA		P	C	RA	
Cabinet du Secrétaire exécutif <u>a/</u>				228 ^{a/}	6	-	24 ^{b/}	228 ^{a/}	6	-	24 ^{b/}	228 ^{a/}	6	-	24 ^{b/}
Groupe de coordination de l'assistance technique <u>a/</u>				24	-	-	-	36	-	-	-	36	-	-	-
Bureau de Washington <u>d/</u>				36	-	-	12 ^{e/}	36	-	-	12 ^{e/}	36	-	-	12 ^{e/}
Division administrative <u>f/</u>				132	-	-	12 ^{e/}	132	-	-	12 ^{e/}	132	-	-	12 ^{e/}
<u>Total</u>				<u>420^{g/}</u>	<u>6</u>	<u>-</u>	<u>48</u>	<u>432^{g/}</u>	<u>6</u>	<u>-</u>	<u>48</u>	<u>432^{g/}</u>	<u>6</u>	<u>-</u>	<u>48</u>

a/ Y compris les services, les sections de reproduction et de distribution de documents et le service d'information. En 1971, le tableau d'effectifs compte 33 postes d'agents des services généraux imputés sur le budget. L'ILPES finance sept postes supplémentaires dans les services communs (services d'édition et services linguistiques).

b/ Un poste est financé par le service de l'information et un autre par l'ILPES.

c/ En 1971, le tableau d'effectifs compte deux postes d'agents des services généraux imputés sur le budget. Une poste local supplémentaire est imputé sur le compte "frais généraux" du Fonds spécial.

d/ En 1971, le tableau d'effectifs compte deux postes d'agents des services généraux imputés sur le budget. L'ILPES finance un poste local supplémentaire.

e/ Postes financés par l'ILPES.

f/ En 1971, le tableau d'effectifs compte 151 postes d'agents des services généraux imputés sur le budget, dont deux postes provisoires approuvés en 1970. Deux postes locaux supplémentaires sont financés conjointement par le PNUD et le Bureau de la coopération technique et sept par l'ILPES.

g/ Y compris un poste provisoire approuvé en 1970.

Abréviations: A, B, C: Priorité élevée, moyenne, faible; CP, N: Projet continué, projet nouveau; R, NR: Projet périodique, projet non périodique; P: Administrateur; C: Consultant; RA: Conseiller régional; XB: Postes hors budget.

AUTRES PROJETS

En plus des programmes énumérés précédemment, les activités suivantes figurent au programme de travail du secrétariat.

Programme de promotion des exportations 37/

Lors de sa douzième session, la Commission a pris note avec satisfaction de l'établissement du Programme des Nations Unies pour la promotion des exportations et a appuyé la participation active du Secrétariat de la CEPAL à ce programme qui devrait recevoir un rang de priorité élevé [résolution 269 (XII)]. Conformément à ce programme, les commissions régionales, dont la CEPAL, seront des centres d'initiative et, à cette fin, elles devront établir des centres ou des programmes de promotion des exportations au sein de leurs secrétariats respectifs. Le programme de la CEPAL met l'accent sur les exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis.

Compte tenu de l'expérience passée, les activités de la CEPAL dans le domaine de la promotion des exportations qui s'étaient développées de façon fragmentaire dans divers services du secrétariat, ont été regroupées à la fin de 1969 en un programme pour la promotion des exportations. Ce programme, qui est de caractère interdisciplinaire, a été confié à plusieurs divisions et recouvre les divers aspects du processus de promotion des exportations depuis la programmation de la production pour l'exportation jusqu'à la commercialisation des produits sur les marchés mondiaux. Il reflète ainsi les recommandations faites par la Commission lors de sa treizième session [résolution 291(XIII)] qui visent l'intensification des activités du secrétariat relatives à la promotion des exportations, notamment en ce qui concerne les problèmes de l'offre, de la commercialisation et du financement, y compris l'assurance-crédit.

Lors de sa treizième session, la Commission a considéré [résolution 289] l'expansion et la diversification des exportations comme étant d'un intérêt primordial pour l'Amérique latine dans la formulation d'un programme d'action concertée qui ferait partie d'une stratégie globale du développement dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et elle a recommandé au secrétariat [résolution 290] d'accorder une attention

37/ Il s'agit d'un programme qui intéresse plusieurs divisions et dont la coordination a été confiée au Cabinet du Secrétaire exécutif. Les ressources destinées à l'exécution de ce programme ont déjà été réparties entre les divers services intéressés et l'on a donc jugé inutile de les indiquer à nouveau dans le présent chapitre. On a récapitulé dans ce chapitre certains éléments du programme de travail du Groupe de l'administration publique, de la Division du développement industriel et de la Division de la politique commerciale.

particulière dans le contexte de son programme de travail aux études, recherches et services consultatifs concernant notamment le développement et la diversification de la production d'articles manufacturés et semi-manufacturés pour l'exportation. Cette démarche serait conforme à l'opinion exprimée par les gouvernements latino-américains au sujet d'une stratégie générale du développement, et ils fourniraient des éléments pour que l'on puisse envisager dans une optique globale les problèmes du développement des exportations, en tenant dûment compte de leurs corrélations avec le développement économique général.

Le secrétariat considère que les activités dans ce domaine devraient être essentiellement d'ordre opérationnel et se traduire par une assistance technique directe aux gouvernements de la région qui la demandent. Le programme pour la promotion des exportations comprend fondamentalement trois domaines d'activité pour lesquels la CEPAL est prête à offrir une assistance technique aux gouvernements: a) Services consultatifs par l'intermédiaire d'un groupe de conseillers techniques régionaux; b) Organisation de cours de formation et de séminaires; et c) Etudes sur les problèmes concrets liés aux activités qui précèdent.

Dans ce programme, la promotion des exportations est envisagée dans une optique globale; en effet, on y souligne les aspects de la production industrielle pour l'exportation et on y évoque les aspects institutionnels, administratifs et financiers ainsi que les questions de crédit (y compris l'assurance-crédit), et celles que pose la commercialisation, le tout dans le cadre d'une politique cohérente de promotion des exportations. Cette politique ou stratégie globale tient compte des corrélations qui existent entre les politiques et mesures sectorielles dans tout le processus d'exportation, en vue de le rendre plus efficace et de réaliser une expansion régulière, en volume, des exportations d'articles manufacturés. L'importance accordée aux problèmes relatifs à l'offre de produits exportables montre bien que la CEPAL, avec son expérience des problèmes du développement industriel, sait qu'il s'agit d'une des questions clés qui n'ont pas encore reçu l'attention qu'elles méritent.

Un groupe de conseillers régionaux en matière de promotion des exportations a été affecté à la CEPAL et mis à la disposition des gouvernements de la région pour des missions de courte durée qu'ils effectuent soit en groupe, soit individuellement. Les conseillers sont spécialisés dans les domaines suivants: a) Politique générale de promotion des exportations; b) Programmation des exportations industrielles; c) Aspects de l'offre d'articles manufacturés à l'exportation; d) Aspects financiers et crédits à l'exportation; e) Aspects institutionnels et administratifs de l'exportation; f) Commercialisation des exportations.

Dans le cadre du Programme des Nations Unies pour la promotion des exportations, les conseillers de la CEPAL fournissent non seulement une assistance technique directe à court terme, mais ils sont en outre à la disposition de gouvernements pour identifier et établir des projets d'assistance technique à moyen et long terme que des organisations comme la CNUCED et l'ONUDI pourraient mener à bien dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement.

(Autres projets)

Les cours de formation qui sont de caractère régional et sous-régional portent aussi bien sur les problèmes généraux que pose la promotion des exportations que sur des questions particulières. A cet égard la CEPAL collabore étroitement avec le Centre CNUCED/GATT du Commerce International (CCI) et avec d'autres organisations; les programmes de formation sont organisés tant au siège de la CEPAL à Santiago qu'au siège du CCI à Genève. On prévoit qu'à l'avenir ces cours bénéficieront également du concours de l'ONUDI. On projette en outre d'organiser des séminaires qui réuniront des experts d'Amérique latine et d'autres parties du monde en vue d'étudier la formulation et la mise en oeuvre de stratégies globales pour la promotion des exportations, ainsi que des réunions techniques chargées d'envisager le potentiel d'exportation de certains produits donnés.

Pour appuyer les services consultatifs, on entreprendra des recherches spéciales sur des questions qui sont d'un intérêt particulier pour les gouvernements et on établira des documents techniques et théoriques pour les séminaires et cours de formation. Sous cette forme, les activités de recherche seront essentiellement pratiques et viendront compléter les activités opérationnelles.

La CEPAL a établi et maintient le contact avec les organisations qui participent au Programme des Nations Unies pour la promotion des exportations, notamment la CNUCED, l'ONUDI et le CCI, ainsi que l'ALALE, le Centre inter-américain de promotion des exportations (CIPE), le Centre interaméricain de commercialisation (CICOM) et les organisations bilatérales qui s'occupent de la promotion des exportations 38/.

En ce qui concerne les travaux futurs, on projette de développer, au cours des trois prochaines années, les activités ci-après: services consultatifs à l'intention des gouvernements; organisation de cours régionaux sur la promotion des exportations; groupes d'experts spécialisés dans a) la formulation et la mise en oeuvre de stratégies pour la promotion des exportations; b) l'établissement d'industries d'exportation et c) le financement des exportations d'articles manufacturés; études sur la politique industrielle et l'exportation d'articles manufacturés; perspectives d'exportation des articles manufacturés; évolution de la structure de certains secteurs industriels; potentiel d'exportation de certains secteurs industriels, par exemple, exploitation forestière; aspects administratifs de l'exportation d'articles manufacturés; rôle des sociétés internationales en matière d'exportation d'articles manufacturés et des sociétés commerciales en matière d'échanges internationaux.

Services consultatifs pour le développement des exportations

Un groupe de conseillers régionaux pour les politiques générales de promotion des exportations, la programmation des exportations industrielles, les aspects de l'offre d'articles manufacturés à l'exportation, les aspects financiers et les crédits à l'exportation, les aspects institutionnels et administratifs de l'exportation et de la commercialisation des exportations, a été mis à la disposition des gouvernements et des secrétariats régionaux ou sous-régionaux qui demandent ses services.

38/ Voir document E/4410/Add.1.

Mise en route: janvier 1971
 Achèvement: activité permanente

Autorisation: CEPAL 290, 291 (XIII)
Priorité: élevée

Cours régional sur la promotion des exportations

Ce cours régional de promotion des exportations pour certains pays latino-américains est donné à Santiago et à Genève; il comprend en outre des travaux pratiques que les participants effectuent dans leur pays d'origine et sur les marchés européens (en collaboration avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international).

Mise en route: janvier de chaque année

Autorisation: CEPAL 289, 290 et
291 (XIII)

Achèvement: décembre de chaque année

Priorité: élevée

Groupe d'experts chargé d'étudier la formulation et l'exécution de stratégies pour la promotion des exportations

On prévoit de tenir cette réunion pendant le deuxième semestre de 1972. Elle comprendra des experts d'Amérique latine et d'autres pays et durera dix jours. La Division de la politique commerciale, la Division du développement industriel et le Groupe de l'administration publique collaborent à ce projet.

Mise en route: début 1971

Autorisation: CEPAL 291 (XIII)

Achèvement: fin 1971

Priorité: élevée

Groupe d'experts chargé d'examiner les critères qui régissent l'établissement d'industries d'exportation

Cn prévoit de tenir cette réunion pendant le deuxième semestre de 1972. Elle comprendra des experts d'Amérique latine et d'autres pays et durera dix jours. Elle sera financée par la CEPAL si l'Assemblée générale approuve les crédits demandés. La Division du développement industriel doit participer à ce projet.

Mise en route: fin 1971

Autorisation: CEPAL 291 (XIII)

Achèvement: fin 1972

Priorité: élevée

Groupe d'experts chargé d'étudier le financement des exportations d'articles manufacturés

On prévoit de tenir cette réunion pendant le deuxième semestre de 1973. Elle comprendra des experts d'Amérique latine et d'autres pays et durera dix jours. Elle sera financée par la CEPAL si l'Assemblée générale approuve les crédits demandés. La Division de la politique commerciale doit participer à ce projet.

Mise en route: fin 1972

Autorisation: CEPAL 291 (XIII)

Achèvement: fin 1973

Priorité: élevée

(Autres projets)

Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES)

En mars 1969, le Gouvernement des Pays-Bas a offert à la CEPAL une somme de 500 000 dollars pour créer, au siège de la Commission, un centre régional de documentation économique et sociale dont le rôle serait de fournir des renseignements et de faciliter la préparation et l'application de la stratégie du développement. Ce don, destiné à financer la construction du bâtiment du centre et l'achat du matériel initial nécessaire pour assurer son fonctionnement, a été accepté par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci a par la suite accepté également un nouveau don de 150 000 dollars, destiné à couvrir les frais de fonctionnement du centre pendant deux ans.

Pour la période 1971-1972, les activités du centre seraient les suivantes: constituer une bibliothèque de référence, composée de répertoires, d'annuaires, de guides mondiaux et nationaux de centres de documentation, et d'autres documents de même nature; constituer des archives et tenir des registres concernant les institutions et organismes internationaux, ainsi que les programmes de réunions internationales; analyser et résumer les études et rapports d'experts intéressant la CEPAL et l'ILPES; établir, de concert avec d'autres organisations internationales, une liste de descripteurs en espagnol pour la restitution électronique de l'information; définir des catégories d'utilisateurs, afin de déterminer les besoins d'information des services de la CEPAL et de l'ILPES; élaborer et mettre à l'épreuve des programmes de rassemblement et de restitution électronique de l'information; archiver sur microfiches quelques-unes des principales publications de la CEPAL et, le cas échéant, de l'ILPES; amorcer la mise en place d'un réseau régional de centres de documentation et de sources d'information spécialisées dans les domaines économique et social.

Techniques, statistiques et industries alimentaires

L'International Development Agency du Canada a fait part à la CEPAL de son désir de collaborer avec le Secrétariat. Etant donné cette nouvelle possibilité, on est en train de préparer un programme de travail supplémentaire, qui sera axé sur les trois domaines suivants: transfert de la science et de la technique, statistiques et industries alimentaires.

Projets dont l'exécution dépend d'une augmentation de 8,2 pour cent des ressources prévues pour 1972

En présentant son projet de budget pour l'exercice 1972, le Secrétaire exécutif a demandé la création de 8 postes d'administrateurs et de 14 postes locaux, sous réserve d'une augmentation des ressources de 5 pour cent. Sur les listes de projets de chaque division, ceux dont l'exécution dépend de l'approbation de ces crédits supplémentaires sont précédés d'un astérisque.

Le secrétariat considère toutefois qu'il y a d'autres activités qui exigeraient une augmentation de ressources supérieure à 5 pour cent. Ces activités porteraient sur les domaines suivants:

Aspects économiques de l'intégration. A l'époque où a été défini le cadre théorique de l'intégration latino-américaine, le processus d'intégration était pour l'essentiel semblable au modèle européen. Par la suite, les différents groupes de pays latino-américains ont toutefois accumulé une somme d'expérience considérable et le moment semble venu d'analyser cette expérience de manière systématique, afin de mettre au point des modèles plus conformes aux conditions propres au continent (Division de la recherche et du développement économiques).

Politiques industrielles. On envisage d'analyser le secteur industriel par pays, afin d'en déterminer la structure, ainsi que les caractéristiques de l'offre et de la demande d'articles manufacturés et les projections dans ce domaine (Division du développement industriel).

Environnement. Les problèmes de l'environnement dans les pays en voie de développement sont très différents de ceux qui se posent dans les pays industrialisés. Sans se désintéresser des problèmes liés à la dégradation du milieu par suite de l'industrialisation naissante, les pays en voie de développement devraient toutefois s'attaquer en priorité aux autres aspects du problème, notamment l'érosion des sols, qui dans certains pays atteint des proportions alarmantes (Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie).

Production, consommation et commerce des produits de l'agriculture et de l'élevage. Bien que ce projet ait déjà été amorcé, vu le nombre de produits à étudier, il serait souhaitable de renforcer l'effectif d'économistes spécialisés dans ce domaine, afin de pouvoir achever chaque étude plus tôt que prévu (Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture).

Politique de développement régional. Un aspect important de l'étude de la politique de développement régional a trait aux inconvénients qu'entraîne, du point de vue de l'économie nationale, la concentration croissante de la population dans les principaux centres urbains, par rapport aux avantages qui, sur le plan de l'efficacité, découlent de la concentration des activités économiques. On cherche à savoir si le processus de migration vers les grands centres urbains observé sur le continent n'exige pas de la part des gouvernements des investissements excessifs, en comparaison des avantages économiques de la concentration urbaine. Il existe peu de renseignements sûrs concernant les inconvénients et avantages de cette concentration, et il importe d'effectuer des études pour rassembler des données sur ce point. Les résultats de ces études permettraient d'aboutir à des conclusions importantes sur les politiques dans les domaines suivants: orientation des investissements, création de foyers de développement, développement urbain et mise en place ou renforcement de réseaux urbains (Division des affaires sociales).

APPENDICE 1

CEPAL: TABLEAU DES EFFECTIFS POUR 1971

	Postes permanents										PHUD/BCT		Autres postes		Total	
	SGA	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	Postes locaux	Adm.	Postes Locaux	Adm.	Postes locaux	Adm.	Postes locaux	Total
Cabinet du Secrétaire Exécutif	1	1	1	1	2	-	2	8	6		1 a/			8	6	
Groupe de coordination de l'assistance technique	-	-	-	1	-	1	-	2	2		-			2	3	
Groupe de l'administration publique	-	-	-	1	-	-	-	1	1			1 b/		4	1	
Services d'édition et services linguistiques	-	-	-	1	1	7	-	9	11			1 c/	7 c/	10	18	
Section de distribution et de reproduction des documents	-	-	-	-	-	-	1	1	14			-	6 c/	1	20	
Service d'information	-	-	-	-	1	-	-	1	2			1 d/		2	2	
Division de la recherche et du développement économique	-	-	1	1	3	4	4	13	7	2				15	7	
Bureau de Washington	-	-	-	1	-	1	1	3	2				1 c/	3	3	
Bureau de Rio de Janeiro	-	-	-	1	-	1	-	2	-				7 e/	2	7	
Bureau des Antilles	-	-	-	1	-	1	-	2	-				9 f/	12	10	
Centre latino-américain de projections économiques	-	-	-	1	-	5	-	6	1	6		9 g/		13	6	
Division de la politique commerciale	-	-	1	-	2	1	2	6	2	2				9	2	
Bureau de Montevideo	-	-	-	-	4	4	2	11	6					2	1	
Bureau de Bogota	-	-	-	1	-	-	1	2	1					2	1	
Division du développement industriel	-	-	-	1	-	-	-	1	-					1	-	
Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie	-	-	-	3	2	5	1	11	13	7			1 b/	18	14	
Programme relatif aux transports	-	-	1	-	2	1	-	4	6	6				10	6	
Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture	-	-	1	-	1	1	1	4	3	1				5	3	
Division des affaires sociales	-	-	-	1	2	1	-	4	1	1		3 i/		7	1	
Division de statistique	-	-	1	1	4	1	1	8	5	1		4 j/	1 j/	13	6	
Division administrative - Cabinet du Directeur	-	-	-	1	3	2	3	9	16	1				10	16	
Section des finances	-	-	1	-	-	1	-	3	25					3	25	
Section du personnel	-	-	-	-	1	1	1	3	8		2 a/		4 g/	3	12	
Bibliothèque	-	-	-	-	-	1	-	2	3				2 c/	2	7	
Services généraux et section des bâtiments	-	-	-	-	-	1	-	1	6			1 c/		2	7	
Bureau de Mexico	-	-	1	3	6	6	10	26	109	13	7	1 j/	1 c/	2	109	
Total	1	1	8	22	34	46	31	143	313 k/	41	10	15	40	199	363	

a/ Imputés sur le compte "Frais généraux" du Fonds spécial; b/ Fourni par le Gouvernement suédois; c/ Fourni par l'ILPES; d/ Nommé par le Service de l'information; e/ Financé par le Gouvernement brésilien; f/ Financé par le Gouvernement de la Trinité et Tobago; g/ Financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la planification et les projections en matière de développement; h/ Financé par des ressources de la BID; i/ Nommé par la FAO; j/ Financé par le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques; k/ Sur ce total, 106 postes sont communs à la CEPAL et à l'Institut.

APPENDICE II
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
REPARTITION DES DEPENSES DE 1970 PAR CATEGORIE D'ACTIVITE

Activité principale a/	Montants bruts	Personnel temporaire et heures supplémentaires	Consultants	Groupes spéciaux d'experts	Autres dépenses b/	Frais de voyage du personnel en mission	Répartition des dépenses des services de conférence	Total
<u>A. Organes chargés d'élaborer la politique</u>	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Sessions de la Commission</u>	357,2	1,5	1,3	-	113,6	36,6	81,7	591,9
<u>B. Direction et gestion</u>	1861,8	13,5	59,0	7,6	585,7	49,4	447,8	3024,8
<u>C. Programme d'activité</u>								
a) Développement économique, planification et projections	518,4	4,0	16,8	-	194,5	17,3	185,3	1036,9
b) Ressources naturelles et énergie	102,9	2,3	-	-	32,5	1,6	22,4	161,7
c) Transports et communications	81,3	-	8,3	-	25,5	1,7	22,4	139,2
d) Agriculture et sylviculture	96,3	-	2,7	-	30,3	3,0	22,4	154,7
e) Commerce international	239,3	3,0	6,4	-	75,2	9,6	16,8	350,3
f) Développement industriel	251,8	2,1	14,5	-	79,4	4,4	83,9	436,1
g) Développement social	163,6	-	0,8	-	51,4	5,3	28,0	249,1
h) Habitation, construction et planification	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Statistique	279,3	2,1	6,5	-	87,8	6,5	44,2	426,4
j) Administration publique	28,9	-	3,0	7,6	9,1	-	22,4	71,0
<u>D. Administration et services communs</u>								
a) Administration et services financiers	394,9	12,5	-	-	124,1	4,2	13,4	549,1
b) Administration de l'assistance technique	42,3	-	-	-	13,4	3,0	16,7	75,4
c) Services de bibliothèque	83,0	0,8	-	-	26,1	-	-	109,9
d) Services communs	270,7	6,7	-	-	545,9	-	-	823,3
<u>E. Services de conférences</u>	414,4	10,2	1,3	-	130,2	3,5	(559,6)	-
<u>Total</u>	3424,3	45,2	61,6	7,6	1078,2	96,7	-	5174,4 c/

a/ Dans ce tableau, les dépenses sont réparties uniquement par domaine d'activité. En conséquence, chaque section peut correspondre à plusieurs services.

Les domaines d'activités indiqués sont les mêmes que dans les documents généraux du Conseil économique et social.

b/ Dépenses communes de personnel, y compris les frais de voyage pour le congé dans les foyers, matériel et installations, location et entretien des locaux, frais généraux, frais de représentation et part des dépenses relatives aux services de conférence imputables à chaque section.

c/ A l'exclusion des dépenses engagées pour l'amélioration du bâtiment du secrétariat à Santiago.

CEPAL, 1971: CONTRIBUTION DE CHAQUE SERVICE AUX ACTIVITES DU SECRETARIAT
(Mois de travail d'administrateur)

Service Activité	Recherche et développement		Antilles		Rio de Janeiro		Affaires Sociales		Politique commerciale		Montevideo*	
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O
Politique du développement	80	24		18		6	4	4	50	42		
Planification économique et sociale							14	12				
Etude économique annuelle	66		25		6				6			
Intégration				75					4	14		30
Exportation d'articles manufacturés									30	24		
Emploi				6			8	4				
Population							36	36				
Développement régional et local	12	12		6			24	22				
Sciences et technique						12						
Alimentation				1								
Environnement												
Travaux administratifs	1		19				4		4			
Nombre total du mois de travail	159	36	44	106	6	18	90	78	94	80	-	30

CEPAL, 1971: CONTRIBUTION DE CHAQUE SERVICE AUX ACTIVITES DU SECRETARIAT (suite)
(Mois de travail d'administrateur)

Service Activité	Bogota		Mexico		Développement industriel		Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture		Ressources naturelles		Transports	
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O
Politiques du développement			35	25	55	30	8	12	10	20	8	12
Planification économique et sociale				4	4				10	20		3
Etude économique annuelle	2		5		4		2		3			2
Intégration		10		356		35		34		6		14
Exportation d'articles manufacturés					6	12						
Emploi					6		4		1			
Population							3					
Développement régional et local					3		3		11	36	8	3
Sciences et technique					8	12	2		3		3	
Alimentation					8	2	6					
Environnement							2		3	3		
Travaux administratifs			60		7		8		1	2	7	
Nombre total de mois de travail	2	10	100	385	101	91	38	46	42	87	26	34

CEPAL, 1971: CONTRIBUTION DE CHAQUE SERVICE AUX ACTIVITES DU SECRETARIAT

(conclusion)

(Mois de travail d'administrateur)

Service Activité	Statistique		Centre de projections		Administration publique		Gestion, administration et appui		Total partiel		Total général
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	
Politiques du développement	10	20	34	4	2	7	4		300	224	524
Planification économique et sociale	15	20	53	7	2	7			98	73	171
Etude économique annuelle	28								147	2	149
Intégration	10		1		2				17	577	594
Exportation d'articles manufacturés			1		1	20		36	38	92	130
Emploi	5								24	10	34
Population	3	4							42	40	82
Développement régional et local	3		5	1	1				70	80	150
Sciences et technique					6	6			22	30	52
Alimentation									14	3	17
Environnement									5	3	8
Travaux administratifs	2		2				350	108	465	110	575
Nombre total de mois de travail	76	47	96	12	14	40	354	144	1242	1244	2486

Note: On entend par "travaux de recherche" les études ayant pour objet d'identifier les principaux problèmes de l'économie de la région. On entend par "travaux opérationnels" ceux qui comportent des activités de coopération technique directe avec les gouvernements.

Abréviations: R: Travaux de recherche; O: Travaux opérationnels.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
